

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE L'APPEL
EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Caen

Le Samedi 17 Juillet 1897

A 9 HEURES 1/2 DU MATIN

PAR

HENRI ROHÉE

Juge-suppléant au Tribunal civil de Pont-l'Évêque

CAEN

Imprimerie E. LANIER, 1 & 3, rue Guillaume-le-Conquérant

1897

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE L'APPEL
EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Caen

Le Samedi 17 Juillet 1897

A 9 HEURES 1/2 DU MATIN

PAR

HENRI ROHÉE

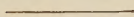
Juge-suppléant au Tribunal civil de Pont-l'Évêque

CAEN

Imprimerie E. LANIER, 1 & 3, rue Guillaume-le-Conquérant

1897

A MES PARENTS



A MES AMIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1896-97

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (☼, I. ☼), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (☼, I. ☼), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. ☼), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (☼, I. ☼), professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ☼), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (I. ☼, C.), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ☼), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. ☼), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

GAUCKLER (I. ☼), professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit public français* (DOCTORAT).

MM. MARIE (I. ☿), assesseur du doyen, professeur de
Droit criminel, et chargé du cours d'*Histoire
du Droit français* (DOCTORAT).

Ambroise COLIN (A. ☿), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Éléments du Droit consti-
tutionnel*,

BIVILLE (A. ☿), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit
français* (LICENCE).

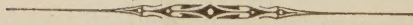
AGRÉGÉS :

MM. BOUVIER, chargé des cours de *Législation finan-
cière* et de *Droit constitutionnel comparé*.

DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☿), secrétaire du Conseil de l'Université
de Caen.



JURY D'EXAMEN

MM. MARIE, *professeur*, Président de
la Thèse.

LAISNÉ DES HAYES, *professeur*.

DEBRAY, *agrégé*.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- FAUSTIN-HÉLIE.** Traité de l'Instruction criminelle, tome I^{er},
n^{os} 84 et suivants, 300 et suivants. —
Tome VI, n^o 2982 et suivants.
- DALLOZ.** Répertoire. Appel en matière correc-
tionnelle, 4^e vol., page 236 et suivants.
Supplément au Répertoire, *eodem*
verbo, tome I, page 448 et suiv.
- PANDECTES FRANÇAISES.** Répertoire, appel en matière
correctionnelle, tome VII, page 605 et
suiv. ; page 724 et suiv.
- GAZETTE DU PALAIS.** Répertoire, appel en matière correc-
tionnelle, page 470 et suiv.
- E. VILLEY.** Droit criminel, page 448, n^o 3.
- J. MARIE.** Éléments de Droit pénal, page 344.
- G. LEPOITTEVIN.** Dictionnaire formulaire des parquets,
tome I, v^o Appel correctionnel pages
154 et 752.
-

HISTORIQUE DU DROIT D'APPEL

Son institution, ses formes

Le droit d'appel, tel que nous nous proposons de l'étudier en matière correctionnelle, remonte véritablement à l'époque impériale romaine. *Litigatoribus copia est*, porte une Constitution de l'Empereur Constantin de l'an 317, *etiam non scriptis libellis illico appellare voce, quum res poposcerit judicata tam in civilibus quam in criminalibus causis. L. 14 C, De appellat. VII, 62.*

Aux premiers temps de Rome et longtemps sous la République, on ne connut d'appel que l'appel au peuple en cas de condamnation capitale. Le cas d'Horace, vainqueur des Curiaces, et qui ayant tué ensuite sa propre sœur, se voit condamner à mort, en est un des exemples les plus anciens et les plus illustres. L'avènement de l'Empire modifia nécessairement cet état des choses. Revêtu de la

magistrature souveraine, l'Empereur exerça les pouvoirs que le peuple tenait dans ses mains auparavant ; les magistrats empruntèrent leur puissance judiciaire, non plus à la souveraineté du peuple, mais à la souveraineté que celui-ci avait toujours déléguée au prince. Ils relevèrent du prince dans l'exercice de leur autorité ; ils lui furent subordonnés, la hiérarchie fut établie.

En matière criminelle, l'appel était ouvert dans toutes les causes, *in omnibus causis criminalibus*. Toutefois cette règle générale eut quelques exceptions : quatre classes d'accusés, les accusés d'homicide, d'adultère, d'empoisonnement et de maléfices, furent exclus du bénéfice de l'appel, pourvu qu'une double circonstance pesât sur eux. Il fallait : 1^o qu'ils fussent convaincus de leur crime par les preuves les plus claires ; 2^o qu'ils en eussent en outre fait l'aveu. Quand cette double condition se réunissait, quand ils étaient à la fois *convicti atque confessi*, l'appel ne semblait qu'une formalité frustratoire qui retardait inutilement l'exécution du jugement.

Les magistrats, qui comprenaient les *clarissimi*, les *spectabiles* et les *illustres*, regardèrent longtemps comme une sorte d'injure l'appel que les condamnés relevaient de leurs sentences, et il arrivait alors que ceux-ci intimidés n'osaient pas formuler leur recours ou que les juges n'y donnaient aucune suite. Les constitutions impériales essayèrent de porter remède à ce double vice. Constantin déclare aux magistrats que l'appel n'est point un outrage à leur autorité : *Nec judicem oportet*

injuriam sibi fieri existimare, eo quod litigator ad provocationis auxilium convolvit. Théodose et Arcadius recommandent aux condamnés de n'avoir aucune crainte et d'exercer librement leur droit. Dioclétien se fondant sur ce que les parties, ne pouvant concevoir une crainte sérieuse, condamnait à la déportation ceux qui attaquaient des jugements passés en face de chose jugée sous prétexte qu'ils n'avaient pas osé appeler dans les délais ; *Se per metum appellationis omisisse auxilium.*

Nous voyons dans ces décisions un véritable sentiment d'humanité. Non seulement le condamné pouvait appeler, mais il était permis à toute personne à qui il en donnait le mandat d'appeler en son nom.

Les solennités de l'appel étaient simples : il suffisait d'une déclaration verbale ou d'une requête par écrit. L'acte d'appel devait contenir les noms des parties, l'exposé de l'affaire, l'énonciation de la sentence attaquée. Les parties fournissaient ensuite des pièces et des mémoires ; ils étaient transmis au juge qui devait connaître de l'appel. Les délais de l'appel furent d'abord de deux ou trois jours, ensuite de dix jours à compter du jour du jugement.

Durant les premiers siècles de l'empire, les appels étaient exclusivement portés devant le prince ; mais les affaires devinrent si nombreuses que le Conseil impérial ne put y suffire. L'Empereur délégua alors la connaissance de ces appels à des *judices sacri* qui le représentaient et jugeaient avec la même autorité que lui-même ; ils avaient le titre soit

d'« *illustres* », comme les préfets du prétoire et de la ville, soit de « *spectabiles* » comme les proconsuls d'Afrique ou d'Asie. L'appel des jugements rendus par les *præsides* fut porté devant les *magistratus sacri*, spécialement délégués dans diverses parties de l'Empire pour connaître des appels au prince. L'Empereur ne se réserva que l'appel des juges supérieurs « *illustres et spectabiles* ». Justinien resserra encore ces limites en déléguant à un ou deux « *judices illustres* », tous ceux de ces appels dont l'objet n'excédait pas une certaine somme.

Si nous reprenons maintenant les phases diverses que la procédure criminelle a subie pendant les cinq siècles qui séparent le règne d'Auguste du règne de Justinien, nous retrouverons la trace de deux principes distincts, qui diffèrent par leur nature comme par leurs tendances et qui semblent avoir exercé nécessairement leur double et contraire influence sur son organisation et sur ses formes.

L'un de ces principes est le principe même du gouvernement impérial, principe de despotisme et de centralisation qui tendait à abaisser sans cesse pour les dominer les institutions libres de la république ou à les assouplir peu à peu à ses vœux et à ses intérêts. L'autre est le principe de la justice morale, dont le fondement est dans la conscience humaine et que la philosophie stoïcienne avait récemment développé comme une première révélation destinée à préparer la révélation d'une morale plus haute et plus pure. Jusqu'à Dioclétien, ce principe lutta énergiquement contre les tendances du

Gouvernement impérial; il puisa plus tard un appui, mais un appui faible encore à cette époque, dans la doctrine chrétienne lorsqu'elle commença à dominer le monde romain.

Le droit d'appel ne fut sans doute établi que pour servir d'appui à la défense, pour réparer les erreurs ou les abus des juges : tel était l'esprit de l'appel au peuple sous la République, telle était encore la règle que posait Ulpien : *Credo humanitatis ratione omnem provocantem audiri debere*. Et cette raison qui doit faire accueillir tous les appels, sur quel fondement repose-t-elle? C'est que l'appel est destiné à corriger l'iniquité ou l'impéritie des juges. Voilà la pensée de la philosophie. Le Gouvernement impérial ne vit, au contraire, dans l'appel qu'un moyen d'étendre sa puissance : cette voie de recours ne fut qu'un instrument de centralisation à l'aide duquel la justice fut placée toute entière dans la main du prince. Elle devint un mode de contrôle et non de justice, un lien qui partait du trône pour enlacer les proconsuls, et non un appui pour les opprimés. L'Empereur eut la révision de tous les jugements ; il exerça, à l'aide de son conseil privé, les fonctions d'un grand juge, s'emparant de tous les procès considérables de l'Empire et prononçant en dernier ressort sans que les parties eussent de sa justice d'autre garantie que le défaut de son intérêt. Il centralise d'abord tous les appels à son conseil privé ; ensuite il n'en délègue le jugement qu'à des commissaires choisis et toujours révocables ; enfin, il se réserve, dans tous les cas, une sorte de droit d'option, le droit

de juger toutes les causes qu'il lui plaisait de juger.

Telles étaient les lois de la procédure criminelle sous l'Empire, ainsi que les transformations qu'elles ont subi jusqu'au VI^e siècle. Nous avons vu que la juridiction criminelle était exercée, à Rome et à Constantinople, par un *præfectus urbi*, et dans toutes les provinces par des *præsides*; que la répression des petits délits était confiée à des magistrats de police; que sur toutes ces juridictions planait le droit d'appel à la juridiction souveraine de l'Empereur ou de ses délégués; enfin, que les formes de l'ancienne procédure avaient été en parties maintenues; qu'ainsi l'on trouvait encore dans les tribunaux des préfets ou des *rectores* le droit d'accusation, le débat oral, les dépositions contradictoires des témoins, la publicité de l'audience et la liberté de la défense.

Tel était l'état de la législation lorsque les peuplades germaniques vinrent s'établir en Gaule et apportèrent l'élément nouveau de leurs mœurs et de leurs lois.

De même que sous l'Empire Romain, l'appel fut institué en France avec le même esprit et le même but. Il ne fut point une institution féodale, la féodalité ne le connaissait pas; il ne s'établit qu'au moment où elle allait tomber en ruine et ne parut destiné comme un instrument de guerre qu'à hâter sa chute. Sous notre monarchie comme sous les Césars, l'appel sembla n'avoir qu'une mission, celle de ramasser le pouvoir disséminé dans les provinces et de le ramener au centre, celle de soumettre à une justice

suprême toutes les justices qui couvraient le sol. Sans doute cette institution dut servir en même temps l'intérêt judiciaire, sans doute elle dut faire cesser des abus et raffermir le droit, mais ce ne fut là qu'une de ses conséquences, ce ne fut pas son but principal.

Dans quels faits, dans quels usages le droit d'appel a-t-il pris naissance ? On a voulu le rattacher à l'usage des appels de *défaute de droit* et de *faux jugement* que pratiquaient les justices féodales ; on l'a considéré comme une conséquence du régime qui plaçait auprès de chaque justice seigneuriale la cour du seigneur suzerain ; enfin, on a prétendu qu'il n'avait été qu'une stricte et simple application des dispositions du droit romain et de la pratique des juridictions ecclésiastiques. Tous ces faits ont certes contribué à former cette institution ; cependant l'appel de *défaute de droit* n'était qu'une plainte en déni de justice, et l'appel de *faux jugement*, une imputation de fraude adressée au juge et une sommation d'avoir à soutenir son jugement les armes à la main : ce n'était pas une voie de recours.

Certes, la hiérarchie de la juridiction ecclésiastique se prêtait merveilleusement à l'exercice du droit d'appel, mais ce fut surtout l'établissement des juges royaux et la substitution de l'enquête à la bataille qui le firent accueillir avec succès. Les juges royaux, en effet, représentants du roi, furent investis d'une suprématie sur toutes les justices seigneuriales de leur circonscription. Les baillis et les sénéchaux, provoquant l'action des juges et surveillant

l'administration de la justice entreprirent une véritable guerre contre les justices seigneuriales : soit en posant des limites à leurs attributions, soit en leur disputant le jugement des affaires de leurs ressorts. Mais l'arme la plus puissante peut être pour combattre les seigneurs fut l'établissement des cas de ressort. Les juges royaux sont investis du droit de prononcer, d'après l'examen des enquêtes, puisque les batailles furent supprimées, sur les déclarations de *faux jugement*.

Ce n'était point encore la voie de l'appel, mais elle est indiquée et bientôt les cas de ressort vont se formuler.

A côté des appels de *défaute de droit* et de *faux jugement*, Louis IX avait introduit une nouvelle voie de recours, l'amendement du jugement en la Cour du roi. Cet amendement avait pour but d'ôter à ce recours le caractère d'outrage, d'insulte pour la Cour du seigneur, qu'il avait alors ; « appel » disent les établissements « contient félonie et iniquité ».

Pendant que ces lois préparaient l'organisation de l'appel, la pratique le répandait et l'appliquait déjà. Le registre des abus contient, dès le XIII^e siècle, de nombreux arrêts rendus sur l'appel des parties à la Cour du roi. Beaumanoir, vers la fin du même siècle, reconnaît comme un fait existant l'appel au roi de tous les juges du royaume.

Ainsi, vers le commencement du XIV^e siècle, l'appel était régulièrement organisé dans toutes les juridictions. Il s'était introduit par la jurisprudence autant que par la loi. Il avait à la fois puisé sa source

dans l'autorité du droit romain, dans l'exemple de la pratique des juridictions ecclésiastiques, dans les degrés de la hiérarchie féodale, enfin, dans le mouvement général qui favorisait à cette époque les envahissements des justices royales. Les recours se multiplièrent d'une façon extraordinaire, il régnait une telle anarchie qu'il fallut y porter remède et tracer quelques limites au droit d'appel.

A partir du XV^e siècle, il se manifesta une sorte de réaction; des ordonnances posent des règles qui ont pour but de tempérer l'abus des appels; (ordonnance d'avril 1453, juillet 1493, mars 1498, novembre 1541). Il résulte de ces textes que la Cour de parlement devint, dans chaque ressort, le centre où venaient aboutir tous les appels en matière criminelle. Une chambre spéciale, la tour criminelle ou tournelle fut chargée de juger les procès criminels. A partir de l'Edit de Crémieu (juin 1536) les légistes et le Parlement dénièrent aux juges des seigneurs le droit de ressort ou d'appel. Les principaux bailliages furent érigés en sièges présidiaux, cours secondaires placées entre les premiers juges et les Cours de parlement, et l'ordonnance criminelle de 1670 décida que les appellations des sentences préparatoires, interlocutoires et définitives pour crimes n'emportant pas peine afflictive, seraient portées concurremment, soit devant cette juridiction, soit devant les Parlements au choix et option des accusés (1).

(1) Ordonnance de 1670, t. XXVI, art. 1.

Sous la législation intermédiaire et sous le droit nouveau, dont nous allons parler maintenant, l'appel change de caractère ; il n'est plus inspiré par une pensée politique de centralisation, il devient purement et simplement une garantie judiciaire, garantie qui peut résulter du double examen d'une même procédure, de deux instructions successivement édifiées à raison d'un même fait, de deux jugements intervenus l'un après l'autre sur la même question, sur la même affaire. Tel est le seul motif du double degré de juridiction dans notre législation moderne, le seul principe de l'institution des appels.

L'art. 1^{er}, titre V, de la loi du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire pose comme une règle générale que « les juges de districts seront juges « d'appel les uns à l'égard des autres. » La conséquence de cette règle est que l'égalité politique est établie entre les tribunaux de première instance et les tribunaux d'appel, c'est donc que l'appel ne prend plus sa source ni dans la domination d'une juridiction supérieure, ni dans le besoin d'amoindrir les parties inférieures, ni dans la souveraineté d'une autorité centrale ; la seule raison de cette voie de recours est donc uniquement et nécessairement la nouvelle discussion qu'elle provoque quand la première est close.

Cette disposition, néanmoins, n'a point été littéralement reproduite en matière correctionnelle ; mais les différences que nous allons noter ne sauraient altérer le principe qui, au fond, est identique. Dans le système de la loi du 19-22 juillet 1791, le tribunal

de police correctionnelle était composé de trois juges de paix et l'appel de ses jugements était porté, non point à un tribunal identiquement composé, mais au tribunal de district où siégeaient trois juges.

Dans le système de la constitution du 5 fructidor an III, développé par le Code du 3 brumaire an IV, le tribunal de police correctionnelle était composé d'un juge du tribunal civil, président, et de deux juges de paix, et l'appel était porté devant le tribunal criminel du département composé de cinq juges.

Enfin, dans le système du Code d'instruction criminelle, les appels sont portés des tribunaux d'arrondissement au tribunal du chef-lieu du département et du tribunal chef-lieu au tribunal chef-lieu du département voisin ; dans les départements où siège une cour impériale, les appels sont portés devant cette cour, et il en est encore ainsi à l'égard des appels des tribunaux chefs-lieux des départements voisins lorsque la distance n'est pas plus forte que celle du chef-lieu d'un autre département.

Il est clair que, dans ces diverses organisations, la seule pensée de la loi a été d'instituer une révision sérieuse et complète du premier jugement. C'est là le seul but de la loi ; elle ne trahit aucun sentiment de défiance contre les juges de première instance, aucun désir d'envahir leur juridiction pour l'absorber dans la juridiction supérieure. Elle ne cherche qu'à constituer une deuxième instruction, indépendante de la première, et qui contienne tous les moyens d'arriver à la constatation de la vérité.

La loi du 13 juin 1856, qui a centralisé tous les appels entre les mains des cours d'appel a-t-elle modifié ce principe ? Non, elle n'a point eu la pensée d'exercer une sorte de domination sur les premiers juges ; elle a seulement désiré instituer une juridiction unique à laquelle tous les appels sont dévolus ; malgré l'exposé de motifs où l'on trouve quelques paroles qui pourraient faire croire à une certaine déviation : « Le droit d'appel, y est-il dit, ne s'exerce
« réellement avec des garanties sérieuses que lors-
« que le tribunal, qui est chargé du second examen
« des affaires est incontestablement supérieur, dans
« l'ordre des juridictions, au tribunal qui statue en
« premier ressort. Cette condition n'est qu'impar-
« faitement remplie par les tribunaux siégeant aux
« chefs-lieux de département.... La supériorité des
« cours impériales est au contraire incontestable ;
« elle se manifeste non-seulement par le nombre,
« mais en outre par le titre, le costume, la pré-
« séance, l'étendue et la variété des attributions,
« les lumières et l'expérience des magistrats, surtout
« par ce pouvoir qui leur est donné d'une manière
« générale et qui est l'essence de leur institution, de
« mettre à néant, comme le disent leurs arrêts les
« sentences des tribunaux de première instance ». Ces paroles ne contiennent point le vrai motif qui est celui-ci : instituer l'unité dans la juridiction qui statue sur les appels.

Maintenant, de ce que l'appel n'est qu'une garantie de justice, un moyen d'arriver à la vérité, en soumettant le même procès à l'épreuve d'une double

discussion; on doit déduire plusieurs corollaires importants; c'est ainsi, que l'instruction des premiers juges doit être reprise tout entière en appel; car, puisque le second degré de juridiction n'est qu'un second examen de la prévention, il s'ensuit que cet examen doit être complet, qu'il doit s'étendre à toutes les parties de la cause; qu'il doit employer tous les moyens de vérifier ou de découvrir la vérité. Enfin, les mêmes formes de procédure doivent être appliquées en première instance et en appel; car le second examen n'est efficace que s'il est soumis aux mêmes conditions que le premier; sans cela, ce ne serait plus un nouveau débat, mais une espèce de révision sommaire qui s'attacherait aux formes de la procédure plus qu'au fond de la prévention.

L'institution de l'appel a soulevé de nombreuses critiques, particulièrement chez les criminalistes allemands, français et belges. On a dit: 1° que rien ne démontrait que la manifestation de la vérité fût plus complète en appel qu'en première instance; 2° qu'on pouvait même craindre le contraire; les juges d'appel jugeant généralement sur pièces; qu'un procès-verbal d'audience si complet qu'on le suppose ne reproduit jamais fidèlement l'impression qui résulte d'un débat oral et contradictoire, et que l'appel n'est guère compatible avec les principes de la procédure orale; 3° qu'il y avait contradiction à admettre deux degrés de juridiction pour les délits, alors que les crimes, dont les conséquences pénales sont beaucoup plus graves, n'étaient soumis qu'à une seule

juridiction ; 4^o que d'ailleurs l'appel était peu usité en pratique.

On peut répondre à ces raisons que, dans un système de procédure dans lequel les appels sont portés devant les juges supérieurs, ces juges présentent généralement plus de garanties de science et d'expérience. A la vérité, on peut demander, d'autre part, pourquoi ne pas transporter tout de suite les mêmes garanties au premier degré de juridiction. Cela peut être difficilement conciliable avec notre organisation judiciaire bien que ce ne soit pas théoriquement impossible.

On peut répondre ensuite que l'instruction des premiers juges peut et doit être reprise complètement en appel, en sorte que la deuxième objection s'adresse bien plutôt à la procédure usitée en appel qu'à l'institution même, et si l'on objecte les frais et les longueurs, que la liberté et l'honneur des citoyens sont d'un intérêt supérieur.

On peut répondre encore que la contradiction signalée par la troisième objection n'existe pas : que les formes si minutieuses de la procédure des cours d'assises donnent aux accusés des garanties qui n'existent pas au même degré dans la procédure correctionnelle, et que, d'ailleurs, la procédure par jurés, le système de l'intime conviction et la forme du verdict, qui n'est pas motivé, excluent absolument l'appel en matière criminelle. A coup sûr, le jour où on instituerait le jury correctionnel, la question que nous examinons ne se poserait plus.

Quant à l'objection tirée du nombre minime des appels, elle est certainement inconcluante : l'appel n'est usité qu'à l'égard des condamnations graves, et c'est précisément pour celles-là qu'il est une garantie nécessaire ; il est, du reste, devenu assez fréquent maintenant et il fait tomber, en tout ou en partie, pas mal de décisions erronées.

Deux considérations justifient, d'après nous, l'institution de l'appel correctionnel, dans l'état actuel de notre organisation judiciaire. La première est qu'une nouvelle instruction de l'affaire, après que le prévenu a été frappé par le jugement dont il a pu apprécier les conséquences, instruction dans laquelle il peut s'entourer de conseils plus éclairés, dans laquelle le jugement lui-même est jugé dans ses rapports avec les faits et avec la loi pénale, est pour les citoyens une garantie dont la valeur ne peut être sérieusement contestée. La seconde est que l'appel, jugé par des juges éloignés et nécessairement impartiaux, peut être une garantie fort utile, dans certains cas, contre les passions locales et les rivalités de clocher qu'on subit un peu parfois instinctivement.

Telle est l'histoire du droit d'appel. Malgré toutes les critiques qui ont été dirigées contre ce second degré de juridiction, il faut cependant reconnaître qu'il est d'une utilité considérable. Ses effets seraient-ils moins apparents, il faudrait encore l'apprécier ; car, toute garantie de justice, quelque restreint que soit le cercle où elle s'exerce est trop précieuse pour qu'il soit possible d'y toucher à

moins de la reproduire sous une autre forme. Elle est établie pour sauvegarder les intérêts de l'homme, son honneur et sa liberté.

DE L'APPEL EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE

SECTION I

Jugements dont on peut appeler

En général, tous les jugements rendus en matière correctionnelle peuvent être attaqués par la voie de l'appel. L'art. 199 C. Instr. cr. qui n'a fait que reproduire l'art. 192 du Code du 3 brumaire an IV est ainsi conçu : « Les jugements rendus en matière « correctionnelle pourront être attaqués par la voie « de l'appel ». Cette disposition doit recevoir son application, quelque minime que soit la peine prononcée, quelques modiques que soient les indemnités obtenues ou réclamées ; elle est fondée sur ce que l'honneur des citoyens étant leur propriété la plus

sacrée, il est juste de leur accorder la garantie de l'appel contre toute décision qui peut y porter atteinte.

Mais ce grand principe posé, ne faut-il pas distinguer, comme en matière civile, entre les jugements qui ont un caractère définitif et ceux qui n'ont pas ce caractère ? L'art. 451 C. pr. civile porte : « L'appel
« d'un jugement préparatoire ne pourra être inter-
« jeté qu'après le jugement définitif et conjointe-
« ment avec l'appel de ce jugement, et le délai de
« l'appel ne courra que du jour de la signification
« du jugement définitif ; cet appel sera recevable
« encore que le jugement préparatoire ait été exécuté
« sans réserves ».

Une opinion contraire a été enseignée par M. Le-graverend. Il estime que tous les jugements correctionnels, sans exception, sont susceptibles d'appel et cela parce que l'art. 199 C. Instr. cr. n'établit point entre eux de distinction ; de plus, dit-il, il faut remarquer que la procédure en toute matière de répression est essentiellement distincte de la procédure en matière civile, et que les règles applicables à l'une ne peuvent être étendues à l'autre. Il faut rejeter cette opinion ; en effet, que deviendrait la justice répressive si chaque jugement d'instruction pouvait être frappé d'un appel qui forcerait à surseoir ? Dans quel intérêt cet appel, puisque les jugements d'instruction ne peuvent ni préjuger le fonds, ni causer aux parties un préjudice irréparable, puisqu'ils ne décident rien et ne font que préparer la cause ? D'un autre côté, à l'argument

puisé dans la généralité des termes de l'art. 199 C. Instr. cr., on peut opposer l'interprétation donnée par la jurisprudence à la disposition aussi générale du Code de brumaire. L'art. 416 C. Instr. cr., aux termes duquel le recours en cassation n'est ouvert contre les arrêts ou jugements préparatoires et d'instruction qu'après les arrêts ou jugements définitifs, et l'art. 451 C. pr. qui consacre la même règle pour l'appel en matière civile, concourent encore à démontrer que l'art. 199, entendu dans le sens qui résulte de son texte pris à la lettre, présenterait une anomalie impossible à justifier. Telle est l'opinion de MM. Carnot, Merlin (1).

L'appel ne s'applique donc qu'aux seuls jugements qui sont définitifs, mais il s'applique à tous les jugements qui ont ce caractère.

Qu'entend-on par jugements définitifs ? Ce sont ceux qui terminent d'une manière définitive, soit la contestation, soit un point même du procès. Un jugement a donc ce caractère, non seulement lorsqu'il statue sur le fond même du débat, mais encore lorsqu'il prononce sur des exceptions, des nullités, des fins de non recevoir. Ainsi, le jugement qui repousse l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur et décide qu'il sera plaidé au fond, ne met pas sans doute fin à la contestation, mais il résout définitivement un point du débat, et à ce titre, est définitif. Ceci nous conduit à diviser les

(1) CARNOT, *Commentaire sur le Code Instr. cr.*, t. I, p. 564. — MERLIN, *Rép.*, v^o appel, sect. 2, § 3, n. 3.

jugements définitifs en trois classes : ceux qui statuent sur toute la cause et la terminent; ceux qui statuent définitivement sur des fins de non-recevoir, des exceptions ou des demandes incidentes, indépendantes du fond; enfin, ceux qui ordonnent avant dire droit, une preuve, une vérification, une instruction qui préjuge le fond.

I. — Voyons d'abord la première classe, c'est-à-dire celle qui comprend les jugements prononçant sur le fond de la prévention, soit qu'ils condamnent ou acquittent les prévenus. Tous ces jugements sont définitifs, et quand ils ont été rendus en premier ressort, ils peuvent être frappés d'appel. La circonstance qu'un jugement correctionnel a été qualifié en dernier ressort, ne suffit pas si cette qualification est erronée pour autoriser le rejet de l'appel qui est interjeté, la Cour de cassation, dans un arrêt du 23 messidor an XII, l'avait déjà ainsi jugé; elle a persisté depuis dans son ancienne jurisprudence, et a décidé qu'un jugement de tribunal correctionnel qui statue sur un fait réputé délit par la loi, ne cesse pas d'être susceptible d'appel, bien qu'il soit mal à propos qualifié en dernier ressort et ne prononce que des peines de police. Prenons un exemple : un jugement déclare un individu coupable d'avoir fait des blessures ayant causé une incapacité de travail de plusieurs jours; le même jugement n'applique au prévenu à raison de circonstances atténuantes qu'une peine de simple police et qualifie cette condamnation en dernier

ressort, nous disons que le tribunal, dans l'espèce, a faussement appliqué l'art. 192, C. Instr. cr., et que le jugement est susceptible d'appel.

II.— Cette deuxième classe comprend tous les jugements définitifs, soit qu'ils dessaisissent ou non la juridiction, prononcent sur des fins de non-recevoir, des exceptions ou des demandes incidentes. Ainsi, sont considérés comme définitifs, et par suite susceptibles d'appel; le jugement qui ordonne une nouvelle instruction, le jugement qui accorde à un prévenu la liberté sous caution, le jugement qui décide qu'un agent du gouvernement peut être poursuivi avec ou sans autorisation du Conseil d'État, parceque le fait est ou n'est pas relatif à ses fonctions (1). Bien que ces jugements ne soient pas définitifs (car ils ne mettent pas fin au procès), ils ont néanmoins ce caractère en ce qui concerne la difficulté incidente sur laquelle ils prononcent; il en résulte qu'ils peuvent être aussitôt soumis à l'examen du tribunal du second degré; car, suivant les termes mêmes d'un arrêt de la Cour de cassation « l'art. 199, C. Instr. cr. autorise l'appel des jugements correctionnels, sans distinguer ceux qui sont définitifs sur le fond ».

III. — Le Code d'instr. cr. n'ayant statué en ce qui concerne l'appel que d'une manière générale (art. 199), on en a conclu que les jugements prépa-

1) Cass., 12 mars 1829. DALLOZ, *Rép.*, p. 269.

ratoires sont également susceptibles d'appel (2). Qu'entend-on par jugements préparatoires ? L'art. 452 du Code de procédure civile nous dit : « Sont réputés préparatoires les jugements rendus pour l'instruction de la cause et qui tendent à mettre le procès en état de recevoir jugement définitif ». Ainsi, le jugement qui ordonne l'apport d'une pièce ; le jugement qui, sur la demande du prévenu, ordonne une expertise tendant à détruire la preuve de l'existence du délit, résultant tant du procès-verbal que des déclarations de témoins, sont préparatoires et par suite, l'appel n'en est recevable qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce dernier, sans que l'exécution, même volontaire, de la mesure préparatoire puisse être opposée comme fin de non recevoir.

Au principe général que tous les jugements rendus en matière correctionnelle sont susceptibles d'appel, nous devons apporter une exception. L'art. 192, C. Instr. cr. nous dit en effet : « Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, le tribunal appliquera la peine et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts. Dans ce cas, le jugement sera en dernier ressort ». Mais dans quels cas le jugement sera réputé en dernier ressort ? Dans le cas où le fait a réellement le caractère d'une contravention et lorsqu'aucune des parties n'a demandé le renvoi de la cause devant le tribunal de police ; mais si en

(2) FAUSTIN-HÉLIE, *Traité de l'Instr. criminelle*, t. VI.

réalité le fait qualifié de contravention a le caractère d'un délit, nous retombons dans le principe général et par conséquent le jugement sera susceptible d'appel.

A cette exception, et pour faire suite aux explications qui précèdent, nous devons ajouter que, si un jugement se compose de plusieurs dispositions distinctes, indépendantes les unes des autres, la partie qui a succombé sur un chef et obtenu gain de cause sur un autre, peut appeler de la disposition qui lui est contraire, et poursuivre en même temps l'exécution de celle qui lui est favorable.

SECTION II

Personnes qui peuvent interjeter appel

L'art. 202 du Code d'Instr. cr., modifié par la loi du 13 juin 1856, nous dit : « La faculté d'appeler appartiendra :

- 1° Aux parties prévenues ou responsables ;
- 2° A la partie civile quant à ses intérêts civils seulement ;
- 3° A l'administration forestière ;
- 4° Au ministère public.

CHAPITRE I

Appel porté par les parties prévenues ou responsables

Le législateur, dans l'art. 202 modifié, nous cite d'abord les prévenus. Le Code de brumaire an III, n'ouvrait la voie de l'appel qu'aux condamnés ; le Code d'Instr. cr. a étendu ce droit et l'a accordé à tous les prévenus, soit que les jugements portent ou non sur le fond, soit qu'ils aient été condamnés

ou ne l'aient pas été. Cependant, il faut pour que l'appel soit recevable, que le prévenu y ait un intérêt (car sans intérêt, pas d'action), et de plus qu'il soit encore dans le délai voulu par la loi; à part ces restrictions, le prévenu dispose de l'appel, l'exercice lui en appartient et il ne peut en être déchu par le seul fait d'un acquiescement (1). Il n'en était pas de même dans notre ancien droit, Jousse dans son *Traité de la Justice criminelle* (2), dit en effet que « l'appel des sentences et ordonnances qui
« gissent en exécution, peut toujours être interjeté
« par l'accusé, jusqu'à ce qu'il ait consenti l'exé-
« cution de ce jugement et ordonnance, soit par un
« consentement exprès, soit par un consentement
« présumé, comme dans le cas où il aurait exécuté
« volontairement l'ordonnance ou jugement rendu,
« etc..... ». Le prévenu peut interjeter appel, dans tous les cas, même lorsqu'il est acquitté; par exemple, lorsque le tribunal a rejeté ses conclusions, tendant à ce que des dommages-intérêts lui soient accordés. Il peut appeler lors même qu'il aurait fait défaut ou qu'il n'aurait pas obéi au mandat décerné contre lui (3). Nous devons ajouter cependant que l'appel interjeté par un prévenu ne profite pas à ses co-prévenus. Chaque prévenu doit interjeter appel nominativement dans les délais de la loi.

Le Code d'Instr. cr. fait figurer parmi les personnes qui peuvent interjeter appel, les personnes

(1) Cass. 10 juin 1836, DALOZ, *Rép.*, v. p. 273.

(2) JOUSSE, *Traité de la Justice criminelle*, t. II, p. 733.

(3) V. FAUSTIN-HÉLIE, t. VI. — DALLOZ, *Appel cr.*, p. 301.

civilement responsables. L'art. 202 complète en effet l'art. 193 du Code de brumaire an IV, qui ne donnait la faculté d'appeler qu'au condamné. Ce droit d'appel donné à la personne civilement responsable existe même en cas d'acquiescement, si elle n'a pas obtenu les dommages-intérêts qu'elle réclamait, et indépendamment de celui du prévenu. Mais à la différence du droit donné au prévenu, la personne civilement responsable ne peut plus appeler si elle a acquiescé au jugement ou si elle l'a exécuté volontairement ; car son intérêt étant purement civil, il y a lieu d'appliquer les règles du droit civil.

Mais qu'arrivera-t-il si la personne civilement responsable n'a pas été défendue ? Pourra-t-elle appeler du jugement qui l'aura condamnée ? Une théorie soutenue par M. Carnot lui dénie ce droit et lui ouvre la voie de la tierce-opposition. Ceci est inadmissible ; en effet, il est de principe que la tierce-opposition n'est pas admise dans la procédure criminelle « attendu que les délits sont personnels, « qu'il en est de même des condamnations qu'ils « entraînent ; qu'en matière criminelle un jugement « n'existe que vis-à-vis de ceux avec qui il a été « rendu ; que dans cette matière, la tierce-opposition « ne peut-être admise » (1). Il faut dire au contraire que l'appel lui est ouvert, pourvu qu'il ait été prononcé contre elle une condamnation ou la réserve d'un recours utile.

(1) Cass., 3 juin 1808, *S. Coll. nouv.*, II, 537.

CHAPITRE II

Appel porté par la partie civile

La partie civile, nous dit l'art. 202 Code Instr. cr. peut appeler, mais quant à ses intérêts civils seulement, c'est là une application de la maxime : « Sans intérêt, pas d'action ». Remarquons en passant que l'appel de la partie civile, bien qu'elle n'exerce qu'une action civile, est soumis à toutes les formes de la juridiction correctionnelle; donc, peu importe la quotité de la demande. Nous voyons là une application du principe que tous les jugements correctionnels sont sujets à l'appel: par conséquent, les règles de la procédure civile ne sont pas applicables ici.

Il est un fait certain, qui existait déjà sous la loi de brumaire, et qui est mentionné dans les art. 182 et 202 Code Instr. cr., c'est que la partie civile peut appeler, dans son intérêt, du jugement correctionnel qui acquitte le prévenu, bien que le ministère public n'interjette pas lui-même appel (1). Il résulte, en effet, des articles ci-dessus cités que « la faculté « d'agir par action directe et celle d'appeler dans « son intérêt sont accordées par la loi à la partie « civile, comme au ministère public dans l'intérêt « de la vindicte publique, dont la poursuite lui est

(1) Alger, 13 avril 1888. S. 89. 2. 138.

« confiée, et sans que la poursuite de la partie civile
« soit en aucune manière subordonnée à l'action du
« ministère public, que lorsque le ministère public
« ne se rend pas appelant d'un jugement de première
« instance favorable au prévenu, il en résulte seule-
« ment que l'appel de la partie civile ne peut donner
« lieu à l'application d'aucune peine, mais non pas
« que son action civile soit éteinte ni altérée dans ses
« rapports avec son intérêt personnel » (1).

L'appel porté par la partie civile, en tant qu'il s'agit de ses intérêts, et lorsqu'il est porté en temps utile, est tellement reconnu par le législateur, que l'acquiescement donné par le ministère public à un jugement interlocutoire, par lequel le tribunal correctionnel préjuge le fond, n'empêche pas que la partie civile puisse elle-même interjeter appel de ce jugement quant à ses intérêts privés (2). On s'est demandé si la partie civile pourrait seule, et sans le concours du ministère public, appeler d'un jugement par lequel le tribunal correctionnel se serait déclaré incompétent. Merlin dit que cette question peut se présenter dans trois cas : 1° Dans le cas où le tribunal correctionnel se serait fondé sur ce que le fait imputé au prévenu ne serait, aux yeux de la loi, ni délit, ni contravention, et ne pourrait donner lieu qu'à une action civile ; 2° Dans le cas où le tribunal correctionnel se serait déclaré incom-

(1) Cass. 2 juin 1810, 17 mars 1814, 5 juillet et 4 octobre 1816, DALLOZ, *Rép.*, *Appel en matière criminelle*, p. 274.

(2) Nancy, 10 mars 1887, G. P., 87, 746.

pétent, par le motif que la connaissance du délit appartiendrait à un autre tribunal correctionnel; 3^o Dans le cas où le jugement d'incompétence serait motivé sur ce que le fait ne constituerait pas un délit, mais un crime. Il reconnaît le droit d'appel à la partie civile dans les deux derniers cas, et le nie dans le premier; parceque, dit-il, la partie civile ne peut appeler que quant à ses intérêts civils. Or, quel intérêt civil peut-elle avoir à la réformation d'un jugement qui, en décidant que le fait dont elle se plaint n'est point passible de l'action publique, la renvoie à se pourvoir, si elles'y croit fondée, devant les tribunaux civils? Nous ne pouvons partager l'opinion de Merlin, car la partie civile au contraire, a intérêt à faire connaître, pour se soustraire à une condamnation aux dépens, qu'elle n'a point mal à propos traduit son adversaire devant la juridiction correctionnelle; enfin, la généralité des termes dans lesquels est conçue la disposition de l'art. 202, qui attribue le droit d'appel à la partie civile, semble favorable à l'opinion contraire à celle de Merlin.

Nous devons ajouter toutefois que la partie lésée, ou le plaignant qui ne s'est pas constitué partie civile en première instance, n'est plus recevable à intervenir en appel, car les voies de droit n'appartiennent qu'aux personnes qui ont figuré comme parties dans les jugements contre lesquels elles sont dirigées. C'est ainsi qu'on a décidé avec raison que le mari qui, après avoir dénoncé l'adultère de sa femme, s'est abstenu de se porter partie civile au cours des poursuites dirigées contre elle et ses complices

à la requête du ministère public, n'a plus qualité pour interjeter appel *a minima* du jugement intervenu sur les poursuites (1).

Lorsque le tribunal est régulièrement saisi de l'appel de la partie civile, alors même qu'elle aurait déclaré à l'audience ne vouloir réclamer aucuns dommages-intérêts, peut-il se dispenser d'y statuer? Non, car il ne résulte pas d'une telle déclaration que cette partie soit sans intérêt dans la cause, ni qu'elle se soit désistée de son appel; elle ne doit pas être présumée avoir renoncé à se faire rembourser les frais qu'elle a faits comme partie plaignante, et décharger de la condamnation aux dépens prononcée contre elle par les premiers juges; elle peut même réclamer des dommages-intérêts. Mais ce droit lui est enlevé lorsqu'elle a acquiescé au jugement, ou s'est désistée de sa poursuite, car nous savons que le plaignant peut renoncer à son action, et que cette renonciation régulièrement faite le rend inhabile à toute poursuite ultérieure.

Enfin, pour terminer l'étude des cas dans lesquels la partie civile peut porter appel, nous allons examiner si l'action de la partie civile cesse d'être de la compétence des tribunaux correctionnels, lorsque le prévenu vient à décéder après le jugement définitif de première instance? Sur cette question, nous étudierons trois systèmes : Le premier soutient que la juridiction criminelle devient dans tous les cas, sans compétence pour statuer. Le deuxième professe

1. Agen, 8 juillet 1885. S. 86, 2, 32.

au contraire que, lorsque la juridiction répressive a été régulièrement saisie, elle doit statuer malgré le décès du prévenu à quelque hauteur qu'en soit la procédure (1). Enfin le dernier système qui est généralement adopté, fait la distinction suivante : Si le décès du prévenu survient avant la décision des premiers juges, la juridiction répressive n'a plus la connaissance de l'action civile dont elle ne peut être saisie qu'accessoirement à l'action pénale. Mais si le décès n'intervient qu'après le jugement en premier ressort, tout en éteignant dans ce cas aussi l'action publique, il ne saurait porter atteinte aux dispositions de ce jugement concernant l'action civile. — Cette doctrine est, du reste, confirmée par la jurisprudence, car il a été jugé que le décès du prévenu survenu depuis le jugement correctionnel de première instance, n'empêche pas que l'appréciation du bien ou du mal jugé de cette décision, en ce qui concerne l'action civile, ne rentre pas dans les attributions exclusives du tribunal correctionnel.

CHAPITRE III

Appel porté par l'administration forestière

Au point de vue de l'appel, les administrations publiques sont, en général, assimilées aux parties civiles. Cependant, il y a quelques exceptions à ce

(1) Cass. 27 mai 1881. S. 83-1-44.

principe, notamment en ce qui concerne les administrations des forêts, des contributions indirectes et des douanes.

Le droit d'appel donné à l'administration forestière est spécialement consacré par l'art. 203, § 3, Code Instr. cr. La jurisprudence a même décidé que « d'après cet article, le droit d'appeler des jugements « rendus en police correctionnelle peut être exercé « par l'administration forestière d'une manière « indéfinie et sans restriction, à la différence des « parties civiles, qui peuvent aussi l'exercer, d'après « le même article, mais seulement quant à leurs « intérêts civils ». Cette disposition de l'art. 202, § 3, du Code d'Instr. cr. a été complétée par celles des art. 183 et 184, Code forestier, ainsi conçus : « art. « 183. Les agents de l'administration des forêts « peuvent, en son nom, interjeter appel des juge- « ments et se pourvoir contre les arrêts et jugements « en dernier ressort ; mais ils ne peuvent se désister « de leurs appels sans son autorisation spéciale » — « art. 184. Le droit attribué à l'administration des « forêts ou à ses agents de se pourvoir contre les « jugements et arrêts par appel ou par recours en « cassation, est indépendant de la même faculté qui « est accordée par la loi au ministère public, lequel « peut toujours en user, même lorsque l'adminis- « tration ou ses agents auraient acquiescé aux « jugements et arrêts ».

Une question apparaît à la suite du droit d'appel donné par la loi à l'administration forestière. Les agents de cette administration exercent-ils par eux-

mêmes l'action publique où n'ont-ils que l'exercice de l'action civile dans l'intérêt de l'administration? Pour soutenir cette dernière opinion, on invoque l'art. 190, du Code d'Instr. cr., qui donne aux agents forestiers, comme à toute autre partie civile le droit d'exposer l'affaire, mais charge le ministère public de la résumer et de donner ses conclusions. De plus, nous savons qu'en règle générale, les fonctions du ministère public devant les tribunaux correctionnels n'appartiennent qu'au Procureur de la République; et aucun texte ne lui enlève ce droit pour le donner aux agents forestiers. — La doctrine contraire se base sur l'art. 202 du Code d'Instr. cr. lui-même; cet article, en effet, donne à l'administration forestière d'une manière générale, la faculté d'appeler tandis que la partie civile, dit le même article, ne peut le faire « que quant à ses intérêts civils seulement ». Malgré ce droit d'appel si étendu donné aux agents forestiers (et nous verrons tout à l'heure à quels agents) l'administration forestière n'est cependant pas recevable à interjeter appel d'un jugement rendu sur les poursuites du ministère public, et dans lequel elle n'a pas été partie; car la condition essentielle pour appeler d'un jugement est d'avoir été partie dans l'instance. Elle n'est pas non plus recevable, de même que les parties civiles, à porter l'appel si elle avait acquiescé au jugement ou transigé.

A quels agents forestiers est attribué l'exercice du droit d'appel sans autorisation spéciale de l'administration? L'art. 17, titre 9 de la loi du 29 septembre

1791 n'accordait aux préposés de l'administration forestière le droit d'appeler qu'après l'autorisation de cette administration. Mais la jurisprudence décidait déjà, avant le Code forestier, que cette disposition avait été virtuellement abrogée d'abord par le Code du 3 brumaire an IV, puis par le Code d'Instr. crim., qui avait réduit à dix jours le délai d'appel qui était autrefois de trois mois ; aussi ne reconnaît-on le droit d'appel qu'aux conservateurs, inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes généraux ; mais les simples gardes, soit à cheval, soit à pied, n'ont pas qualité pour appeler ; en effet, disent MM. Chauveau et Faustin-Hélie « l'administration « forestière n'est point une partie civile ordinaire, « l'effet de son appel n'est point restreint à ses « intérêts civils, il s'étend aux intérêts de l'ordre « public et de la répression des délits ; et dès lors, « puisque la loi a restreint le droit d'appeler à ceux « de ses agents qui sont présumés avoir le plus de « lumières, il convient que cette limite ne soit pas « excédée ».

CHAPITRE IV

Appel du Ministère public

C'est cet appel qui a les effets les plus étendus. Saisie par lui, la Cour peut soit aggraver la peine, soit l'atténuer, soit même la supprimer (1). C'est

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3043.

que le Ministère public agit dans l'intérêt social, et l'intérêt social est d'arriver, non pas à l'application d'une peine, mais à une équitable distribution de la justice (bien entendu, cet appel ne s'applique qu'à l'action publique, il est étranger aux intérêts civils), et même pour prévenir autant que possible le maintien de tous jugements qui blesseraient l'intérêt de la société, la loi a ouvert la voie de l'appel tant au procureur de la République et à ses substituts qu'au procureur général ; aussi, exige-t-elle que le premier de ces magistrats, dans le cas où il n'appellerait pas, adresse au second un extrait de jugement, dans le délai de quinzaine, afin que celui-ci soit mis à même d'apprécier s'il doit ou non suppléer à ce défaut d'appel. De plus, le droit d'appel du Ministère public est général et s'applique à tous les jugements rendus en matière correctionnelle (1). Dès lors, le procureur de la République a qualité pour interjeter appel même dans les affaires suivies à la requête de la partie civile. Il doit apprécier dans sa conscience, et après un examen approfondi du jugement, s'il doit ou non en former appel, sans attendre les instructions de son chef hiérarchique, c'est un droit que la loi lui a personnellement délégué, c'est la conséquence de l'investiture qui lui a été faite de l'action publique. Un arrêt de la Cour de Caen (2), ainsi que l'avait déjà fait la Cour de cassation, proclame que c'est une erreur de prétendre que le

(1) GARRAUD, *Dr. crim.*, page 734.

(2) Caen (Cour), 7 juillet 1896.

ministre de la justice a la direction suprême de l'action publique. Ce droit donné au procureur de la République est proclamé par tous les auteurs, ils reconnaissent et affirment, sans exception, le principe de l'indépendance de l'action publique.

« L'action publique appartient aux procureurs
« généraux, écrit M. Mangin dans son *Traité de*
« *de l'action publique* (1), mais elle appartient aussi
« aux procureurs de la République. Les premiers
« peuvent ordonner aux seconds de faire des pour-
« suites, mais ils ne peuvent le leur défendre. Les
« uns et les autres peuvent sans doute mettre mal
« à propos en mouvement l'action publique et con-
« trairement aux instructions qu'ils ont reçus ;
« mais les tribunaux n'en sont pas moins valable-
« ment saisis, et l'improbation dont le ministre de
« la Justice ou le procureur général frapperait les
« poursuites n'empêcherait pas qu'elles ne suivissent
« le cours que la loi a tracé à la procédure crimi-
« nelle. »

Dalloz, après avoir examiné la question de savoir si un ministre de la Justice, qui a le droit incontestable d'ordonner aux procureurs généraux et aux procureurs de la République de faire des poursuites, peut le leur défendre, n'hésite pas à conclure pour la négative en ces termes (2) : « Nous croyons
« qu'aucun ordre supérieur ne peut empêcher le
« procureur de la République d'assurer l'exécution

(1) MANGIN, *Traité de l'action publique*, t. I, n° 91.

(2) DALLOZ, *Suppl. au Rép.*, v° Procédure criminelle.

« des lois pénales ; cette exécution pour lui est
« un devoir et, quand il s'abstient, il conserve l'en-
« tière responsabilité de son abstention. »

C'est l'avis non moins formel de M. Ortolan :
« Les textes de loi parlent des ordres du supérieur
« pour agir, mais ne parlent pas de défense d'agir ;
« là-dessus, la direction du supérieur se borne à
« des instructions qui ne peuvent revêtir le carac-
« tère de défense impérative, à moins que le chef
« ne s'adresse à ceux qui ne peuvent agir qu'en
« son nom et par délégation de lui, comme le
« procureur général à ses avocats généraux ou
« substitués ; mais tel n'est jamais le caractère du
« ministre de la Justice à l'égard des membres du
« ministère public. »

C'est enfin, et pour clore ces citations, Faustin-
Hélie qui, avec l'immense autorité qui s'attache à son nom aussi bien qu'à ses œuvres, enseigne à son tour que (1) : « Si les Procureurs de la République
« sont soumis à la surveillance du Procureur
« général, s'ils sont tenus d'exécuter ses ordres et
« de suivre la direction qu'il leur donne, ce n'est
« point de lui qu'ils tiennent l'action qu'ils exercent,
« ils sont ses subordonnés dans l'ordre hiérarchique
« et ses substitués ; mais ils ne sont point comme
« les avocats généraux et les substitués du parquet
« admis à ne participer à l'exercice de l'action publi-
« que que dans les limites qui leur sont tracées par
« ce magistrat. Ils tiennent de la loi la délégation

(1) *Traité d'Instr. cr.*, t. II, § 108 et t. VIII, § 572.

« directe de cette action, et cette délégation est
« pleine et entière; ils l'exercent en leur propre
« nom, ils en sont personnellement investis.

« Ils ont donc comme les Procureurs généraux, le
« plein et entier exercice de l'action publique; ils
« sont les agents et les représentants de la société,
« puisque l'action publique qui lui appartient, leur a
« été directement déléguée. Le Ministre de la justice
« ne participe nullement à l'exercice de cette action,
« mais il concourt à la diriger indirectement, soit
« parcequ'elle forme une branche de la puissance
« exécutive dont il est le représentant, soit parce-
« qu'elle est confiée à des magistrats sur lesquels
« il exerce une surveillance administrative et une
« véritable autorité.

« Ainsi il n'a le pouvoir ni de la suspendre, ni de
« l'anéantir, mais il peut en provoquer, en exciter
« l'exercice, en surveiller l'application, en diriger
« les mouvements.

« Le ministère public est complètement maître
« de mettre l'action publique en mouvement, mais
« il n'est pas également maître de s'abstenir de
« l'exercer. La loi a multiplié les sentinelles de
« l'ordre public; elle n'a pas voulu qu'un intérêt
« aussi sacré pût être compromis par l'inertie ou
« la volonté d'un seul fonctionnaire. Elle l'a rendu
« tout puissant pour agir, elle n'a enchaîné et res-
« treint que son inaction.

« Le ministère public n'est pas libre de ne pas
« remplir les actes de sa fonction, mais il est libre
« de les remplir suivant les résolutions de son juge-

« ment et les inspirations de sa conscience. Il n'a
« point la propriété de l'action publique et ne peut
« arbitrairement en suspendre le cours, mais il en
« a l'entier exercice et il peut, lors même qu'elle a
« été mise en mouvement sans son concours, la
« diriger par ses conclusions et la combattre même
« par sa parole. C'est dans ces termes que se for-
« mule son indépendance, et nous n'hésitons pas à
« la déclarer complète. Car l'indépendance d'une
« fonction consiste non point à s'abstenir de l'exer-
« cer, mais à ne l'exercer que suivant les sugges-
« tions du devoir et d'une conviction éclairée. »

Le droit d'appel général accordé au ministère public en matière correctionnelle existe-t-il lorsque les poursuites sont dirigées à la requête d'une administration publique et lorsque celle-ci s'abstient? Pour répondre à cette question, faisons une distinction : en matière d'octroi et de contributions indirectes, la loi n'accorde aucune action au ministère public, par suite, il ne peut interjeter appel; au contraire, en matière de douanes, le législateur lui accorde ce droit, car ici, il n'est pas partie jointe, mais bien partie principale (1).

Enfin, le ministère public a le droit d'appeler des jugements rendus sur la poursuite de l'administration des forêts, même lorsque l'administration ou ses agents ont acquiescé au jugement (2).

En ce qui concerne le droit d'appel du ministère public, il nous reste une question à examiner. Le

(1) MANGIN, *Action publique*, tome I, page 59.

(2) Voir art. 184, *Code forestier*.

ministère public a-t-il le droit d'acquiescer à un jugement ? Mangin dans son traité de l'action publique (1) enseigne la négation. La raison vient de ce que le ministère public a pour mission de représenter la société et de défendre ses droits. S'il a dans une certaine mesure, la disposition de ses droits, en ce sens qu'il est seul juge de la question de savoir s'il y a lieu ou non de mettre l'action publique en mouvement, il n'en est pas de même lorsqu'une décision est intervenue. Aussi, quels que soient les actes qu'il ait accomplis après cette décision, signification ou exécution sans réserves, il peut néanmoins exercer toutes les voies de recours qui lui sont ouvertes par la loi : Nous ajouterons de plus, que les actes ou les déclarations de l'un des représentants du ministère public ne lient pas ses chefs hiérarchiques auxquelles la loi a donné un droit de contrôle sur leurs inférieurs, et un droit propre pour interjeter appel soit *a minima* soit *a maxima* contre une décision en matière correctionnelle. Le procureur général a même le droit, en cas d'acquittement du prévenu, d'interjeter appel dans l'intérêt de la loi seule (2).

(1) MANGIN, *Action publique*, t. I, n° 32.

(2) Cass. 9 juillet 1840, R. 40, 2, 165.

SECTION III

Délai de l'appel

Les articles 203 et 205 Code d'instruction criminelle, relatifs à cette matière, nous disent : Article 203 : « Il y aura, sauf l'exception portée en « l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel, si la « déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du « tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au « plus tard après celui où il a été prononcé, et si le « jugement est rendu par défaut, dix jours au « plus tard après celui de la signification qui en « aura été faite à la partie condamnée ou à son « domicile, outre un jour par trois myriamètres. » — Article 205 : « Le Procureur Général près la Cour « d'Appel devra notifier son recours, soit au pré- « venu, soit à la personne civilement responsable « du délit, dans les deux mois à compter du jour « de la prononciation du jugement, ou si le juge- « ment lui a été légalement signifié par l'une des « parties, dans le mois du jour de cette notification, « sinon il sera déchu. »

Après la lecture de ces articles, nous voyons que le délai est différent, suivant que le jugement a été

rendu contradictoirement, ou par défaut ou suivant que l'appel est porté par tout autre que par le Procureur Général ou par ce dernier.

I. — Délai accordé au cas où le jugement a été rendu contradictoirement ou par défaut

Nous nous occuperons d'abord des jugements contradictoires. L'article 194 du Code du 3 brumaire an IV portait : « Le dixième jour au plus tard après « celui qui suit la prononciation du jugement » ; on ne devait pas comprendre dans le délai le lendemain du jour où le jugement avait été prononcé ; ainsi il était valablement interjeté appel le 24 d'un jugement rendu le 13. Notre Code a retranché un jour à ce délai en substituant cette formule : « 10 jours après « celui ou il a été prononcé », à celle-ci : « après « celui qui suit la prononciation » (1). C'est là, il est vrai, une dérogation à la règle ordinaire qui, dans la supputation des délais, et notamment de ceux d'appel, en matière civile, interdit de comprendre dans le terme le jour *ad quem* aussi bien que le jour *a quo*. Mais cette dérogation est l'application de l'article 203. De nombreux arrêts l'ont décidé dans le même sens (2).

Il en est ainsi, bien que le dixième jour soit un jour férié (3). Les actes de la procédure criminelle,

(1) Cass., 9 nov. 1888, D. P., 89, 1, 125.

(2) Cass., 18 juillet et 27 juin 1817; 3 octobre 1833, DALLOZ, p. 283.

(3) Lyon, 3 juillet 1895 — 5, 96, 2, 199.

en effet, peuvent être faits même un jour férié, aux termes de l'article 2 de la loi du 17 thermidor an VI (1).

En ce qui concerne les jugements contradictoires, le délai court, pour toutes les parties du jour du prononcé. Il en est ainsi (car le texte ne distingue pas) non-seulement pour les jugements définitifs, mais encore pour les jugements interlocutoires dont l'appel doit être relevé dans les dix jours de leur prononcé, sans attendre le jugement du fond : l'appel de ces jugements serait tardif, même interjeté dans les dix jours du jugement définitif. Remarquons que le délai fixé par l'article 203 du Code d'instruction criminelle s'applique à tous les jugements susceptibles d'appel rendus par la juridiction correctionnelle, quelle que soit la nature des faits sur lesquels ils prononcent. De la fixation d'un délai fatal de dix jours pour déclarer l'appel, il résulte la nécessité de prouver, par un acte émané du greffe avant l'expiration de ce délai, que la déclaration d'appel a été faite conformément à la loi : ainsi, un certificat du greffier constatant que cette déclaration a été faite en temps utile, ne fait aucune foi, s'il a été délivré après les dix jours, époque où le greffier n'a plus qualité pour constater la régularité de l'appel (2).

Toutefois, il y aurait lieu d'apporter un tempérament à la règle dans le cas de force majeure.

(1) FAUSTIN-HÉLIE, tome VI. Paris, 19 décembre 1881, *Gaz. Pal.* 82. 1, 271. Bordeaux, 29 août 1883, *Gaz. Pal.* 84. 1, 48.

(2) Cass. 22 janvier 1813. DALLOZ, *Rép.* p. 284.

C'est ainsi qu'il a été jugé par la Cour de Cassation : que l'appel d'un jugement correctionnel ne peut être déclaré non recevable, par cela seul qu'il n'a été inscrit qu'après le délai de dix jours au greffe du tribunal qui avait prononcé la condamnation, alors que l'appelant, détenu dans un autre lieu, et dans l'impossibilité de se présenter au dit greffe, a fait dans le délai légal sa déclaration d'appel en la seule forme qu'il lui était possible d'adopter, c'est-à-dire entre les mains du Procureur de la République du lieu de sa détention (1).

De même, l'appel est recevable s'il est constant que le prévenu, se trouvant alors détenu, a fait tout ce qu'il était en son pouvoir pour faire en temps utile cette déclaration, par exemple, s'il a remis en temps opportun à un gardien de la prison, une lettre adressée dans ce but au greffier du tribunal.

Hors ces cas, la tardivité de l'appel en opère la déchéance de plein droit, en ce sens qu'elle ne peut être couverte ni réparée par aucun acte de procédure ; et, par exemple, le tribunal saisi d'un appel formé hors des délais, ne peut le déclarer recevable sous le prétexte que le ministère public n'en a pas requis la déchéance à la première audience où l'affaire a été présentée.

L'appel interjeté par plusieurs prévenus dans le délai utile ne peut relever de la déchéance un co-prévenu qui n'a fait appel qu'après le délai. Elle n'est pas couverte non plus par cela que le tribunal

(1) Cass. 29 juillet 1880. S. 81, 1, 330.

aurait, avant d'examiner l'admissibilité de l'appel, ordonné par un premier jugement passé en face de chose jugée, que le prévenu dont le recours était tardif serait interrogé aux fins de la citation donnée par ses co-prévenus, lesquels avaient appelé en temps utile.

A l'article 203 Code d'Instruction criminelle, et avant de passer à la question de savoir quel est le point de départ du délai, il nous paraît utile de rapprocher de ce texte la modification apportée par la loi du 6 avril 1897, à l'article 174 du Code d'Instruction criminelle, relativement à l'appel des jugements de simple police.

Cette nouvelle loi est ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 174 Code d'Instruction criminelle, est modifié ainsi qu'il suit :

« L'appel des jugements de simple police sera
« porté au tribunal correctionnel ; cet appel sera
« interjeté par déclaration au greffe du tribunal
« qui a rendu le jugement dans les dix jours, au
« plus tard, après celui où il a été prononcé ; et, si
« le jugement est par défaut, dans les dix jours au
« plus tard de la signification de la sentence à
« personne ou à domicile. Il sera suivi et jugé dans
« la même forme que les appels des sentences des
« justices de paix. »

Cette récente disposition législative apporte à l'ancien article 176 du Code d'Instruction criminelle deux importantes modifications : l'une relative à la forme, l'autre au délai de l'appel des sentences rendues en simple police.

En présence du mutisme de l'ancien article 176, deux systèmes s'étaient produits à l'égard de la forme de l'appel : le premier soutenant que l'appel devait être interjeté, à peine de nullité, conformément à l'article 456 du Code de procédure civile, c'est-à-dire par une notification à personne ou à domicile avec assignation dans les délais légaux, le second, qu'il pouvait l'être également par une simple déclaration au greffe de la justice de paix.

Le texte nouveau tranche le différend en exigeant, dans tous les cas, une déclaration au greffe, comme pour l'appel correctionnel, solution d'ailleurs déjà préconisée par la jurisprudence.

Quant au délai de l'appel, avec l'article 174 ancien, il avait pour point de départ le jour de la signification de la sentence, sans distinction entre les jugements contradictoires et ceux par défaut.

Désormais, la nouvelle loi veut qu'il court de la prononciation de la sentence si elle est contradictoire, et ce n'est qu'au cas de sentence par défaut qu'il partira du jour de sa signification.

Voyons maintenant quel est le point de départ et comment se calcule le délai lorsqu'il s'agit de jugements par défaut ? Le Code de brumaire, an IV ne faisait pas mention de ces jugements ; la jurisprudence y avait suppléé en décidant que la signification du jugement valait prononciation, et que le délai d'appel ne courait qu'à partir de cette diligence. Le Code de l'Instruction criminelle a comblé cette lacune : il porte en effet que le délai ne court, à l'égard de la partie condamnée, que du jour de la

signification qui en a été faite à cette partie ou à son domicile, et qu'il est augmenté d'un jour par trois myriamètres ; par conséquent, l'appel d'un jugement par défaut est donc valable quoique porté avant que ce jugement ait été régulièrement signifié.

Cette solution nous paraît indiscutable depuis que la loi du 27 juin 1886 a ajouté à l'article 187 du Code d'Instruction criminelle, le paragraphe 3, aux termes duquel, si la signification n'a pas été faite à personne, ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration de délais de la prescription de la peine. Il y a lieu évidemment de combiner l'article 203 avec cette disposition de l'article 187 ; autrement on arriverait à cet étrange résultat que le condamné à qui le jugement a été notifié à domicile, tout en étant déchu de son droit d'appel, pourrait le faire revivre en formant une opposition qui serait recevable et en appelant de ce nouveau jugement. Si la signification a été irrégulièrement faite, le délai d'appel ne court pas (1).

Une difficulté se présente. Le délai de l'appel du jugement par défaut court-il pendant les cinq jours durant lesquels il peut y être formé opposition ? Le condamné par défaut peut-il interjeter appel avant que le délai de l'opposition ne soit expiré ? Nous savons déjà que le Code du 3 brumaire an IV ne contenait aucune disposition sur l'oppo-

(1) Seine, 29 mars 1882, *Gaz. Pal.* 82, 1, 523.

sition et l'appel des jugements par défaut ; la jurisprudence admit néanmoins, comme l'a fait depuis notre Code, que ces deux voies de recours pouvaient être exercés à compter du jour de la signification ; et un avis du Conseil d'Etat du 18 février 1806, décida que l'appel étant une voie introduite pour faire réformer les erreurs des premiers juges, on ne devait y recourir que lorsque la partie lésée n'avait plus les moyens de les faire revenir eux-mêmes sur leur jugement ; l'appel, ajoutait-il, ne doit donc être ouvert que lorsqu'on n'a plus le moyen plus simple de l'opposition : c'est pour cela que, dans le projet du Code de procédure civile, il est dit que le délai pour interjeter appel des jugements par défaut ne court que du jour où l'opposition n'est plus recevable (1). MM. Legraverend et Bourguignon partageaient l'opinion du Conseil d'Etat. La Cour de Cassation n'adopta point cette doctrine ; il lui parut que rien, dans la loi, ne s'opposait à ce qu'il fut interjeté appel d'un jugement par défaut, pendant qu'il pouvait encore être attaqué par opposition (2). Il faut décider qu'en cette matière, il faut suivre la Cour de Cassation et non l'avis du Conseil d'Etat de 1806. En s'attachant en effet au texte de l'article 203 du Code d'instruction criminelle, on remarque que cet article veut que l'appel soit interjeté, sans distinction, dix jours après la signification du jugement : il ne dit

(1) M. LEGRAVEREND, tome II, page 311. *Traité d'Instr. crim.* ; et M. BOURGUIGNON, *Manuel d'Instr. crim.*

(2) Cass. 17 mars, 15 avril 1808, DALLOZ, *Rép.*, v. p. 286.

pas, comme le fait le Code de procédure pour les matières civiles, que le délai de l'appel ne commencera à courir, à l'égard des jugements par défaut, que du jour où l'opposition ne sera plus recevable ; et si le délai de l'appel court en même temps que celui de l'opposition, il semble naturel d'en conclure que ces deux voies sont immédiatement praticables au choix de la partie qui croit avoir à se plaindre du jugement par défaut.

L'appel est donc tardif, s'il a été interjeté après les dix jours de la signification, quoique dans les dix jours qui ont suivi l'expiration des délais d'opposition, alors même que l'opposition aurait été formée. La déchéance qui résulte de la tardiveté de l'appel est d'ordre public, elle peut être proposée en tout état de cause, même après cassation, devant la Cour de renvoi. Elle peut aussi être prononcée par la Cour, malgré le silence des parties (1).

L'article 203 du Code d'Instruction criminelle augmente le délai d'appel des jugements par défaut d'un jour par trois myriamètres. A ce propos, il n'y a pas lieu d'accorder un jour pour une simple fraction de la distance de trois myriamètres. Ainsi, par exemple, la distance légale de Paris à Toulouse étant de 66 myriamètres 9 kilomètres, il n'y a pas lieu de comprendre dans le délai de distance les 9 kilomètres qui excèdent les 66 myriamètres (2). Il en serait ainsi, même si l'excédant était de deux et de moins

(1) Paris, 19 déc. 1881, *Gaz. Pal.*, 82, 1, 271.

(2) DALLOZ, *Appel criminel*, n. 223.

de trois myriamètres ; car on ne tient pas compte des fractions qui n'égalent pas au moins trois myriamètres. Les délais de distance se calculent du domicile du prévenu au lieu où siège le tribunal d'où émane la condamnation ; peu importe que la signification lui ait été faite à personne hors de son domicile.

II. — Délai spécial au Procureur Général

L'article 205 du Code d'Instruction criminelle nous dit que le Procureur Général près la Cour d'Appel peut interjeter appel, dans les deux mois, à compter du jour de la prononciation du jugement ; ou si le jugement lui a été légalement notifié par l'une des parties, dans le délai d'un mois, à compter du jour de cette notification. L'article 197 du Code de brumaire an IV n'avait accordé au ministère public supérieur qu'un seul mois. Pourquoi les rédacteurs du Code ont-ils modifié ce délai ? On ne trouve aucune lumière sur ce point dans les délibérations qui ont préparé ce Code ; cependant, cette augmentation du délai est due sans doute à ce que le ministère public près le tribunal d'appel n'a pas immédiatement connaissance du jugement après sa prononciation.

Comment sont comptés ces délais de un ou deux mois ? M. Carnot (1) pense que, dans le silence du

1) M. CARNOT, *Traité d'Instr. crim.*, t. I, p. 589.

législateur, on doit appliquer l'article 40 du Code pénal, portant que la peine de l'emprisonnement à un mois sera toujours celle de l'emprisonnement à trente jours, et par conséquent, le délai accordé à l'officier du ministère public sera également compté par mois de trente jours. Cette opinion ne peut être adoptée ; en effet, le Code d'Instruction criminelle a été publié sous le Calendrier grégorien, à la différence du Code de brumaire ; il est donc naturel de penser qu'en employant le mot « mois », sans autre désignation, il a entendu lui donner la signification usuelle d'après le calendrier en usage. Il faut donc tenir que, sous le Code d'Instruction criminelle, l'échéance des mois égaux ou inégaux pour régler les délais fixés par mois doit se calculer date par date, et non par tel nombre de jours. D'ailleurs, c'est la solution que la pratique a consacrée.

Pour achever ce calcul des délais, nous devons noter qu'aux termes de l'art. 205, il résulte que le dies *ad quem*, c'est-à-dire le premier jour du troisième mois n'est pas compris dans le délai, non plus que le dies *a quo*, c'est-à-dire le jour de la prononciation du jugement. C'est ainsi que la Cour de Cassation a décidé que l'appel d'un jugement rendu le 18 décembre doit-être notifié le 18 février suivant au plus tard.

L'article 205 du Code d'Instruction criminelle, ne nous dit pas si le délai est le même que le jugement soit contradictoire ou par défaut : et comme dans cette matière nous n'avons pas de texte, nous dirons que le délai est le même ; il y aurait lieu seulement,

dans le cas d'un jugement par défaut, de surseoir à statuer, jusqu'à l'expiration des délais de l'opposition. Le délai est également le même quelle que soit la distance : la loi n'a stipulé aucune augmentation dans ce cas (1).

Le Procureur Général peut exercer son droit d'appel, alors que la Cour est saisie par un appel, soit du prévenu, soit de la partie civile. Il peut même interjeter appel à une seconde audience de la Cour, après que les débats sont terminés et que la cause a été mise en délibéré (2).

Son droit subsiste encore bien que la Cour ait donné au prévenu acte de son désistement, sans que le ministère public s'y soit opposé. Mais il ne peut plus interjeter appel lorsque la Cour a déjà statué sur l'appel du prévenu ou de la partie civile ; il est en effet de principe que la Cour ne peut connaître deux fois du même appel, si ce n'est par suite d'opposition à un arrêt par défaut.

Enfin le délai accordé au Procureur général pour former un appel correctionnel *a minima* n'est pas réduit à un mois, soit par la transmission effective de l'appel de la partie civile et des pièces au greffe de la Cour, soit *a fortiori* par l'expiration du délai de vingt-quatre heures imparti pour cette transmission par l'art. 207 du Code d'Instruction criminelle (3).

(1) Cass., 29 mars 1888.

(2) Cass., 22 mai 1887 — S. 87, 1, 713 — D. 87, 1, 436.

(3) Cass., 15 mai 1869, DALLOZ, *Rép.*, v. p. 290. Nancy, 14 mars 1883, *Rec. arr.*, Nancy, 1884-1885, p. 463.

III. — Délais exceptionnels en certaines matières spéciales

Dans certaines matières, le délai se trouve modifié. En matière de contributions indirectes, d'après l'article 32 du Décret du 1^{er} germinal an XIII, l'appel doit être notifié dans la huitaine de la signification du jugement ; ce délai ne court qu'à compter du jour de la signification du jugement de première instance à la partie qui veut appeler ; et, tant que la signification ne lui a point été faite, le délai pour interjeter appel ne court point contre elle, quelle que soit d'ailleurs la connaissance qu'elle ait pu avoir de ce jugement, eût-il même été prononcé en sa présence. C'est là une double dérogation à l'article 194 du Code du 3 brumaire an IV, et par suite à l'article 203 du Code d'instruction criminelle ; d'abord, en ce qui concerne le point de départ de ce délai qui court du jour de la signification, ainsi à la règle posée par l'article 203, il y a lieu d'apporter une exception en matière de contributions indirectes : le délai de huit jours part du jour de la signification du jugement, sans distinction entre les jugements contra-toires et les jugements par défaut. Mais cette règle exceptionnelle ne s'étend pas aux jugements rendus en matière d'infraction aux règlements d'octroi, et l'appel doit être relevé dans les dix jours qui suivent la prononciation du jugement (1).

(1) Cass. 10 juillet 1885, D. P. 86, 1, 276.

Une autre exception à la règle qui fixe le délai d'appel à dix jours, est relative aux jugements rendus sur récusation. L'article 392 du Code de procédure civile porte : « Celui qui voudra appeler « sera tenu de le faire dans les cinq jours du juge-
« ment. » Il est de principe que les règles suivies pour la récusation en matière civile s'appliquent également en matière criminelle.

SECTION IV

Formes de l'appel

Afin d'étudier avec clarté cette matière qui n'est pas sans difficulté, nous diviserons cette section en trois chapitres : dans un premier chapitre, nous nous occuperons de la déclaration d'appel, et des personnes qui doivent la faire ; dans un second, nous étudierons la requête d'appel ; enfin, pour terminer, nous parlerons de certaines règles spéciales relatives à l'appel du Procureur général et à l'appel en matière de contributions indirectes.

CHAPITRE I

De la Déclaration d'appel et des Personnes qui doivent la faire

Les formes de l'appel, aux termes de l'article 203 du Code d'Instruction criminelle qui n'est qu'une reproduction des articles 194 et 195 du Code du 3 brumaire

an IV, consistent dans une déclaration d'appeler faite dans le délai au greffe du tribunal qui a rendu le jugement attaqué. L'article 204, même Code, ajoute qu'une requête contenant les moyens d'appel pourra être remise dans le même délai au même greffe.

Il faut donc d'abord une déclaration au greffe; c'est là une formalité substantielle: l'appel du prévenu ne serait pas valablement interjeté par exploit signifié au Procureur de la République, alors même que ce magistrat aurait fait déposer cette lettre au greffe et si ce dépôt a été fait d'office par le Procureur de la République, sans aucune invitation de l'appelant. C'est ce que la Cour de Cassation a jugé. De même est irrecevable l'appel dénoncé: 1^o par une simple lettre missive, adressée au greffier du tribunal (1); 2^o par une dépêche télégraphique adressée au greffier le dixième jour du délai légal et réitéré par acte reçu le onzième jour sur comparution personnelle de l'appelant au greffe (2). Il y a toutefois exception en faveur des détenus; l'appel bien qu'inscrit tardivement sur les registres du greffe est recevable, lorsque le condamné a manifesté en temps utile son intention d'appeler (3). En ce cas, l'appelant ne saurait être rendu responsable d'un retard qui ne provient pas de son fait.

Ces règles sont communes au ministère public près le tribunal de première instance, au prévenu et

(1) Cass. 12 mai 1880. S. 82, 1, 381.

(2) Cass. 9 novembre 1888. *Journal des Parquets*, 89, 2, 68.

(3) Cass. 29 juillet 1880, *Bull. crim.*, n^o 151.

à la partie civile. Le Procureur de la République doit, comme les autres parties en cause, faire sa déclaration au greffe du tribunal. Mais il n'y aurait aucune nullité si son appel au lieu d'être interjeté au greffe, l'avait été au parquet où le greffier se serait transporté sur la demande de ce magistrat (1).

On le voit, aucune forme spéciale n'est imposée à la déclaration d'appel. Il suffit donc que cette déclaration contienne l'indication de la personne de qui elle émane, qu'elle fasse connaître d'une façon précise le jugement attaqué et que, de ses termes, s'induisse l'intention de faire appel de ce jugement ; de plus, que cette déclaration soit reçue et constatée par le greffier.

Il suit de là, qu'il n'est pas nécessaire qu'une expédition de la déclaration soit produite par l'appelant devant la juridiction d'appel « attendu que, « lorsque la partie a déclaré son appel au greffe et « dans les délais voulus par la loi, elle a fait, en ce « qui la concerne tout ce qui lui est prescrit de faire « pour éviter la déchéance et qu'on ne peut, sans « ajouter à la rigueur de la loi et sans contrevenir à « ses dispositions, déclarer cette partie déchue faute « par elle d'avoir produit une expédition qu'elle n'est « pas chargée de produire. » (2).

On ne peut non plus déclarer nul un appel, par cela seul que la déclaration n'énonce point les noms, prénoms, profession et domicile de l'appelant, si la

(1) Cass. 22 janvier 1837. *Bull. Crim.*, n° 33.

(2) Cass. 11 janvier 1817. *DALLOZ*, v. p. 293.

dénomination y est dans les mêmes termes qu'au jugement de condamnation.

Il résulte encore de la même règle qu'il n'est pas nécessaire que la déclaration énonce les moyens qui fondent le recours : la loi ne l'exige point. La déclaration n'a d'autre objet que de manifester la volonté d'appeler.

De même, il n'est pas nécessaire que la déclaration soit notifiée à la partie contre laquelle l'appel est dirigé, lors même que cette partie est le prévenu. En effet, il résulte de la combinaison des articles 204 et 205 du Code d'Instruction criminelle que l'obligation de notifier au prévenu le recours formé contre le jugement de première instance n'est pas imposée au procureur de la République près ce tribunal qui doit relever son appel, comme le prévenu lui-même, par déclaration au greffe ; cette obligation ne concerne que le procureur général qui, ne pouvant faire de déclaration au greffe du lieu, supplée à cette déclaration par un acte d'appel contenu dans un exploit d'huissier, lequel n'étant pas consigné sur un registre public, ne peut-être connu du prévenu que par la notification qui lui en est faite. Le prévenu connaît l'appel du procureur de la République, ou par la vérification qu'il peut en faire au greffe, ou par la citation qui lui est adressée.

Enfin, une dernière conséquence de la même règle, c'est que bien qu'il soit d'usage de consigner la déclaration sur un registre, elle serait valable si elle avait été reçue sur une feuille volante, car la loi ne prescrit rien à cet égard.

Par qui doit être faite la déclaration? La jurisprudence a statué en ce sens, que la faculté d'appeler est un droit en général personnel, qui ne peut-être exercé que par la partie elle-même ou par un fondé de pouvoir spécial; qu'ainsi, l'un des condamnés ne peut se prévaloir de l'appel interjeté en son nom, sans mandat, par ses co-prévenus. De même un avocat est sans qualité pour faire une déclaration d'appel au nom d'un prévenu, sans un pouvoir spécial (1). Cependant, si l'appel est relevé par un avoué, il est valable, sans qu'un mandat spécial soit nécessaire, lors même que cet avoué n'aurait pas occupé dans l'instance correctionnelle pour celui au nom duquel il interjette appel. Sa qualité d'avoué près le tribunal qui a rendu le jugement, suppose jusqu'à désaveu le mandat spécial d'appeler (2).

Au principe que la partie qui ne peut interjeter appel elle-même a besoin de donner procuration spéciale, par écrit, à son mandataire, nous apporterons quelques exceptions :

C'est ainsi que la Cour de Cassation accorde au père ou au tuteur le droit de former la déclaration d'appel, lorsque le condamné est mineur. La raison est qu'en matière correctionnelle, la faculté d'appeler qui compète à la partie condamnée peut, aux termes des articles 202 et 203 du Code d'instruction criminelle, être exercée par un fondé de pouvoir spécial et que

(1) Cass., 1^{re} juillet 1887, *Bull. crim.*, n. 251.

(2) Cass., 11 mars 1848, S. 48, 1, 462; P. 48, 1, 749. D. 48, 1, 93.

le père, par la puissance légale que la loi lui accorde sur ses enfants mineurs, est de droit leur fondé de pouvoir spécial pour toutes les affaires qui les concernent. Mais il n'en serait pas de même si l'enfant était majeur : le père aurait besoin d'un mandat exprès.

Le même droit appartiendra évidemment à la mère, si le père est mort ou disparu, ou s'il a donné à celle-ci une autorisation régulière. Mais la Cour de Cassation refuse ce droit au mari (1). Cette distinction entre le droit du père et celui du mari ne paraît pas justifiée ; l'article 213 du Code civil en effet, lui fait un devoir de protéger sa femme : aussi, il nous semble qu'il eût été logique d'étendre au mari le droit que la jurisprudence accorde au père.

Nous arrivons au cas où l'appelant est détenu. Dans ce cas, l'appelant fait connaître au Procureur de la République, soit directement par lettre, soit par l'intermédiaire du gardien-chef, qu'il a l'intention d'interjeter appel. Massabiau (2) indique que, sur cet avis, le Procureur de la République doit faire extraire le détenu de la maison d'arrêt, et le faire conduire au greffe par un huissier qui est chargé de le réintégrer en prison dès que l'acte de sa déclaration d'appel a été rapporté et signé. Ce mode de procéder offre de graves inconvénients, il augmente les dangers d'évasion des détenus et oblige un officier ministériel à remplir un service pour lequel

(1) Cass. 8 août 1874. D. 75, 4, 235.

(2) MASSABIAU, t. 2, p. 274.

il n'a droit à aucun salaire. La Chancellerie a condamné ce système; et, toutes les fois que le détenu ne charge pas un mandataire spécial ou un avoué d'interjeter appel en son nom, un commis-greffier doit se transporter au greffe de la maison d'arrêt et y recevoir la déclaration d'appel.

Maintenant que nous savons par quelles personnes la déclaration doit-être faite, nous allons nous occuper de la requête d'appel.

CHAPITRE II

Requête d'appel

Sous le Code de brumaire, le dépôt d'une requête contenant les moyens d'appel était nécessaire, quand ces moyens n'étaient point indiqués dans l'acte de déclaration d'appel; ce dépôt devait avoir lieu « à peine de déchéance de l'appel ». L'article 204 du Code d'Instruction criminelle non-seulement ne prononce pas de déchéance, mais il indique une simple faculté: « La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise dans le même délai (c'est-à-dire dix jours), au même greffe ». D'après cet article, l'on pourrait penser que l'appel ne saurait être déclaré non recevable faute de production de la requête. L'article 204, bien qu'il n'indique

pas de sanction, ne dit pas qu'une requête contenant les moyens d'appel pourra être remise, mais bien la requête contenant les moyens d'appel ; ce qui suppose la nécessité de cette requête. Son utilité est d'ailleurs incontestable : car il faut que la partie intimée, le prévenu ou le ministère public connaisse les griefs élevés contre le jugement pour préparer leur défense. Nous voyons donc d'un côté, qu'il n'y a pas de déchéance si la requête n'a pas été remise au greffe, mais d'un autre côté, nous apercevons la nécessité de la remettre, alors on doit conclure que le défaut de requête ne doit point entraîner la nullité de l'appel, mais doit commander, si l'intimé le demande, un sursis au jugement de l'appel jusqu'à sa production.

En pratique, les appelants ne produisent jamais cette requête. Il n'y a d'exception que pour le ministère public. Il est recommandé aux procureurs de la République de joindre une requête d'appel au dossier de la procédure, toutes les fois qu'ils font appel d'un jugement.

Cette requête est ainsi conçue :

REQUÊTE D'APPEL

A Messieurs les Président et Conseillers, composant la Chambre des appels de police correctionnelle de la Cour de

Le Procureur de la République près le Tribunal civil de première instance de a l'honneur d'exposer :

Que par exploit, en date du _____ de _____
huissier à _____, le nommé _____ a été cité
devant le Tribunal de police correctionnelle de _____
, comme prévenu d'avoir, à _____
le _____ (indiquer la qualification).

Que par jugement en date du 189
le Tribunal de police correctionnelle de
a renvoyé le prévenu des fins de la plainte sans
dépens (ou l'a condamné à la peine de).

Que cependant (indiquer sommairement les griefs d'appel);

Pourquoi, l'exposant requiert, qu'il vous plaise, Messieurs :

Le recevoir appelant du jugement rendu, le _____, par le Tribunal de police correctionnelle de _____, contre le nommé _____.

Et, émendant ledit jugement pour les torts et griefs qu'il cause au requérant, dire qu'il a été mal jugé, bien appelé;

Faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, condamner le nommé aux peines prononcées par les articles du Code pénal.

A , le 189 .

LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE,

Telles sont les formes dans lesquelles l'appel peut-être porté.

CHAPITRE III

Règles spéciales au Procureur général et en matière de contributions indirectes

Aux termes de l'article 205 du Code d'Instruction criminel, le Procureur général est tenu de notifier son appel. Il n'y a donc aucune déclaration à faire, soit au greffe du tribunal soit à celui de la Cour. Il suffit que par exploit le Procureur général fasse connaître à l'intimé, dans le délai de la loi, qu'il interjette appel (1). Ni le Code de brumaire, ni l'article 205 ne déterminent dans quelle forme la notification de l'appel du ministère public doit-être faite. De là, la jurisprudence a conclu « que l'appel est régulier
« et saisit valablement le tribunal ou la Cour qui
« doit en connaître par cela seul qu'il est établi que
« l'intimé en a été instruit par le fait du ministère
« public dans le délai que détermine cet article, et
« qu'ainsi il a été mis à même de produire et faire
« valoir ses moyens de défense ». Or, il ressort de ce que nous venons de dire que si la loi ne règle pas la forme de la notification, elle veut cependant qu'il y ait une notification, c'est-à-dire un acte juridique qui fasse régulièrement connaître à l'intimé

(1) Cass., 20 avril 1882. D. 82, 1, 273.

le fait de l'appel. Cette notification est généralement conçue dans les termes suivants :

NOTIFICATION D'APPEL

*L'an mil huit cent quatre vingt et le
du mois de .*

*A la requête de M. le Procureur Général près
la Cour d'appel de , pour lequel
domicile est élu en son parquet, sis au Palais de
Justice de la dite ville ;*

*J'ai , huissier du tribunal civil de
 , demeurant à , soussigné,*

*Dit et déclaré au sieur (nom, prénoms, profession,
domicile de l'intimé), et parlant à la personne de
 , que le Procureur Général près la Cour
d'appel de interjette appel du jugement
rendu par le tribunal de police correctionnelle
de qui a (condamné le dit
à la peine de , pour*

*(ou qui a renvoyé le dit des fins
de la poursuite dirigée contre lui pour) ;*

*En conséquence, j'ai, par même exploit, donné
citation au dit sieur , à comparaître
devant MM. les Président et Conseillers, composant
la Chambre des appels correctionnels de la Cour
de , au Palais de justice de la dite*

ville, à l'audience du , heure de ,
pour entendre statuer sur le dit appel (1);

*Et afin qu'il n'en ignore, je lui ai, étant et parlant
comme ci-dessus, laissé copie du présent exploit dont
le coût est de .*

De ce que la notification de l'appel par le Procureur général n'est soumise à aucune forme spéciale, la jurisprudence a conclu que le Procureur général est recevable à porter appel *a minima* à l'audience, sur l'appel interjeté par le prévenu lui-même, pourvu, bien entendu, qu'il soit encore dans les délais. Toutefois cette solution n'est pas sans soulever certaines objections. En effet, on peut soutenir que cette communication verbale n'est pas une notification juridique; que la loi en prescrivant que l'appel fut notifié, a entendu qu'il en fût donné connaissance par acte signifié par huissier à personne ou domicile; que cette signification préalable, qui met le prévenu en mesure de préparer sa défense, ne peut être remplacée par un appel fait à la barre, qui surprend le prévenu sans aucune préparation, puis-qu'il ne se présente à l'audience que pour se faire décharger des condamnations encourues, et qu'il se trouve tout-à-coup appelé à se défendre contre des conclusions tendant à des peines plus rigoureuses ;

(1) Si le prévenu ou la partie civile avaient fait appel, il faudrait modifier la formule ainsi qu'il suit: « pour entendre statuer tant sur le dit
« appel que sur l'appel interjeté le par le sieur
« contre le même jugement ».

que s'il peut demander un délai, ce délai peut lui être refusé puisque la Cour a un pouvoir discrétionnaire à cet égard, et qu'ainsi le droit de défense maintenu par la loi se trouve à peu près étouffé par cette pratique.

Malgré l'importance de ces objections, il n'en résulte pas moins que la jurisprudence a reconnu comme une règle constante le droit du Procureur général d'appeler incidemment à l'audience même de la Cour, pourvu qu'il fut dans le délai, du jugement déjà frappé de l'appel du prévenu. Mais, dans tous les cas, cet appel verbal n'est recevable qu'autant que le prévenu est présent. S'il fait défaut, il ne peut avoir connaissance ni de l'appel, ni des réquisitions prises contre lui ; dans ce cas, la notification devient indispensable. De plus, la déclaration d'appel, faite à l'audience, doit être expresse, elle ne saurait résulter implicitement de réquisitions tendant à ce que la Cour se déclare incompétente ou applique une peine qui n'a pas été prononcée par les premiers juges.

Quelles sont maintenant les règles spéciales édictées par le législateur en matière de contributions indirectes ? D'après l'art. 32 du décret du 1^{er} germinal, an XIII, l'appel en matière de contributions indirectes, doit être interjeté par un acte notifié et contenant assignation à trois jours (1). La forme de la notification ne peut être suppléée par une déclaration faite au greffe. Les prescriptions du décret du 1^{er} germinal, an XIII, sont applicables

(1) Lyon, 3 novembre 1887 (*Gaz. Pal.*, 1888, p. 597).

alors même que la poursuite a pour objet un fait constituant à la fois une contravention à la loi sur les contributions indirectes et une contravention d'octroi ; car, nous devons ajouter que la forme spéciale prescrite par le décret du 1^{er} germinal n'est pas applicable aux contraventions en matière d'octroi (1).

(1) Douai, 13 novembre 1882 (*Gaz. Pal.*, 83, 4, 66).

SECTION V

Effets de l'appel

Dans un premier chapitre, nous nous occuperons des effets généraux de l'appel ; puis, nous terminerons notre étude par les effets spéciaux.

CHAPITRE I

Effets généraux

Le premier effet de l'appel est de suspendre l'exécution des jugements. L'art. 203, après avoir fixé le délai de l'appel, ajoute : « Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ». C'est là une différence avec l'appel civil ; en effet, ici, ce n'est pas l'appel qui est suspensif, mais le délai ; le sursis commence au moment même du prononcé du jugement ; qu'il y ait ou non appel, le jugement ne peut être exécuté pendant

toute la durée de ce délai ; il suffit que l'appel soit possible pour que tout acte de cette exécution soit interdit. Pourquoi cette différence ? Elle vient de ce que le préjudice que peut occasionner une exécution prématurée en matière civile est toujours réparable, parce qu'il est toujours pécuniaire ; tandis qu'en matière pénale, il peut être irréparable lorsqu'il s'agit, par exemple, d'une condamnation à l'emprisonnement.

Une difficulté se présente. Est-ce que le sursis doit se prolonger pendant le temps accordé au Procureur général pour se pourvoir ? Plusieurs auteurs le soutiennent. Faustin Hélie (1) est partisan de cette doctrine. En effet, dit-il, « tant qu'un délai
« ouvert pour l'appel court encore, tant que l'appel
« est possible, comment procéder à l'exécution d'un
« jugement qui n'a qu'une forme provisoire ? Com-
« ment commencer l'application d'une peine qui
« peut être modifiée ou même effacée par le juge
« d'appel ? Il importe peu que le jugement ne puisse
« plus être attaqué ni par la partie civile, ni par le
« prévenu, ni même par le Procureur de la Répu-
« blique ; il suffit qu'il n'ait pas acquis force de chose
« jugée pour qu'il ne soit pas exécutoire ». A l'appui de son système, il soutient que l'article 203 n'a nullement entendu exclure le délai de l'article 205 ; en effet, dit-il, l'ancien article 206 que la loi du 28 avril 1832 a modifié portait « que la mise en liberté

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3023. — LEGRAVEREND, *Législ. crim.*, t. II, p. 401.

« du prévenu acquitté ne pourra être suspendue
« lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré ou notifié
« dans les 10 jours de la notification du jugement ».

Ce système ne peut être adopté ; il est, en effet, contraire à l'esprit et au texte de l'article 203. Après avoir, dans son premier paragraphe, fixé à dix jours à compter de celui de la prononciation, ou s'il s'agit d'un jugement par défaut, à compter de celui de la signification, le délai accordé à toutes parties pour faire la déclaration d'appel, le paragraphe 2 ajoute : « Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ». Ce texte vise expressément le délai fixé par le paragraphe premier de l'article 203 et ne s'en réfère nullement au délai spécial déterminé par l'article 205 ; on ne peut donc étendre arbitrairement une disposition tout à fait exceptionnelle (1).

A ce principe, que l'exécution des jugements est suspendue pendant le délai d'appel, il faut apporter deux exceptions : 1^o aux termes de l'article 206, du Code d'instruction criminelle, en cas d'acquittement, le prévenu doit être immédiatement et nonobstant appel, mis en liberté ; 2^o Si le condamné est détenu, il y a lieu de lui faire subir immédiatement sa peine ; autrement on prolongerait sa détention, sans aucune utilité, puisque cette exécution prématurée ne met pas obstacle à l'exercice de son droit d'appel et ni à celui du ministère public. Cette

(1) CARNOT, *Instr. crim.*, t. II, p. 121. — MARSABIAU, t. I, n^o 3160. — ORTOLAN et LEDEAU, t. II, p. 148.

disposition de l'article 24 du Code pénal a été prise dans une pensée d'humanité et précisément pour que le prévenu en état de détention ne souffrit pas du délai laissé à l'appel du Procureur général.

Ajoutons que la règle du sursis s'applique non-seulement aux jugements portant condamnation ou acquittement, mais encore à tous les jugements définitifs qui statuent sur des incidents ou des exceptions; par conséquent, lorsque les premiers juges ont, au mépris de l'appel formé contre un semblable jugement, rejeté la demande en sursis au jugement du fond et condamné le prévenu par défaut, s'il arrive que, sur l'appel de ces jugements divers, les juges du second degré confirment le jugement rendu sur l'exception, ils doivent annuler le jugement qui a repoussé le sursis et celui qui a statué sur le fond (1). C'est ainsi qu'il a été jugé que, dans une poursuite en adultère où le jugement avait rejeté l'exception tirée de la réconciliation des époux, l'appel contre un jugement de cette nature emportait suspension de l'examen du fond jusqu'à ce qu'il eût été statué sur cet appel par la juridiction supérieure. Il en est ainsi surtout en matière de compétence; la Cour de cassation, n'a pas eu à se prononcer expressément sur ce point, mais sa jurisprudence en cette matière ne laisse aucun doute sur la solution qu'elle adopterait. En effet, un arrêt du 24 novembre 1887 (2) décide que si une

(1) Cass. 11 mars 1854. D. P. 54. 1, 200. — Voir *Pandectes françaises*, appel correctionnel, p. 639.

(2) Cass. 24 novembre 1887. *Journal du Parquet* 88, 2, 32.

Cour répondait au déclinatoire du prévenu invoquant l'incompétence, par un arrêt de jonction de la question de compétence à celle du fond, sans reconnaître l'indivisibilité, et que par sa décision définitive elle rejette l'exception d'incompétence et statue au fond, il y a excès de pouvoir et ouverture à cassation.

Maintenant, recherchons de quels faits le juge d'appel est saisi? En répondant à cette question, nous aurons traité de l'effet dévolutif de l'appel.

Le juge d'appel ne peut être saisi que des faits qui ont déjà été portés devant les premiers juges, que de l'action qui a déjà subi l'épreuve d'un premier jugement. Il n'est qu'un deuxième degré de juridiction ; sa compétence ne s'ouvre qu'après que le premier degré a épuisé la sienne. Sa compétence ne consiste que dans un second examen, dans une nouvelle appréciation de la poursuite correctionnelle déjà une première fois appréciée : elle ne peut s'étendre à aucun fait, à aucun acte nouveau. Tel est le premier principe qui règle l'effet dévolutif de l'appel.

Nous disons donc, en premier lieu, que le juge d'appel ne peut être saisi que des faits qui ont été soumis au juge de première instance. Il faut donc que le tribunal de première instance ait été saisi pour que la Cour puisse l'être à son tour ; il faut que le premier degré ait épuisé sa juridiction pour que le second puisse appliquer la sienne ; c'est là une garantie qui tient à la constitution même de la juridiction et qui ne peut, dans aucun cas, être enlevée à la justice. Lorsqu'un même procès-verbal, dressé

contre un prévenu, constate un double délit, si un seul de ces délits a été déféré au tribunal correctionnel, la Cour ne peut connaître de celui qui n'est encore l'objet d'aucune poursuite. On ne saurait donc condamner en appel pour pêche en temps et avec engins prohibés, l'individu prévenu devant les juges correctionnels du délit de pêche dans une rivière navigable et flottable.

Néanmoins, si le délit se compose ou d'une habitude ou d'une succession de faits, les juges d'appel peuvent apprécier tous les faits qui en sont les éléments, encore bien que le tribunal correctionnel en aurait omis quelques-uns (1) ; ainsi, en matière d'adultère, la Cour peut relever des faits qui sont pour la première fois, en appel, soumis à l'examen de la justice.

Cependant, la Cour n'a-t-elle pas le droit de modifier les qualifications ? Oui, elle le peut, de même que l'arrêt de la chambre des mises en accusation et l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction ne lient point la juridiction correctionnelle en ce qui concerne la qualification des faits, de même le juge d'appel n'est pas lié par les qualifications du juge de première instance. Il examine les faits qui lui sont déférés et, pourvu qu'il se renferme dans ces faits et qu'il n'y joigne aucun fait nouveau, il a le droit de les apprécier et de les qualifier autrement que le premier juge. — Ainsi, la Cour peut substituer la qualification de rébellion à celle d'outrages envers les agents de la force publique dans l'exercice

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3027.

de leurs fonctions; celle de coups et blessures volontaires, à celle de violences dans le but d'influencer un vote (1); celle d'outrages envers un fonctionnaire public, à celle d'injures publiques (2).

Le juge d'appel peut-il, sous le prétexte de rectifier la qualification, relever une circonstance aggravante que les premiers juges ont passé sous silence? L'affirmative a été soutenue; la Cour de cassation, dans un arrêt du 29 juin 1855 (3), a décidé ce qu'il suit : « Attendu, dit-elle, que la Cour n'a pas changé « la prévention originaire; qu'elle n'a ajouté aucun « fait nouveau aux faits qui avaient été soumis aux « premiers juges, qu'en se bornant à les apprécier « autrement et à leur donner un autre caractère, elle « n'a porté aucune atteinte aux droits de la défense « ni au principe des deux degrés de juridiction. » Plusieurs auteurs, et en particulier M. Faustin-Hélie (4), s'élèvent très énergiquement contre cette théorie de la Cour de cassation. Une circonstance aggravante, dit-il, n'est pas un élément du délit, elle vient s'y joindre et s'y incorporer, mais pour en changer le caractère; si elle en est l'accessoire, il ne s'ensuit pas qu'elle y soit implicitement contenue, puisque le fait principal peut exister sans elle. C'est donc un fait nouveau que la Cour ne peut relever sans porter atteinte à la garantie des deux degrés de juridiction.

1. Angers, 9 décembre 1887. *Journl. des Parquets*, 88.2.23.

2. Bourges, 11 mars 1881, S.81.2.239. D. 81.2.139.

3. Cass. 29 juin 1855, S. 55.1.547. D. 55.1.319.

4) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3029.

La Cour ne devant connaître que des faits dont elle est saisie par l'acte d'appel, quels seront ses pouvoirs au cas d'appel limité ?

Un avis du Conseil d'État, du 12 novembre 1806, nous dit que la Cour ne pourra statuer que sur les points qui lui sont limitativement soumis, car elle ne peut réformer un jugement de première instance qu'autant qu'il y a eu appel et, par conséquent, s'il n'y a appel que d'une seule disposition, la Cour ne peut pas réformer les autres et n'a même pas la faculté de les discuter.

Si l'appel est général; il ne peut y avoir de difficulté, car, la cause toute entière est transportée devant le juge du second degré. Les parties peuvent même soulever des exceptions devant la Cour ; cependant, on ne saurait invoquer les nullités tirées de l'irrégularité de la citation introductive, car elles doivent être proposées devant le tribunal avant tout débat au fond. Elles peuvent aussi faire valoir tous les moyens nouveaux, invoquer devant la Cour des preuves qui n'avaient pas été produites en première instance, demander à faire entendre des témoins nouveaux.

En second lieu, avons-nous dit, la Cour n'est saisie que de l'action qui a été portée devant le tribunal de première instance. En effet, le prévenu doit jouir, en matière correctionnelle, des deux degrés de juridiction, tant sous le rapport de l'application de la peine que sous le rapport des dommages qui lui sont demandés. Ainsi, le plaignant qui ne s'est pas porté partie civile en première instance ne

peut se porter en appel, dans ce cas il ne pourra agir que par action séparée.

CHAPITRE II

Effets particuliers

Le juge d'appel, avons nous dit précédemment, n'est saisi que par l'appel; il n'est donc saisi que des faits ou des chefs du jugement de première instance que l'appel lui défère. Sa juridiction est circonscrite par les termes de cet acte: elle ne peut se mouvoir que dans le cercle qui lui est tracé, elle ne peut s'étendre en dehors. Nous allons appliquer cette règle de compétence à chacun des appels que les différentes parties peuvent interjeter.

I. — Appel du prévenu

Posons dès maintenant le principe général qui domine cette matière et qui n'est qu'une conséquence de la règle établie ci-dessus: « La Cour, saisie par
« le seul appel du prévenu, ne peut modifier le
« jugement que dans son intérêt, et jamais à son
« préjudice (1) ». En effet, puisque c'est l'acte

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3035. M. MARIE, *Eléments d'instr. crim.*, p. 344, cass., 27 janvier 1888, D. 447, 1, 1888. Cass., 12 avril 1889, *Pand. franç.*, 15, 1, 1889. Cass., 28 juillet 1887, *Pand. franç.*, 361, 1, 1887.

d'appel qui détermine la compétence du juge, il s'ensuit que l'appel du prévenu ne peut le saisir que dans l'intérêt de l'appelant. Comment la condition de l'appelant pourrait-elle être rendue plus mauvaise lorsque les autres parties ont accepté le premier jugement, lorsque seul l'appelant se plaint? Le juge d'appel saisi seulement par le prévenu, ne peut que confirmer purement et simplement le jugement de première instance ou le modifier dans l'intérêt de l'appelant; il ne peut ni aggraver les peines prononcées par le jugement, ni prononcer quelque peine nouvelle, ni lui infliger des dommages-intérêts qu'il n'aurait pas encourus en première instance.

Examinons les conséquences de ce principe: il est d'abord incontestable que la Cour ne saurait relever un chef de prévention sur lequel le tribunal correctionnel a omis de statuer ou qui a été écarté par les premiers juges. Elle ne pourrait non plus ajouter à la peine principale une peine accessoire, telle que l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal, que le tribunal correctionnel aurait omis de prononcer. Les juges d'appel aggraverait également le sort du condamné, quelque minime que fût la peine prononcée, s'ils déclareraient coupable un mineur de 16 ans, acquitté en première instance comme ayant agi sans discernement.

La Cour peut-elle infliger une peine plus forte que celle qui a été prononcée par le tribunal correctionnel? Non, il est évident, en effet, qu'elle ne pourrait

condamner à l'emprisonnement, à l'amende et à l'interdiction des droits civils, un prévenu qui en première instance n'avait encouru qu'une simple amende. De même, ce serait un excès de pouvoir de sa part, si elle diminuait la durée de l'emprisonnement pour élever l'amende prononcée par les premiers juges (1). On peut dire, au cas où l'amende a été seulement augmentée, pendant que la durée de l'emprisonnement a été diminuée, que la peine la plus grave se trouve réduite et qu'il y a par suite un avantage pour le condamné ; mais il convient de remarquer que ce soi-disant adoucissement pourrait très souvent être compensé et au-delà par l'aggravation de la peine inférieure. Mais la Cour aurait le droit d'élever le taux de l'amende en supprimant l'emprisonnement ; elle pourrait même substituer l'amende à l'emprisonnement, quelque minime que fût la durée de cette peine et quelque élevé que fût le taux de l'amende, car la gravité des peines se mesure, non par leur durée ou leur quotité, mais par le rang qu'elles occupent dans l'échelle pénale (2).

Est-ce que la Cour peut prononcer la contrainte par corps lorsque les premiers juges ont négligé de le faire ? De même, peut-elle prononcer la solidarité en ce qui concerne la condamnation à l'amende et aux frais lorsque le tribunal de première instance a omis de le faire ? Il faut répondre affirmativement

(1) Cass. 15 mars 1878, S. 79, 1, 93. p. 79, 186.

(2) Cass. 26 février 1869, S. 69, 1, 481, P. 69, 1236, D. 76, 5, 28.

dans ces deux cas. Dans le premier, en effet, la contrainte par corps n'est qu'une voie d'exécution qui a lieu de plein droit et en vertu même de la loi; d'où il suit que la réparation de cette omission dans le dispositif du jugement de première instance n'est pas une aggravation de la peine du condamné. Dans le second cas, la Cour peut prononcer la solidarité, parcequ'elle est attachée d'une manière absolue et impérative à toute condamnation intervenue en matière correctionnelle contre tous les auteurs d'un même délit.

Le juge d'appel peut-il, sur le seul appel du prévenu, modifier la qualification du fait? Incontestablement oui, pourvu qu'il n'en résulte aucune aggravation dans la position du prévenu; aussi, les juges d'appel réformeront la qualification, mais devront ou maintenir la peine prononcée ou la diminuer; en aucun cas, ils ne pourront l'augmenter (1). Les juges d'appel peuvent également appliquer un autre texte que celui qui a été visé par les premiers juges, pourvu qu'ils maintiennent ou réduisent la peine prononcée (2).

Enfin, il nous reste à traiter une dernière question relativement à l'appel du prévenu. La Cour peut-elle, sur le seul appel du prévenu, se déclarer d'office incompétente, en se fondant sur ce que le fait, objet de la poursuite, constitue un crime et non un délit?

(1) Cass., 9 octobre 1884, *Bull. crim.*, n° 287; — 13 août 1886, *Bull. crim.*, n° 302.

(2) Cass., 25 novembre 1887 (S., 88, 1, 141; P., 88, 1, 316).

Non (1), parce qu'elle ne peut exposer le prévenu à être poursuivi et puni pour crime après avoir été poursuivi et puni pour simple délit.

II. — Appel des personnes civilement responsables

Nous avons peu de choses à dire à ce sujet ; en effet, dans le cas du seul appel de cette partie, la Cour ne peut modifier que les condamnations civiles dont la responsabilité a été mise à sa charge ou la décharger de cette responsabilité ; la Cour ne peut donc modifier le jugement dans l'intérêt des prévenus qui n'ont point appelé ; la matière du procès ne peut être remise en question que dans l'intérêt de la seule partie qui a appelé.

III. — Appel de la partie civile

L'article 202 du Code d'Instruction criminelle, qui résume l'avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1806, déclare que la faculté d'appeler appartiendra à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement. Par suite, les juges d'appel ne peuvent ni aggraver les condamnations pénales prononcées par les premiers juges, ni prononcer une peine, alors que le prévenu avait été acquitté par le tribunal. Il y a chose jugée en tout ce qui touche l'application de la peine, puisque ni le Ministère public, ni le prévenu n'ont appelé ! La partie civile met en mouvement l'action

(1) Cass., 16 août 1888 (D. P., 89, 1, 87) ; — 31 janvier 1889 (*Pand. fr. pér.*, 89, 1, 464). — VILLEY, *Précis de dr. crim.*, page 756.

publique ; elle ne la poursuit pas, et l'appel est un acte de poursuite ; cet acte ne peut donc, lorsqu'il émane de cette partie, engager une action qui n'est point entre ses mains (1).

Est-ce que la Cour a le droit de déclarer la juridiction correctionnelle incompétente sous prétexte que le fait aurait été mal qualifié lorsque l'appel est émis par la partie civile ? Nous devons répondre négativement, car, la question de compétence est définitivement jugée par le tribunal correctionnel dont la décision n'a été attaquée ni par le prévenu, ni par le Ministère public (2). Une controverse s'est élevée à ce sujet et deux arrêts ont admis le système contraire (3). L'arrêt de 1865 porte « qu'en thèse
« générale, la jurididiction supérieure d'appel qui,
« en cas d'extinction de l'action publique, n'a plus à
« statuer que sur la demande en dommages-intérêts
« de la partie civile, doit nécessairement prendre
« connaissance des faits ; mais qu'à cet égard la
« juridiction d'appel est liée par les règles de sa
« propre compétence ; que si le fait est qualifié
« crime par la loi, elle doit le déclarer et renvoyer
« devant le juge compétent ». Ce renvoi au juge compétent est contraire à la théorie que nous avons soutenue précédemment ; en effet, n'y a-t-il pas déjà une décision de justice sur les faits de la cause, un

(1) Cass. 21 novembre 1889. *Pand. franç.* 264.1.189. Cass. 15 novembre 1889.

(2) Toulouse, 21 février 1878. P. 78.476. S. 78. 2. 113.

(3) Paris, 23 février 1883 : *Gaz. Pal.* 83.2.5, 2^e partie ; S. 84. 2. 94 ; D. 84.1.497. Cass. 7 janvier 1865. *Bull crim.*, n° 37.

jugement qui a acquis force de chose jugée et qui met obstacle à ce qu'une autre juridiction criminelle puisse être saisie de l'affaire? Par suite, la partie civile ne pourra pas s'adresser aux tribunaux de répression que la Cour regarde comme compétents; elle ne pourra non plus actionner le prévenu devant les juges civils; elle sera, par suite, dans l'impossibilité de se faire rendre justice.

Il importe de rechercher quels sont les pouvoirs de la Cour, quant à l'appréciation des faits de la cause. Est-elle liée par l'appréciation du premier juge passée en force de chose jugée en ce qui concerne la culpabilité du prévenu et la criminalité du fait? Peut-elle, au contraire, caractériser ces deux éléments de la décision autrement qu'ils ne l'ont été en première instance? La question a été diversement résolue. Un premier système a soutenu que la Cour, saisie par le seul appel de la partie civile est liée par la décision rendue sur le fait par les premiers juges; ce n'est plus pour ainsi dire qu'une juridiction civile, compétente seulement pour statuer sur une question de dommages-intérêts puisqu'elle ne pourrait appliquer une peine. Un deuxième système, qui est adopté par la jurisprudence, reconnaît au contraire à la Cour le droit d'apprécier à nouveau les faits; en effet, dit-il, la Cour étant obligée de statuer sur l'appel de la partie civile en ce qui concerne l'intérêt civil, ne peut se dispenser d'examiner les faits du procès et de faire toutes les déclarations qui lui paraissent résulter des débats et qui sont nécessaires pour statuer sur

les intérêts civils des parties. De plus, le droit de statuer sur les dommages-intérêts implique nécessairement le droit et le devoir de reconnaître la vérité ou la fausseté des faits sur lesquels se fonde le dommage allégué.

Ainsi, la Cour peut changer la qualification du fait et notamment décider que le fait poursuivi présente les caractères, non du délit d'injures, reconnu par le tribunal correctionnel, mais du délit de diffamation visé dans la citation donnée au prévenu, à la condition toutefois de ne pas modifier la peine prononcée (1).

La règle générale qui limite l'effet de l'appel de la partie civile à ses intérêts civils admet quelques exceptions. Ainsi, les administrations des contributions indirectes, des douanes et des forêts peuvent, sur leur seul appel, faire prononcer, outre les réparations pécuniaires, les peines de l'amende et de la confiscation. De même, il a été admis, en matière d'adultère, que l'appel du mari autorise le ministère public, qui ne s'est pas pourvu contre le jugement de première instance, à requérir contre la femme la peine de l'emprisonnement (2).

IV. — Appel du ministère public

Comme nous l'avons déjà remarqué lorsque nous avons traité des personnes qui pouvaient interjeter

(1) Cass., 18 déc. 1874, S., 75, 306. D., 75, 1, 281.

(2) MANGIN, *Tr. de l'act. publ.*, t. I, p. 200.

appel, l'appel du ministère public a les effets les plus étendus, et nous en avons donné la raison. Nous allons nous occuper des effets de cet appel.

Il faut d'abord distinguer si l'appel est illimité ou limité. Dans le premier cas, il remet en question tout ce qui a été soumis aux premiers juges, tant à charge qu'à décharge (article 202 du Code d'Instruction criminelle). Cette question n'a jamais donné lieu à aucune controverse, mais que décider lorsque le ministère public a interjeté appel *a minima*. La jurisprudence a varié sur ce point : il a d'abord été jugé que le prévenu qui n'a pas fait appel, ne peut être acquitté sur l'appel *a minima* du ministère public. Mais depuis, la jurisprudence a reconnu que le ministère public, agissant au nom de la société et dans l'intérêt d'une saine application de la justice, saisit, même par son appel interjeté seulement *a minima*, les juges supérieurs de la connaissance de la prévention tout entière, et leur confère le droit de diminuer la peine et même de la supprimer (1).

Dans le second cas c'est-à-dire lorsque l'appel du ministère public est limité à un chef absolument distinct du jugement, la Cour ne peut pas, sans excès de pouvoir faire porter son examen et sa décision sur des chefs restés en dehors de l'appel ; c'est le cas de dire qu'on ne doit pas confondre le droit de poursuivre avec celui de juger, et que la poursuite n'appartient qu'au ministère public. Par

(1) VILLEY, *Précis de droit criminel*, p. 428, 4, 3.

suite, lorsque le ministère public interjette appel uniquement sur un chef relatif à un fait de délit de pêche en temps prohibé et que son appel est repoussé, le prévenu ne peut être condamné à aucune peine sur le chef différent de délit de pêche sans permission de propriétaire; car en pareil cas, le prévenu, à raison de l'admission de ce second chef, n'est passible que de dommages-intérêts envers le propriétaire.

En dehors du cas exceptionnel que nous venons de citer, l'appel du ministère public, qu'il soit illimité, qu'il soit fait *a minima*, qu'il ait pour objet de faire prononcer une peine accessoire ou de faire déclarer l'incompétence du juge correctionnel remet tout en question. Il en résulte que sur cet appel, la Cour peut : 1° élever la peine, alors même que l'avocat général ne prend aucune conclusion en ce sens (1). 2° prononcer des peines pour ceux des chefs de la prévention sur lesquels le prévenu avait été acquitté. 3° réduire la peine et même prononcer l'acquiescement du prévenu (2).

Cependant, lorsqu'un jugement contient des dispositions relatives aux intérêts civils des parties, l'appel du ministère public ne produit aucun effet. Par suite, la Cour ne peut, sur son seul appel, allouer à la partie civile des dommages-intérêts qui lui ont été refusés en première instance. — Cette règle comporte deux exceptions : 1° en matière de

(1) Cass., 27 décembre 1879, S., 81, 1, 487, P. 81, 1, 1230.

(2) Rouen, 22 février 1883, *Gaz. Pal.*, 83, 1, 409.

douane, l'administration qui a laissé le Ministère public engager seul la poursuite en première instance peut interjeter appel du jugement ; 2° en matière forestière, l'appel du ministère public s'étend aux restitutions et aux dommages, aussi bien qu'aux amendes.

SECTION VI

Procédure et jugement

Dans cette section, que nous diviserons en deux chapitres, nous allons parler d'abord de l'envoi des pièces au greffe de la Cour, de la fixation du rôle, de la citation, de l'instruction à l'audience des plaidoies ; puis nous terminerons par l'arrêt.

CHAPITRE I

D'abord comment s'opère l'envoi des pièces, et qui doit le faire ? Lorsque la déclaration d'appel a été faite suivant les formes dont nous avons parlé précédemment, lorsque la requête contenant les moyens d'appel et dont la remise est d'ailleurs facultative, a été déposée au greffe, il appartient au ministère public de faire les diligences nécessaires pour faire statuer sur cet appel.

C'est en effet au Procureur de la République qu'incombe le soin de faire mettre la procédure en état

et de faire parvenir le dossier au Parquet Général, quelle que soit la partie qui ait appelé. En conséquence, il doit demander au greffier des expéditions du jugement, des notes d'audience et de l'acte d'appel ; puis, veiller à ce que les pièces de la procédure soient classées régulièrement et il en fait dresser l'inventaire. Il y ajoute une requête d'appel s'il est appelant et enfin un rapport confidentiel destiné au Procureur général qu'il doit éviter de comprendre dans l'inventaire, ainsi que les pièces confidentielles qu'on a pu y joindre. Notons qu'au cas d'appel par la partie civile seule d'un jugement correctionnel qui acquitte le prévenu, le ministère public n'est pas tenu de joindre aux pièces qu'il doit envoyer au Procureur général, soit une expédition, soit la minute de ce jugement : c'est à la partie civile elle-même qu'incombe le devoir d'en produire l'expédition.

Le dossier ainsi composé, les pièces doivent être adressées, nous dit l'article 207 du Code d'Instruction criminelle dans les vingt-quatre heures par le Procureur de la République au Procureur général, et si celui contre lequel le jugement a été rendu est en état d'arrestation, il doit être, par ordre du Procureur de la République transféré, dans le même délai, dans la maison d'arrêt du lieu où siège la Cour d'appel (article 207 du Code d'Instruction criminelle).

Après l'envoi du dossier au Procureur général, à qui incombe le soin de fixer l'audience à laquelle l'affaire sera appelée ? C'est au Président seul et non au ministère public, et, l'article 209 du Code

d'Instruction criminelle ajoute que l'appel doit être jugé dans le mois de la déclaration ou de la signification qui en est faite. Le Code de brumaire dont l'article 209 n'est qu'une reproduction, contenait une disposition semblable, et, comme cet article, il n'ajoutait aucune sanction. On ne pourrait donc pas prononcer la déchéance par le motif qu'il n'aurait pas été statué dans le mois. La Cour de cassation en a décidé ainsi ; elle dit, en effet, que l'article 209 du Code d'Instruction criminelle n'est pas prescrit à peine de nullité ; qu'il n'est que comminatoire ; que, quand le jugement sur l'appel n'est pas rendu dans le mois, la présomption de droit est que des motifs légitimes ont empêché de le rendre dans ce délai (1).

L'affaire ainsi fixée, à qui incombe le soin de citer les parties devant la Cour pour faire statuer sur l'appel interjeté ? Aucune difficulté n'existe lorsque l'appel émane soit du ministère public, soit du prévenu : c'est évidemment à la requête du Procureur général que la citation doit être donnée. Cette obligation résulte pour lui de la combinaison de ces deux principes que le ministère public a mission de mettre en état les affaires pendantes devant la juridiction correctionnelle et qu'il est chargé de faire toutes les diligences nécessaires pour que l'appel soit jugé conformément aux dispositions de l'article 209. Mais, qu'advient-il lorsque c'est la partie civile qui a porté appel ?

(1) Cass., 12 février 1819, *Gaz. Palais*, rép., v° page 475.

La partie civile a, en effet, comme le ministère public et comme en première instance, le droit de saisir le juge d'appel par une citation. L'article 202 du Code d'Instruction criminelle en se taisant sur la procédure, s'en réfère au principe général posé en l'article 182. Donc, en cas d'appel de la partie civile seule, c'est au ministère public, même non appelant, qu'il appartient de citer les parties devant la Cour à l'effet d'être statué sur ledit appel ; car, la partie civile, malgré son appel, reste étrangère à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi pour mettre l'affaire en état ; en citant les parties à comparaître devant la Cour pour l'audience fixée, le Procureur général n'exerce pas l'action publique, il ne fait qu'accomplir une mission spéciale dont il est investi implicitement par la loi. C'est ce que déclare très nettement la Cour de cassation dans un arrêt du 4 mars 1842. Cependant, les parties n'en conservent pas moins le droit de donner elles-mêmes les citations. En effet, l'inaction du ministère public pourrait paralyser l'exercice du droit d'appel du prévenu et de la partie civile. Mais cette citation ne peut avoir pour effet d'obliger la Cour à statuer au jour pour lequel elle a été donnée, si en raison du nombre des causes fixées pour cette date ou pour tout autre motif, le Président estime que l'affaire ne peut être retenue, il la renvoie pour être jugée à une audience ultérieure,

Les termes de la citation n'ont aucune influence sur l'étendue de l'appel et sur son caractère. Elle n'est en effet qu'un accessoire, qu'un simple avenir

d'audience qui ne saurait y apporter aucune modification ; c'est la déclaration au greffe qui détermine sa nature et sa portée.

Arrivons au délai dans lequel cette citation peut être donnée. — Aucun délai n'est fixé pour donner la citation. Le ministère public peut donc faire assigner les parties, soit avant l'expiration des délais d'appel, soit longtemps après qu'il sont expirés, pourvu toutefois que la prescription du délit ne soit pas acquise. Mais dans tous les cas, l'assignation doit, aux termes des articles 184 et 211 du Code d'Instruction criminelle combinés, être donnée à un délai de trois jours francs, outre le délai des distances, à peine de nullité du défaut qui serait pris contre les personnes citées. Si cette règle n'avait pas été observée, la Cour devrait surseoir à statuer jusqu'à ce que la procédure eût été régularisée, à moins que le prévenu, s'étant présenté, n'ait pas demandé le renvoi (1).

Après la citation, avons-nous dit, vient l'instruction à l'audience. En général, les règles de l'instruction prescrites pour le Tribunal de première instance doivent être suivies en appel. Elle doit se faire à l'audience et publiquement à peine de nullité (art. 209 et 211 du Code d'Instruction criminelle, loi du 20 avril 1810, art. 7). — Toutefois, lorsqu'il y a lieu de craindre que la publicité ne soit dangereuse

(1) Cass. 2 octobre 1840. DALLOZ, *Rép.*, v. page 312. — Cass. 21 février 1889, S., 89, 4, 301.

pour l'ordre ou les mœurs, la Cour peut ordonner que les débats aurent lieu à huis-clos (1).

Le premier acte de cette instruction est le rapport que fait à l'audience l'un des conseillers commis à cet effet par le Président. L'article 209, qui reproduit l'article 199 du Code du 3 brumaire, an IV, dispose que « l'appel sera jugé à l'audience dans le mois sur un rapport fait par l'un des juges ». Ce rapport, qui est une forme particulière de l'instruction des appels correctionnels, a pour objet de faire connaître aux juges d'appel les documents de la cause sur laquelle ils doivent statuer ; il constitue, par suite, une formalité substantielle qui doit être remplie à peine de nullité (2).

De ce principe, que le rapport est considéré comme un élément essentiel du débat, il suit d'abord qu'il est nécessaire, quelle que soit la partie qui ait saisi le juge d'appel (3), et lors même que ce serait la partie civile. De même, si une vérification préalable ou une mesure quelconque d'instruction a été ordonnée, un nouveau rapport doit être fait quand l'affaire revient devant la Cour. C'est là, en effet, le seul moyen légal de porter à la connaissance du juge et des parties les renseignements obtenus par l'information ordonnée (4). Toutefois, il n'y a pas lieu de recom-

(1) Art. 81. Constit., 4 nov. 1848.

(2) Cass. 17 février 1877. *Bull. crim.*, n° 236. — 27 septembre 1880, S. 82, 1, 48. — S. 82, 1, 77.

(3) Cass. 27 septembre 1880. — D. 81, 1, 136.

(4) Cass. 22 mai 1856. D. 56, 5, 25 ; 16 février 1888, *Gaz. Pal.*, 88, 1, supp. 93.

mencer le rapport lorsqu'un arrêt préparatoire ou interlocutoire est intervenu, mais n'a introduit aucun élément nouveau dans les débats. Il en est ainsi notamment : lorsqu'après les débats commencés, un arrêt renvoie la continuation de l'affaire à une audience ultérieure (1) ; lorsqu'après le rapport et avant tout débat, les parties ou le Ministère public ont demandé et obtenu le renvoi de la cause à une autre audience ; lorsqu'il se produit à l'audience un fait nouveau, mais qui est connu de toutes les parties et des juges, et sur lequel portent immédiatement les débats (2). La solution est encore la même si, après le rapport, le Ministère public a transmis à la Cour des pièces et des renseignements relatifs à l'affaire, car on ne peut considérer qu'il y a eu là un véritable supplément d'information. Enfin, un rapport doit être fait, non-seulement quand la Cour juge au fond, mais encore lorsqu'elle statue sur une exception préjudicielle (3). Remarquons toutefois, que l'arrêt, ordonnant le huis-clos, ne doit pas être précédé d'un rapport. — L'appel à minima fait à l'audience par le Procureur général après que le rapport a été fait conformément à l'article 209, donne-t-il lieu à un nouveau rapport ? Non, car il ne peut être considéré que comme un incident (4). L'appel du Ministère public n'a, en effet, apporté aucune modification aux faits et circonstances de la

(1) Cass. 3 juillet 1886. — S. 88, 1, 142.

(2) Cass. 12 août 1886.

(3) Cass. 9 mai 1856. S. 56, 1, 766 ; D. 56, 1, 374.

(4) Cass. 5 juin 1890. P. 90, 2, 76.

cause ; il n'a eu pour but que de provoquer un changement dans la qualification ou même simplement dans la qualification de la peine.

Comment doit-être fait le rapport ? La loi n'en détermine ni la forme, ni l'étendue. Elle s'en rapporte à la conscience du magistrat chargé de cette mission (1). C'est donc au conseiller rapporteur seul qu'il appartient d'apprécier quelles sont les pièces dont il doit être donné lecture et on ne saurait se prévaloir devant la Cour de cassation de ce que certains documents ont été passés sous silence (2).

Le rapport doit être fait oralement et publiquement. Il peut néanmoins être fait à huis-clos si la Cour l'ordonne, lorsque la publicité de l'audience paraît dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs (3). Cet acte est un exposé complet de tous les documents et de tous les errements de l'instruction. L'article 111 du Code de procédure civile dispose que « le rapporteur résumera le fait et les moyens ». La Cour de cassation a déclaré « que le rapport doit faire connaître à la Cour tous les documents dont se compose le dossier, sauf à les apprécier ainsi que de droit » (4). Enfin, elle a posé en termes généraux « que le rapport doit être complet pour éclairer la religion des juges d'appel. »

La présence du prévenu au rapport, ainsi que celle

(1) Cass. 11 octobre 1872, *Bull. crim.*, n° 255. — D. 73, 1, 391. — 18 août 1881, *Bull. crim.*, n° 207.

(2) Cass. 12 juillet 1877. *Bull. crim.*, n° 162.

(3) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3058.

(4) Cass. 15 octobre 1844, *Gaz. Pal.*, rép. v. p. 477.

de tous les conseillers qui doivent concourir au jugement de l'affaire, est nécessaire. Mais il y a présomption que le prévenu était présent lorsque les qualités de l'arrêt attestent qu'étant détenu, il a été amené à l'audience et interrogé par le Président (1). Si quelques-uns des conseillers ayant concouru à l'arrêt, n'ont pas assisté au rapport, la décision de la Cour est frappée d'une nullité absolue (2); par suite, lorsqu'une affaire, commencée à une première audience, est continuée à une audience suivante, le rapport doit être recommencé si la composition de la Cour n'est pas la même que la première fois. L'on s'est demandé si le rapporteur devait nécessairement, après avoir fait son rapport, siéger à l'audience où l'affaire est jugée au fond. La réponse est affirmative; le concours du conseiller rapporteur à l'arrêt est indispensable pour sa validité (3).

Après le rapport, vient l'interrogatoire du prévenu. L'art. 210 est ainsi conçu : « A la suite du rapport, « et avant que le rapporteur et les juges émettent « leur opinion, le prévenu, soit qu'il ait été acquitté, « soit qu'il ait été condamné, les personnes civile- « ment responsables du délit, la partie civile et le « Ministère public doivent être entendus dans la « forme et dans l'ordre prescrits par l'article 190 ». Nous remarquerons dès maintenant que l'ordre

(1) Cass. 16 septembre 1869. *Bull. crim.*, n° 215.

(2) Cass. 3 décembre 1859. *Bull. crim.*, n° 267.

(3) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, p. 837, n° 3059. — Cass. 17 février 1877. — S. 77, 1, 440; P. 77, 1136; D. 78, 1, 92.

ainsi tracé n'est pas prescrit à peine de nullité (1). On pourra donc interroger le prévenu avant que les témoins n'aient été entendus ; mais on ne saurait procéder à cet interrogatoire avant que le rapport ait été fait. D'une part, en effet, le rapport doit, aux termes de l'article 210 du Code d'Instruction criminelle, précéder tout débat en matière d'appel de police correctionnelle ; d'autre part, le rapport seul peut permettre au prévenu de se rendre un compte exact de la procédure qui a été suivie, des charges qui pèsent contre lui et des moyens de défense qu'il peut avoir à faire valoir. C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation dans son arrêt du 31 janvier 1879 (2).

L'interrogatoire du prévenu est-il prescrit à peine de nullité ? L'article 200 du Code du 3 brumaire an IV, le déclarait formellement ; cette mention n'a pas été reproduite par l'article 210 du Code d'Instruction criminelle ; or, il est de principe que les nullités ne se suppléent pas. La jurisprudence a d'abord décidé que l'interrogatoire n'était pas indispensable lorsqu'aucune réclamation n'avait pas été formulée à cet égard (3). Mais la Cour de cassation s'est en dernier lieu prononcée en sens contraire (4). L'interrogatoire serait indispensable s'il était réclamé soit par le Ministère public, soit par la partie civile,

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 2934.

(2) Cass., 31 janvier 1879. S. 80, 1, 43. P. 80, 69. D. 79, 1, 392.

(3) Cass., 23 juin 1842. P. 42, 2, 350. D. 42, 1, 314. 9 septembre 1869, *Bull. crim.*, n° 207.

(4) Cass., 31 janvier 1879. S. 80, 1, 43. D. 79, 1, 392.

soit par le prévenu lui-même ; le refus de la Cour porterait en effet atteinte aux droits de la défense (1).

La procédure d'appel se continue par l'audition des témoins. Cet audition n'est point, en général indispensable en causé d'appel. Il résulte en effet de la combinaison des articles 175 et 211 du Code d'Instruction criminelle, que la Cour a un pouvoir souverain pour apprécier s'il convient ou non d'entendre les témoins dont l'audition est réclamée par les parties ou par le ministère public ; peu importe que ces témoins aient été ou non entendus devant le tribunal de police correctionnelle (2). On a pensé, pour l'audition des témoins, comme pour l'interrogatoire du prévenu que, l'audition ayant eu lieu en première instance, il y a moins de nécessité qu'elle soit réitérée en appel ; que les notes d'audience et le rapport du juge peuvent par leur analyse, la suppléer jusqu'à un certain point, et que l'instruction purement orale devant le premier juge doit, à raison des distances et des frais, se modifier devant le juge d'appel et prendre, s'il n'en résulte pas de préjudice pour la justice, le caractère d'un débat sur pièces écrites. Néanmoins il ne faut pas exagérer la portée de cette disposition : Si le législateur a prévu que les notes d'audience suppléeraient plus fréquemment les témoignages, il n'a point cependant modifié les règles relatives à l'admission des

1) Cass., 14 février 1878. D. 78, 1, 286.

(2) Cass., 3 janvier 1880 : *Bull. crim.*, n° 9, — 13 février 1885 : *Bull. crim.*, n° 60 — 9 janvier 1886 : *Gaz. Pal.* 86, 1, suppl. 48.

preuves ; il n'a point restreint le pouvoir du juge d'appel d'ordonner la comparution personnelle des témoins.

Bien qu'en principe la Cour ait un pouvoir souverain d'apprécier s'il y a lieu ou non d'entendre des témoins, il est des cas où elle ne peut se refuser à ordonner l'audition sollicitée ; c'est lorsqu'à défaut de procès-verbal régulier qui constate le délit, il n'a pas été entendu de témoins en première instance (1). En effet, l'article 154 qui prescrit que les délits seront prouvés par témoins, à défaut de procès-verbaux ou rapports ou à leur appui, est conçu d'une manière général et s'applique à l'instruction devant la Cour d'appel, comme à celle qui peut être faite en première instance. Quant à l'article 175 qui permet à la Cour d'accorder ou de refuser l'audition des témoins, il ne peut avoir pour effet de restreindre la portée de l'article 154 ; il ne vise que le cas où des témoins ont été entendus en première instance, et celui ou cette preuve testimoniale n'est pas la base indispensable et unique de la prévention.

La liberté donnée à la Cour de refuser ou d'ordonner l'audition des témoins apparaît encore dans le droit qui lui est accordé de limiter le nombre des témoins qui seront entendus. Mais, n'oublions pas de mentionner que la Cour peut ordonner d'office l'audition des témoins ; en pareil cas, ces témoins sont assignés à la requête du Ministère public, mais

(1) Cass., 3 février 1820. — 16 décembre 1825, — 14 octobre 1826.

les frais restent néanmoins à la charge de la partie qui succombe (1). Si au contraire cette mesure est demandée par des conclusions, soit du Ministère public, soit de la partie civile, l'assignation est donnée par les soins de la partie qui l'a sollicitée.

En terminant ce qui est relatif aux témoins, nous devons ajouter que la loi n'impose pas aux Cours d'appel l'obligation de faire tenir note de leurs dépositions (2).

Il nous reste à parler maintenant des plaidoiries et d'un incident qui se rattache exclusivement à l'intervention sur l'appel, c'est-à-dire de l'intervention de la partie civile.

L'article 210 du Code d'Instruction criminelle nous dit à ce sujet que le prévenu, les personnes civilement responsables, la partie civile et le Procureur général doivent être entendus dans la forme et dans l'ordre prescrits par l'article 190. Cet ordre n'est pas prescrit à peine de nullité. Cependant, le ministère public doit parler avant le prévenu et il doit toujours être entendu à peine de nullité, encore bien qu'il n'y ait appel que de la part de la partie civile (3).

Occupons-nous maintenant de l'intervention de la partie civile.

Il est de règle que le plaignant qui ne s'est pas porté partie civile en première instance est non

(1) Cass., 30 novembre 1822, *Gaz. pal., Rép.*, v. p. 478.

(2) Cass., 30 octobre 1812, 8 juillet 1837, 6, 40, 1, 305.

(3) Cass., 20 septembre 1844. — 2 janvier 1847, D. 47, 4, 16. — août 1865. D. 675, 280, MASSABIAU, t. II, n° 3, 127.

recevable à intervenir sur l'appel. L'article 67 du Code d'Instruction criminelle porte bien, il est vrai, que les plaignants pourront se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats, mais la jurisprudence a décidé que ces mots ne doivent s'entendre, en matière correctionnelle, que de la cause instruite en première instance. Le jugement du tribunal correctionnel dans lequel le plaignant n'a figuré qu'en cette qualité, sans réclamer comme partie civile, a tout terminé à l'égard des dommages-intérêts. Ils ne peuvent plus être demandés que par action séparée devant la juridiction civile. Autrement le prévenu serait privé de la garantie du double degré de juridiction, sur la question de savoir s'il est dû des dommages-intérêts et quelle est leur quotité (1).

CHAPITRE II

I. — De l'arrêt

La Cour composée de juges en nombre impair, comprenant cinq magistrats au moins (loi du 31 août 1883), après avoir délibéré secrètement, est appelée à rendre son arrêt.

Une règle générale qui domine toute la matière est que les arrêts doivent contenir en eux-mêmes la

(1) Cass., 24 mai 1833. — F. HÉLIE, t. VI, n° 3063.

preuve de leur légalité, la justification que toutes les formes qui les constituent ont été accomplies. Les arrêts de la Cour comme les jugements de première instance doivent être motivés. Ce principe est formellement consacré par l'article 15 de la loi des 16-24 août 1790 qui veut « que les motifs qui auront déterminé le jugement soient exprimés ». Ce sont les causes qui ont formé la conviction du juge, les faits, les preuves, les circonstances sur lesquelles elle se fonde. Et, comme en matière correctionnelle, tout arrêt présente deux questions à juger : une question de fait, l'existence du fait et de la culpabilité du prévenu ; une question de droit, l'appréciation de ces deux éléments dans leurs rapports avec la loi ; les motifs doivent répondre à ce double point de vue, car ils doivent rendre compte de la détermination du juge sur le fait et sur sa qualification ; ils doivent contenir les éléments de sa décision sur l'un et l'autre point.

A propos de la rédaction des motifs en matière d'appel correctionnel, nous devons faire quelques observations.

En général, le juge d'appel motive suffisamment un arrêt lorsque, en confirmant un jugement régulièrement motivé, il déclare en adopter les motifs. Il s'approprie, en effet, par cette déclaration, la rédaction du premier juge et si cette déclaration est complète, son arrêt dans lequel elle est présumée être insérée, se trouve suffisamment étayé.

Cependant, lorsqu'il est pris devant la Cour d'appel des conclusions nouvelles, le juge ne peut

se référer aux motifs du jugement de première instance. Ces conclusions, en effet, en soumettant une demande nouvelle, un aspect nouveau de la cause, l'obligent nécessairement à y statuer explicitement, puisque le premier jugement auquel il se réfère ne renferme rien à cet égard. Il faut, toutefois, qu'elles soient expresses et produites avant l'arrêt qui statue sur le fond.

Ceci admis, qu'arrivera-t-il lorsque la Cour infirme un jugement ? Nous arrivons ainsi à la théorie de l'évocation.

II. — De l'évocation

Aux termes de l'article 215 du Code d'Instruction criminelle, lorsque la Cour infirme un jugement, elle doit évoquer le fonds. Dans l'examen de cette théorie de l'évocation, il faut distinguer trois hypothèses : d'abord, celle où le tribunal a statué sur le fond ; celle où il a statué par un jugement irrégulier et nul ; enfin, celle où il n'a pas statué.

Lorsque le tribunal a statué au fond par un jugement valable en la forme, le juge d'appel ne doit plus s'occuper que du bien jugé et il prononce la confirmation ou l'annulation du jugement attaqué, soit en ce qui concerne l'application de la peine, soit en ce qui concerne les dommages-intérêts, en suivant les règles prescrites par les articles 212 et 213 du Code d'Instruction criminelle. Donc pas de difficulté en ce qui concerne cette première hypothèse.

Maintenant lorsque le tribunal de première instance a statué au fond par un jugement irrégulier il faut distinguer si l'irrégularité provient de l'incompétence ou de la violation des formes prescrites par la loi. Naît-elle de l'incompétence, la Cour, en annulant le jugement, renvoie les parties à se pourvoir devant qui de droit. Naît-elle au contraire de la violation ou de l'omission prescrites par la loi la Cour doit retenir l'affaire et statuer sur le fond. C'est là ce qu'on appelle évoquer.

Le Code du 3 brumaire, an IV ne connaissait pas le principe de l'évocation ; l'article 202 de ce Code s'exprime ainsi : « Si le jugement est annulé pour
« violation ou omission de formes prescrites par la
« loi à peine de nullité, pour incompétence à raison
« du lieu du délit ou de la résidence du prévenu, le
« tribunal criminel renvoie le procès à un autre
« tribunal correctionnel du département pour y être
« recommencé à partir du plus ancien des actes
« dans lesquels il s'est trouvé une nullité. » Cette disposition avait un grand inconvénient, celui de compliquer la procédure par des renvois incessants.

Notre législateur y a remédié et l'article 1^{er} de la loi du 29 avril 1805 déclara que « lorsque, sur l'appel
« d'un jugement définitif en matière correctionnelle,
« la Cour de justice criminelle prononcera la nullité
« pour violation ou omission des formes prescrites
« par la loi, ladite Cour statuera sur le fond : il est,
« quant à ce, dérogé à l'article 202 du Code du
« 3 brumaire, an IV. La disposition de cet article,
« relative à l'annulation du jugement pour cause

« d'incompétence, continuera de recevoir son exécution ». Ce principe et cette exception ont été maintenus par l'article 215 du Code d'Instruction criminelle ainsi conçu : « Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la Cour statuera sur le fond. » C'est ainsi qu'il y a lieu à évocation lorsque l'annulation a été prononcée parceque :

1° Le jugement n'a pas été rendu en audience publique ;

2° L'un des juges n'a pas assisté à toutes les audiences ;

3° Le tribunal a statué sur l'affaire, bien que n'étant pas bien régulièrement saisi ;

4° Les premiers juges ont à tort déclaré non recevable une opposition à un jugement par défaut (1) ;

5° Les témoins entendus en première instance n'ont pas prêté le serment prescrit par la loi et que le jugement s'appuie sur cette enquête faite à l'audience.

Enfin, reste à examiner la troisième hypothèse qui ne présente pas dans le système de la jurisprudence de difficultés plus sérieuses que la seconde. Le juge d'appel doit, aux termes de cette jurisprudence, retenir l'affaire et statuer au fond, non-seulement quand le premier juge, après avoir omis ou violé une forme prescrite à peine de nullité, a lui-même statué sur le fond, mais encore quand il

(1) Rennes, 15 février 1888, *Journal des Parquets*, 88, 2, 70.

s'est arrêté à une question incidente ou à une exception et n'a pas abordé le fond. On peut dire que cette mesure aura pour résultat de priver le prévenu de la garantie du double degré de juridiction, puisque le fond n'a pas été examiné par les premiers juges et sera jugé en premier et dernier ressort par la Cour d'appel. Mais, comme le dit fort bien M. Faustin-Hélie (1) : « L'évocation est une mesure
« très utile, toutes les fois que le premier juge dont
« le jugement est annulé pour quelque vice de forme,
« avait statué sur le fond ; mais dans ce cas, ce
« n'est point pour ainsi dire, une évocation ; le juge
« d'appel ne fait que retenir ce qui lui appartient. Le
« juge de première instance a pu apprécier irrégu-
« lièrement le fait, mais il l'a apprécié, il a instruit
« l'affaire, il a épuisé sa compétence : l'appel a saisi
« le tribunal supérieur de la cause toute entière. Il
« n'en est pas tout-à-fait ainsi lorsque le jugement
« qui est déféré au juge d'appel n'a statué que sur
« un incident, une exception, un interlocutoire. On
« comprend difficilement que le premier juge soit
« dessaisi quand il n'a pas encore statué sur le
« fond, quand il n'a fait que prononcer, par exemple
« la nullité d'une citation. Les motifs qui s'opposent
« au renvoi quand le premier juge a statué sur le
« fond, ne s'y opposent plus quand il ne l'a pas
« jugé, puisque, d'une part, le juge d'appel n'a dû
« être saisi que de l'incident que l'appel lui a déféré,
« et que d'un autre côté, le juge de première

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3049.

« instance n'a pu se dessaisir du fond, puisqu'il ne « l'avait pas jugé ». Quoiqu'il en soit, il est indiscutable aujourd'hui que l'évocation est obligatoire, encore bien que le Tribunal correctionnel n'ait statué que sur de simples incidents, sans aborder le fond ; la jurisprudence est invariablement fixée en ce sens. Ainsi la Cour doit retenir le fond et le juger, lorsqu'elle a annulé un jugement incident qui avait mal à propos déclaré un acte nul, qui avait à tort annulé la citation introductive d'instance, qui avait refusé de procéder à l'instruction du procès, jusqu'à ce que la partie civile fût assistée d'un avoué.

Ces principes comportent quelques exceptions ; mais, tout d'abord, il convient de remarquer que si la Cour confirme le jugement sur l'incident, elle ne peut évoquer le fond : c'est aux premiers juges qu'il appartient d'y statuer ; l'annulation est, en effet, la condition essentielle et indispensable de l'évocation. En deuxième lieu, la Cour ne doit pas évoquer, lorsque le tribunal était incompétent en raison soit du lieu du délit, soit de la résidence du prévenu ; le premier juge n'étant pas compétent pour connaître de l'affaire, son jugement n'a pu épuiser le premier degré de juridiction. Mais cette exception ne doit pas être étendue au-delà des limites que nous venons de tracer. Ainsi, si la Cour annule le jugement de première instance, non pour cause d'incompétence, mais pour mal jugé sur la question de compétence décidée par les premiers juges, elle doit retenir la connaissance de l'affaire au fond (1). En troisième

1. Cass., 6 mars 1884 *Bull. crim.*, n° 67).

lieu, dans les deux cas prévus par les articles 213 et 214 où le fait aurait le caractère soit d'un crime, soit d'une simple contravention; il y a lieu, dans ce cas comme dans le précédent, et sauf l'exception prévue par l'article 213, au renvoi du prévenu devant le juge compétent. Enfin, si le jugement a porté sur deux ou plusieurs délits distincts, et si l'appel a été limité à une exception relative à l'un ou à quelques-uns seulement des chefs de prévention, le juge d'appel ne saurait évoquer en ce qui concerne les autres délits.

Que décider si l'appel n'émane que de la partie civile?

On peut dire qu'en pareil cas l'évocation a pour résultat d'aggraver le sort du prévenu, puisqu'il se trouve privé d'un degré de juridiction et qu'aussi l'appel de la partie civile, qui ne doit influencer que sur l'action civile exerce ici une influence directe sur l'action publique, puisqu'il en dirige la marche et lui fait franchir un degré de juridiction (1). La jurisprudence ne s'est pas arrêtée devant cette objection, et elle a décidé que le juge d'appel, saisi par la partie civile seule, peut évoquer le fond et prononcer contre le prévenu la peine du délit qu'il déclare constant (2).

La Cour doit donc évoquer, soit que le tribunal ait statué sur des incidents, sur des exceptions et avant dire droit, soit qu'il ait prononcé sur le fond.

(1) FAUSTIN-HÉLIE, t. VI, n° 3,051.

(2) Cass. 21 février 1862. — *Bull. crim.* 4, 60.

Cette évocation n'est pas facultative; par suite, la Cour est tenue, à peine de nullité, d'évoquer et de statuer définitivement au fond (1). Le droit d'évocation peut être exercé d'office par les Cours d'appel; il n'est subordonné ni aux réquisitions du ministère public, ni à la demande des parties.

(1) Cass., 1^{er} juin 1861. S. 61, 1, 1009. — P. 62, 859.

SECTION VII

Du désistement

Le désistement est la faculté de renoncer à des actions judiciaires criminelles ; cette renonciation a pour conséquence de mettre fin à l'instance engagée, en laissant subsister le fond du droit qui peut se désister ? Pour répondre à cette question, nous étudierons successivement le désistement du prévenu, de la partie civile, du ministère public. Enfin, nous verrons dans quelles formes s'effectue le désistement et quels en sont les effets.

CHAPITRE I

Désistement du prévenu

Le prévenu peut-il se désister de son recours contre la sentence qui l'a frappé ? La jurisprudence et la doctrine sont unanimes pour lui reconnaître ce droit. Si le législateur permet au prévenu de se désister de son appel, il veut toutefois que ce

désistement soit exprès ou résulte d'un fait personnel qui ne laisse aucun doute sur sa volonté ; et, tant que le juge n'aura pas donné acte du désistement, il peut se rétracter et demander jugement au fond (1).

Mais, dira-t-on, comment se fait-il que la loi qui ne permet pas au prévenu d'acquiescer au jugement, de renoncer d'avance à exercer son droit d'appel, a pu l'autoriser à se désister du recours formé par lui ? Il y a là une profonde différence entre ces deux situations ; dans un cas, c'est l'action elle-même qui est en jeu, et le législateur n'a pas permis que l'on affaiblît les garanties que les citoyens doivent trouver dans le délai qu'il leur a imparti pour faire appel ; dans le second cas, il ne s'agit plus que d'un acte exercé, c'est-à-dire dont l'influence sur les intérêts de la partie peut être dès à présent parfaitement appréciée par elle. Aussi, la jurisprudence et la doctrine sont-elles unanimes pour reconnaître au prévenu le droit de se désister de son appel ; « attendu, dit avec raison un arrêt de la Cour de « Douai, que l'appel de la part d'un condamné est « l'exercice d'un droit introduit par la loi en sa « faveur pour faire valoir les griefs qu'il peut avoir « contre le jugement dont il se plaint : que, s'il peut « user de ce droit, il peut aussi n'en pas user, et « même, après avoir déclaré qu'il en veut faire usage, « y renoncer, si son intérêt personnel lui conseille « d'en agir ainsi... » (2)

(1) Cass. 12 octobre 1849. — P. 51, 2, 233. — D. 51, 5, 24.

(2) Nîmes, 16 juillet 1887, *Gaz. des Tribunaux* du 25 août 1887.

CHAPITRE, II

Désistement de la partie civile

De même que le prévenu, la partie civile peut se désister. Il est évident que la partie qui peut renoncer à son action et transiger avant de l'avoir formée peut, par une autre conséquence du même principe, s'en désister après l'avoir formée. Son action tend uniquement à la réparation d'un préjudice causé ; elle est sans influence sur l'action publique ; par suite, elle en est absolument maîtresse et peut l'abandonner en tout état de cause, pourvu qu'aucune décision ne soit encore intervenue.

Donc, le droit de désistement ne s'applique ni aux dénonciations, ni aux plaintes, il ne s'applique qu'aux actes constitutifs de l'action civile. Sous la loi du 16-29 septembre 1791 et sous le Code du 3 brumaire an IV, toute personne qui avait porté une dénonciation ou une plainte avait vingt-quatre heures pour s'en désister ; ce délai expiré, elle était réputée partie civile. Notre Code a répudié ce système et est revenu à l'ordonnance de 1670 ; c'est-à-dire que la qualité de partie civile est indépendante de la plainte et s'acquiert par une déclaration expresse ou des conclusions en dommages-intérêts.

Il a donc rejeté la théorie de la loi de 1791 et du Code de brumaire an IV d'après laquelle le plaignant, en se désistant, abdiquait sa qualité, cessait à la fois d'être plaignant et d'être partie civile, puisque ces deux titres étaient confondus. Aujourd'hui, au contraire, la qualité de plaignant et celle de partie civile étant tout à fait distinctes, le désistement s'applique exclusivement à cette dernière. En effet, l'article 66 du Code d'Instruction criminelle, après avoir déclaré que les plaignants ne seront réputés partie civile que par un acte formel, dit : « Ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures. » L'article 67 ajoute : « En aucun cas, leur « désistement après le jugement ne peut être valable, quoiqu'il ait été donné dans les vingt-quatre « heures de leur déclaration qu'ils se portent partie « civile. » Donc le désistement donné dans les vingt-quatre heures n'est pas celui de la plainte, mais celui des conclusions en dommages-intérêts et de la qualité de partie civile. En effet, l'unique but de la dénonciation, quand le plaignant ne se porte pas partie civile étant de révéler à la justice les faits qui en font l'objet, il s'ensuit que cet acte a produit tous ses effets au moment de sa remise entre les mains d'un officier de police ; il serait trop facile pour le dénonciateur de se dégager de la responsabilité qui peut peser sur lui en se désistant après sa dénonciation faite ; il aurait provoqué la poursuite, et il se mettrait aussitôt à l'abri de tout recours ; la dénonciation vivrait et le dénonciateur aurait disparu. C'est donc avec raison que la loi n'a pas permis

que la responsabilité du dénonciateur pût être effacée par un désistement. Il faut par conséquent tenir en principe que le désistement peut effacer la qualité de la partie civile, mais ne détruit ni la plainte, ni la dénonciation.

Au principe que le désistement de la partie civile est sans effet au point de vue de l'exercice de l'action publique, il y a exception en matière d'adultère et de diffamation.

En matière d'adultère, le mari est maître de l'action publique : d'une part, en effet, la poursuite ne peut être commencée que sur sa plainte ; d'autre part, il peut sans cesse l'arrêter par son désistement. Il faut ajouter que le désistement est exprès ou présumé : exprès, quand il se manifeste par un acte formel ; présumé, quand il résulte de faits de réconciliation postérieurs à la plainte. La réconciliation équivaut au désistement (1) ; elle renferme le pardon du délit, elle éteint la poursuite comme elle mettrait un terme à la peine. Cette règle est d'ailleurs écrite dans l'article 272 du Code civil « l'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux survenue soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce. Mais, le mari après s'être désisté, ne peut revenir sur son désistement et faire revivre les poursuites. Une question délicate se présente en cette matière : Si le mari vient à mourir au cours de la poursuite, son décès produira-t-il l'effet d'un

(1) Cass., 8 décembre 1833. — S. 32, 1, 528. — 27 août 1839, S. 40, 1, 83.

désistement ? La jurisprudence a beaucoup varié sur ce point ; le dernier arrêt (1) décide que le décès du mari n'éteint point l'action du Ministère public ; en effet, il n'appartient qu'au mari de mettre en mouvement l'action publique, il n'en reste pas moins étranger à la poursuite après que sa dénonciation est faite ; de plus, l'adultère constitue un délit envers l'ordre social en même temps qu'envers le mari ; aussi l'action publique, une fois éveillée, peut subsister sans le concours du mari (2). C'est la solution admise aujourd'hui, bien que certains auteurs aient soutenu que le décès du mari éteignait l'action publique et équivalait à un désistement (3).

Le désistement éteint la poursuite, même à l'égard du complice. En effet, en retirant la plainte, le mari déclare que son imputation n'était pas fondée. Mais, si la réconciliation n'intervient qu'après un jugement définitif, son effet est uniquement de faire cesser la peine de la femme et ne s'étend point au complice. C'est donc avec raison que l'article 337 du Code de procédure a limité l'effet de cette sorte de grâce à la femme seulement. Le complice doit subir la peine qu'il a encourue à raison d'un délit que le pardon du mari n'a point effacé (4).

(1) Cass., 6 juin 1863. — S. 63, 1, 401. — P. 64, 54. — D. 63, 1, 527.

(2) MANGIN, *Action publique*, t. I, n° 141. — CHAUVEAU et FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1,623.

(3) CARNOT, *Comm. C. pén. sur l'art. 336*, n° 3. — DUTRUC, *Adultère*, n° 23 à 25.

(4) Cass., 17 septembre 1839. — S. 40, 1, 83. — P. 39, 2, 613.

En matière de diffamation, avons-nous dit, le désistement du plaignant arrête la poursuite commencée (loi du 29 juillet 1881, article 60). Le désistement produit cet effet en tout état de cause, même quand il intervient à l'audience de la Cour, saisie de l'appel du prévenu (1). Il est vrai cependant que les poursuites peuvent être faites, soit d'office par le ministère public, soit à la requête de la partie civile ; mais le ministère public ne peut poursuivre que sur la plainte préalable de la personne diffamée (Loi du 29 juillet 1881, article 60 1^o). Il est de principe, d'ailleurs, qu'en pareille matière, le ministère public ne prend jamais l'initiative des poursuites.

CHAPITRE III

Désistement du ministère public

Posons le principe suivant qui est une exception aux règles établies ci-dessus : le ministère public ne peut se désister d'une poursuite qu'il a formée (2). Il ne faut point entendre par désistement l'acte par lequel le ministère public, éclairé par l'instruction ou le débat, reconnaît que son action n'est basée sur aucun élément convaincant et demande le renvoi ou

(1) Cass. 3 juillet 1885. — D. 86, 1. 477.

(2) Cass. 19 décembre 1872. D. 72, 5, 141.

l'acquittement du prévenu. En effet, dans l'officier du ministère public, il y a deux caractères distincts : celui d'agent de la société pour la poursuite des délits, celui d'organe de la loi pour requérir l'application des peines aux prévenus qui sont l'objet de cette poursuite. Lorsque les prévenus lui paraissent coupables, ses fonctions d'organe de la loi et celles d'agent de la société se trouvent en harmonie ; mais s'ils lui paraissent innocents, alors, organe de la loi, il propose, en cette qualité, le rejet de l'action qu'il a formée comme agent de la société. Mais, sa demande n'en subsiste pas moins ; le tribunal qu'il en a constitué juge en reste saisi et c'est aux magistrats à décider si l'organe de la loi doit l'emporter contre l'agent de la société. S'il en était autrement, après que le ministère public aurait, à la suite des débats, donné ses conclusions en faveur du prévenu, il deviendrait impossible au tribunal de rendre même un jugement d'absolution. Ces conclusions, en effet, emportant désistement de l'action publique, cette dernière serait éteinte de plein droit ; il ne resterait plus rien à juger, les juges ne pourraient plus délibérer.

Le même motif qui s'oppose à ce que le Ministère public puisse transiger sur son action, s'oppose à ce qu'il puisse s'en désister. Cette action ne lui appartient pas ; il est tenu de l'exercer dans tous les cas prévus par la loi, et, dès qu'elle est formée, elle saisit les tribunaux qui sont tenus à leur tour de l'examiner. Chacun de ses actes, aussitôt qu'il les a accomplis, devient un acte public qu'il ne peut rétracter et que les juges seuls peuvent apprécier.

CHAPITRE IV

Formes et effets du désistement

Nous avons peu de choses à dire sur les formes du désistement, car la loi n'en a pas prescrit. L'article 66 s'est borné à dire, comme l'article 5 du titre III de l'ordonnance de 1670 que cet acte doit être signifié ! L'article 92 du Code du 3 brumaire an IV, exigeait un acte notifié au greffe. Il faut, en effet, un acte signé du plaignant ou d'un fondé de pouvoir, puisque l'acte qui l'a constitué partie civile ne peut être détruit que par un acte de la même nature ; il faut que cet acte soit signifié au Ministère public et au prévenu si la poursuite a été entamée, puisque la loi ne fait cesser la responsabilité des frais qu'à compter de cette signification, et puisqu'il importe, d'ailleurs, tant à l'accusation qu'à la défense de connaître s'il existe ou non une partie civile en cause. Enfin, il suffit, quelle que soit la forme de la rédaction de l'acte de désistement, qu'il constate la déclaration de la partie civile de se dessaisir de la qualité qu'elle avait prise, et que cette déclaration soit signifiée au Ministère public et au prévenu, dans le cas où une poursuite a été commencée. — En ce qui concerne le prévenu, il a été jugé que le désistement

peut être valablement donné à l'audience par un avocat, en présence de son client et de son aveu ; car, en son absence, le désistement serait sans valeur. Si, à l'audience de la Cour, l'individu condamné correctionnellement se désiste de l'appel par lui interjeté du jugement qui le condamne, c'est pour la Cour un droit et une obligation de décider si ce désistement est régulier en la forme et, en outre, s'il a été librement consenti. En effet, le désistement d'appel n'a pour effet de dessaisir les juges du second degré qu'autant qu'ils en ont constaté la régularité et la validité (1).

Voyons maintenant les effets du désistement. Ils concernent seulement les frais et les dommages-intérêts. Relativement aux frais, le désistement opéré dans les vingt-quatre heures qui courent de la date de l'acte dans lequel les conclusions ont été prises, décharge le plaignant de tous les frais faits ultérieurement à la signification. Si le désistement n'intervient qu'après l'expiration des vingt-quatre heures, il est considéré comme non avenu, et la partie civile est responsable de tous les frais de la procédure, comme si elle ne s'était pas désistée (2).

Relativement aux dommages-intérêts, le désintéressement ne produit pas les mêmes effets. Dans l'ancienne jurisprudence, le plaignant, lors même qu'il s'était désisté dans les vingt-quatre heures, était passible des dommages-intérêts de l'accusé, « à

(1) Poitiers, 15 février 1855. — D. P. 55, 2, 268.

(2) Paris, 18 juin 1887. — Lyon, 19 décembre 1887.

raison, dit Jousse, de l'injure qui naît de l'accusation » (1).

Cette décision doit encore être appliquée, car la loi, en le déchargeant des frais, ajoute : « Sans préjudice des dommages-intérêts des prévenus, « s'il y a lieu », Il est visible, en effet, que le désistement de la partie civile tend à alléger les conditions de l'accusé, d'abord en lui enlevant l'un de ses adversaires, ensuite en établissant une sorte de présomption en sa faveur, cet acte ne détruit pas néanmoins tous les effets de la plainte qui subsiste à titre de dénonciation après que la partie s'est désistée. Ainsi, s'il est reconnu que cette plainte est injuste ou calomnieuse, et s'il en résulte pour le prévenu un dommage quelconque, il est équitable que le dommage soit réparé, et le désistement de la partie, même accompli dans les vingt-quatre heures, ne saurait l'affranchir de la responsabilité qu'elle a assumée pour un mal que ce désistement n'efface qu'en partie.

(1) Jousse, t. III, page 71.

SECTION VIII

Des frais et droits d'enregistrement

Après les explications qui viennent d'être données relativement à la procédure suivie en appel correctionnel, nous devons nous demander à qui incombe la responsabilité des frais.

Une règle fondamentale domine cette matière : Tout prévenu qui succombe en appel doit être condamné aux frais (art. 194 du Code d'Instruction criminelle). Il est évident, d'abord, que le prévenu ne peut être considéré comme ayant succombé lorsqu'il est acquitté sur tous les chefs de l'accusation ; l'on ne pourrait même lui faire supporter une partie des frais, sous le prétexte qu'il aurait donné lieu par sa faute à la poursuite. Il n'en est pas des frais comme des dommages-intérêts, ils ne sont pas, comme ceux-ci, la conséquence immédiate du fait poursuivi, mais de la poursuite elle-même. Dans quel cas l'accusé succombe-t-il aux yeux de la loi ? Il importe de distinguer plusieurs hypothèses ; d'abord, celle où l'appel émane du prévenu, ensuite celle où il a été interjeté par le ministère public et à laquelle on peut rattacher celle où il y a à la fois

appel du ministère public et du prévenu, enfin celle où il y a en cause une partie civile.

Lorsque le prévenu a lui-même interjeté appel du jugement de première instance, il succombe toutes les fois que le jugement est confirmé purement et simplement et toutes les fois que la qualification seule a été modifiée. Si la peine a simplement été réduite ou changée, il n'en sera pas moins tenu des frais ; car, malgré cette réduction, la condamnation dont il demandait la réformation a été maintenue : « Sans doute, dit « M. Blanche (1), « il a fait juger que l'infraction qu'il a commise « est moins grave que celle dont les premiers « juges l'avaient déclaré coupable, mais il n'a « pas été déchargé des poursuites dont il est « l'objet ; il continue à être déclaré coupable « d'une infraction punissable et à subir une condamnation principale ». — Mais que décider si un prévenu, condamné pour deux délits distincts, a été renvoyé par la Cour de l'un des chefs de la prévention ? Nous devons, pour répondre à cette question, nous occuper d'abord des dépens de première instance. Le prévenu devra-t-il supporter les frais occasionnés par l'instruction des deux délits ? Il faut répondre négativement, il n'y aura lieu en effet de laisser à sa charge que les frais occasionnés par l'instruction du délit dont il a été reconnu coupable, à la condition toutefois que chacun des faits ait occasionné des actes de pro-

(1) BLANCHE, *Étude sur le Code pénal*, t. I, n° 329.

cédure nettement séparés ; ce sera dans le cas contraire seulement, c'est-à-dire si cette distinction n'a pu être établie qu'il devra être condamné à tous les dépens. Quant aux frais d'appel, si le prévenu a, dans sa déclaration au greffe, limité son appel au seul chef sur lequel il est acquitté, il ne les supportera pas ; et, si l'appel est général, il les supportera entièrement. Enfin, lorsqu'après avoir porté appel, le prévenu se désiste et que la Cour lui a donné acte de son désistement, les frais d'appel restent à sa charge.

Passons maintenant à l'hypothèse indiquée ci-dessus : celle où l'appel a été interjeté par le ministère public ; hypothèse à laquelle nous avons rattaché la suivante : appel a été porté à la fois par le prévenu et le ministère public.

Nous avons vu dans le cours de notre étude, que le ministère public, devant la juridiction répressive, agit dans l'intérêt de l'ordre public, et exerce au nom et pour le compte de l'État la mission qui incombe à ce dernier d'assurer la répression des infractions commises. A ce titre, il ne saurait être condamné aux frais. Cette règle résulte implicitement des articles 162, 176, 194, 368 du Code d'Instruction criminelle ; elle s'applique également aux magistrats instructeurs qui fournissent l'ordonnance à l'arrêt de renvoi ; cependant, si l'on se prétend en droit de réclamer des dommages-intérêts au magistrat à qui l'on impute un dol, la seule voie de la prise à partie est ouverte contre lui.

A ce principe de l'immunité des frais pour les magistrats du ministère public et les juges ins-

tructeurs, il est bon de signaler la dérogation apportée par l'article 415 du Code d'Instruction Criminelle, ainsi conçu : « Dans le cas où, soit la « Cour de Cassation, soit une Cour d'appel annu-
« lera une instruction, elle pourra ordonner que
« les frais de la procédure à recommencer seront
« à la charge de l'officier ou juge instructeur qui
« aura commis la nullité. — Néanmoins, la présente
« disposition n'aura lieu que pour des fautes graves.»
Remarquons que cette décision se rapporte plus spécialement à des officiers ministériels, car l'immunité du ministère public est un principe de droit public (1).

Quelles sont les conséquences de l'appel du ministère public sur la condamnation aux frais ? Sur cette question, la jurisprudence a varié. La Cour de Cassation avait d'abord décidé que, dans le cas où un jugement de première instance serait confirmé, le prévenu serait condamné aux frais faits sur l'appel du ministère public. Dans la suite, revenant sur sa première décision, elle a décidé que les frais auxquels donnerait lieu un appel mal fondé du ministère public, soit que la peine ait été réduite, soit qu'il y ait eu confirmation du jugement, ne pourraient être mis à la charge du condamné qui ne s'est pas porté appelant ; en pareil cas, il ne supporterait que les frais de l'arrêt confirmant la condamnation. Si, au contraire, l'appel du ministère public est reconnu bien fondé, le

(1) Cass. 20 novembre 1880. D. P. 81, 1, 144.

prévenu succombe et doit être condamné aux dépens.

Enfin, s'il y a tout à la fois appel du prévenu et du ministère public, la situation n'est pas modifiée ; le prévenu succombe et doit supporter les frais dès qu'il ne réussit pas dans son appel, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du résultat de l'appel formé par le ministère public.

Il nous reste un cas à examiner : c'est celui où l'appel émane de la partie civile.

La partie civile est responsable des frais du procès ; si elle peut seule, parmi les plaignants, former une demande en dommages-intérêts, seule aussi elle supporte le poids de cette responsabilité. C'est cette condition onéreuse qui restreint le nombre des plaignants se portant parties civiles. La condamnation aux frais qu'ils peuvent encourir, comprend en effet non-seulement les frais que peut occasionner leur action civile, mais encore ceux du procès criminel auquel elle se rattache. Le législateur a voulu que la partie civile use avec modération du droit qui lui est donné de mettre en mouvement l'action publique ; c'est pour cette raison qu'en matière de simple police et correctionnelle, la partie civile doit faire la consignation préalable des frais ; c'est là une sorte de cautionnement, de frein aux plaintes légères.

En appel, la partie civile continue à être passible des frais, même si elle n'a pas attaqué le jugement, peu importe que cet appel émane du prévenu ou du ministère public ; de même,

si le prévenu est acquitté ou absous; sans être condamné aux dépens, c'est la partie civile qui succombe et paye les frais. Il suffit qu'elle ait été mise en cause: et, le ministère public, dans le cas où elle aurait été désintéressé et que le condamné n'aurait porté appel qu'au point de vue de la quotité de la peine, a le droit de l'y appeler.

Pour compléter cette étude, nous devons dire quelques mots des frais de timbre et d'enregistrement. Il est de principe que la partie qui succombe doit supporter les frais que la partie adverse a occasionnés pour arriver à produire les pièces nécessaires à l'examen du procès. Ces frais en effet, sont le résultat de la contestation soulevée; dès lors, il est juste qu'ils soient compris dans les dépens et restent à la charge du condamné. C'est tout à la fois une application des principes généraux du droit et des dispositions spéciales des articles 70 de la loi du 22 frimaire an 7 et 74 de la loi du 25 mars 1817, qui prescrivent de mettre à la charge des condamnés les droits de visa pour timbre et d'enregistrement de tous les actes ayant pour objet non-seulement la poursuite, mais même la constatation des délits et contraventions.

SECTION IX

Comparaison de l'appel civil, de l'appel correctionnel et de l'appel en matière de simple police

Nous venons d'examiner les principes de l'appel en matière correctionnelle, voyons maintenant quels sont ceux qui régissent l'appel civil et l'appel de simple police. De cette étude, apparaîtront immédiatement les différences et les ressemblances de ces appels.

I

En matière correctionnelle, toute affaire sans exception est soumise à deux degrés de juridiction, quelle que soit la nature du litige ou sa quotité. En matière civile, cette règle reçoit exception en ce sens que certaines causes ne sont soumises qu'à un degré de juridiction, suivant leur nature ou suivant leur quotité.

De lois ou de dispositions spéciales, notamment de la loi du 7 septembre 1790, article 2, de la loi du 22 frimaire an VII, articles 64 et 65, lorsque le trésor plaide contre les contribuables, il résulte que les tribunaux civils d'arrondissement sont seuls compétents pour statuer en premier et dernier ressort sur les contestations relatives à la perception de certains impôts indirects. Il faut ajouter à ces exceptions à la règle des deux degrés de juridiction, celles qui résultent des articles 652, 703 et 730 du Code de procédure civile, et de l'article 32 de la loi du 30 juin 1838. Voilà pour ce qui concerne la nature du litige ; la grosse différence avec l'appel correctionnel vient surtout de la quotité de la demande ou de l'intérêt du procès.

A ce point de vue, la loi du 11 avril 1838 apporte une dérogation bien plus large à la règle de l'appel. Les tribunaux de première instance connaîtront en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 francs de principal et des actions immobilières jusqu'à 60 francs de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail. Cette loi interdit donc l'appel dans toutes les affaires inférieures au chiffre ci-dessus.

L'article 172 du Code d'Instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police pose les mêmes principes. Il faut qu'un emprisonnement soit prononcé ou que les amendes, restitutions ou autres réparations civiles, excèdent la somme de 5 francs. Distinction également basée sur la nature et la quotité du procès ; à la différence que, dans le

cas d'appel de simple police, l'on s'appuie sur la décision et en matière civile sur la demande.

Nous n'allons pas entrer dans les distinctions qu'entraîne la question de savoir si une cause, d'après sa quotité, est ou non sujette à appel; il nous faudrait examiner si une créance est divisible ou non, ce qu'entend la loi par 1500 fr. de principal, et si la loi comprend dans la quotité le chiffre des dommages-intérêts réclamé. Nous constatons seulement la différence qui existe entre cette matière et l'appel correctionnel; cependant, d'après l'article 454 du Code de procédure, tout jugement statuant sur l'incompétence, quel que soit l'intérêt ou la nature du litige, est susceptible d'appel.

II

En matière correctionnelle et de simple police, il n'y a pas d'appel incident. La disposition de l'article 443 du Code de procédure sur ce genre d'appel est inapplicable. La faculté d'appeler incidemment, en effet, en matière civile, repose sur la présomption que l'intimé s'est abstenu d'appeler sous la condition tacite que son adversaire s'en abstiendrait également. Or, en matière de simple police où la condamnation seule ouvre la voie de l'appel au condamné, il est impossible de prêter le même raisonnement à la partie civile et au ministère public. En matière correctionnelle, c'est dans le délai fixé que toutes les parties sont tenues de

porter appel ; et alors l'appel incident ne se comprendrait plus, car la disposition de l'article 203 du Code d'Instruction Criminelle est complètement incompatible avec l'article 443 du Code de procédure, ainsi que nous allons le voir ci-dessous en comparant les formes de l'appel.

III

Nous avons précédemment étudié l'article 215 du Code d'Instruction criminelle concernant le droit d'évocation pour la Cour en matière correctionnelle. Pour l'appel civil, l'article 473, § 1 du Code de procédure donne dans ces cas, le droit à une Cour saisie de l'appel d'un jugement interlocutoire d'évoquer, c'est-à-dire d'attirer à elle le fond de l'affaire sur lequel les premiers juges n'ont pas encore statué. Notre article 473 soumet ce droit d'évocation à trois conditions ; il faut : 1^o que le fond soit disposé à recevoir une décision définitive ; 2^o que la Cour statue sur l'interlocutoire et sur le fond par un seul arrêt ; 3^o qu'elle infirme le jugement de première instance sur l'interlocutoire. Le deuxième alinéa de l'article 473 permet le droit d'évocation dans d'autres cas que celui d'un jugement interlocutoire, mais toujours sous les trois conditions précitées ; par exemple, quand la Cour infirme pour des vices de forme ou pour tout autre motif pris en dehors du fond un jugement définitif rendu par un tribunal de première instance. Enfin,

nous devons ajouter que l'évocation suppose que le tribunal qui l'exerce est compétent pour la faire comme tribunal de second degré ; le droit d'évocation suppose donc que l'affaire est, par elle-même, au fond, sujette à appel.

En matière correctionnelle, tout étant d'ordre public, il n'y a pas lieu de se demander, lorsque la Cour ne se trouve plus dans les conditions requises pour l'évocation, si elle pourrait, du consentement de toutes les parties, évoquer le fond ; en matière civile, il en est tout autrement et il est admis, par la jurisprudence du moins, que les parties maîtresses de leurs droits, peuvent d'un commun accord renoncer au premier degré de juridiction et porter leur différend devant les juges du second.

IV

L'article 203 du Code d'Instruction criminelle nous dit dans quel délai l'on peut interjeter appel en matière correctionnelle. Si l'on rapproche de ce texte les dispositions de l'article 443 § 1 Code de procédure, nous voyons apparaître de nombreuses différences. En matière civile, le délai pour interjeter appel est de deux mois : il court, pour les jugements contradictoires, du jour de la signification à personne ou à domicile. Ce délai est franc, car, pour le calculer, il faut laisser de côté le jour

de la signification et celui de l'échéance : si le lendemain de l'échéance est un jour férié, l'appel peut encore être fait le jour suivant. Cependant, bien que le délai ait cette nature, il ne s'augmente pas d'un jour à raison des distances ; la longueur même du délai le prouve : deux mois suffisent dans toutes les parties de la France pour interjeter appel. D'un autre côté, toutes les fois que le législateur a voulu que le délai d'appel soit augmenté, il a eu soin de le dire dans des dispositions spéciales ; l'article 203 du Code d'Instruction Criminelle nous en fournit un exemple.

Ce n'est donc pas du jour de la sentence civile prononcée que les délais commencent à courir, mais seulement du jour de sa signification à personne ou à domicile ? Pourquoi cette disposition ? C'est qu'en général, le jugement simplement prononcé n'est pas réputé connu ou du moins bien connu de la partie condamnée : « *paria sunt non esse et non significari* » ; tant que le jugement n'est connu que par des paroles fugitives prononcées à l'audience, il est permis d'en alléguer cause d'ignorance. Il faut donc se mettre en demeure d'appeler et faire courir les deux mois par une signification.

Ce délai de deux mois n'est pas invariable ; le Code de procédure renferme un assez grand nombre d'articles dans lesquels le délai d'appel est réduit à un terme beaucoup plus bref que celui de deux mois : tels sont les articles 731, 762, 809 ; il est tantôt de cinq, de dix, tantôt de quinze jours, pour quelques cas particuliers de jugements.

L'alinéa 2 de l'article 443 du Code de procédure s'occupe des jugements par défaut. Pour interjeter appel de ces jugements, le délai est également de deux mois ; mais le point de départ est différent : il commence seulement au jour où l'opposition à ce jugement n'est plus recevable. Si avait été interjeté appel pendant les délais de l'opposition, il y aurait nullité absolue. Tant que l'opposition est recevable, le premier degré de juridiction n'est pas épuisé et dès lors le tribunal du second degré est incompétent *ratione materiæ* pour connaître de l'affaire ; c'est l'application de l'article 455 du Code de procédure. En matière correctionnelle, au contraire, si le jugement a été rendu par défaut, le délai d'appel a le même point de départ que celui d'opposition.

Quant à l'appel de simple police, les délais étaient réglés par l'ancien article 174, ainsi conçu : « Cet appel sera interjeté dans les dix jours de la signification de la sentence à personne ou à domicile ». Ce texte soumettait donc à une même règle les jugements contradictoires et les jugements par défaut.

Mais on a vu plus haut, page 51, que la loi du 6 avril 1897 a modifié cet article 174 et posé une règle semblable à celle que l'article 203 édicte pour l'appel en matière de police correctionnelle. Désormais donc la différence ancienne, qui ne pouvait s'expliquer qu'historiquement, a disparu entre les dispositions des deux articles 174 et 203 du Code d'Instruction criminelle. Pour l'appel correctionnel, comme pour l'appel en matière de simple police, la

règle c'est donc qu'il faut une déclaration au greffe dans les dix jours, soit de la prononciation de la sentence attaquée, soit de sa signification, si elle est par défaut.

V

Nous avons vu qu'en matière correctionnelle, l'appel est formé par une déclaration faite au greffe du tribunal qui a prononcé le jugement ; nous avons même ajouté que cette forme était prescrite à peine de nullité et ne pourrait être remplacée par aucun autre acte.

En matière civile, le Code de procédure exige que l'appel soit déclaré par un exploit dans la forme ordinaire et contienne assignation de l'intimé dans les délais de la loi. Comme l'acte d'appel n'est pas un simple acte de procédure, mais bien le début d'une instance nouvelle, la provocation à un combat nouveau, a dit Bigot-Préameneu, il doit être signifié, non pas comme les actes de procédure d'avoué à avoué, mais comme les ajournements, à personne ou à domicile et doit être conforme aux règles de l'article 61.

En matière de simple police, l'ancien article 174 n'indiquait point en quelle forme l'appel devait être interjeté et l'on avait beaucoup discuté sur la question. On décidait généralement que l'appel pouvait, au choix de la partie appelante, être formé par acte

d'huissier, comme en matière civile, soit par déclaration au greffe, conformément à l'article 203 du Code d'Instruction criminelle.

On sait qu'aujourd'hui cette dernière forme est seule admise par l'article 174, tel que l'a modifié la loi du 6 avril 1897.

VI

Après ce rapide aperçu des différences qui existent en matière civile et en matière correctionnelle, au point de vue de l'appel, nous devons, pour finir, signaler les différences qui distinguent les pourvois en cassation en ces diverses matières :

Le pourvoi en cassation, on le sait, n'est jamais admis que contre les décisions en dernier ressort. Il est permis en matière de simple police, alors même que l'appel n'est pas recevable, article 177, du Code d'Instruction criminelle.

Il est ouvert, en matière correctionnelle et de police, au prévenu, au Ministère public, à la partie civile et aux personnes civilement responsables ; article 216 du Code d'Instruction criminelle, comparez encore articles 411, 413 et 414 du Code d'Instruction criminelle.

En toute matière, le délai du pourvoi est de trois jours francs ; article 373 du Code d'Instruction criminelle.

En matière civile, au contraire, le délai ordinaire du pourvoi est de deux mois, à compter de la signification du jugement ou arrêt.

Exceptionnellement, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le délai est de trois jours, comme en matière répressive; article 20, loi du 3 mai 1841.

En cette matière aussi, comme en matière pénale, il est formé par déclaration au greffe du Tribunal.

Ordinairement, le pourvoi en cassation se forme en matière civile, par une requête signée d'un avocat à la Cour de cassation et la consignation préalable d'une amende est nécessaire.

En matière correctionnelle et de police, il y a dispense de consignation d'amende pour les individus condamnés à une peine emportant privation de la liberté et pour ceux qui justifient de leur indigence; article 420 du Code d'Instruction criminelle.

En matière répressive, contrairement à la règle applicable en matière civile, le pourvoi en cassation produit nécessairement un effet suspensif : article 373 du Code d'Instruction criminelle.

Il n'y a pas lieu à examen préalable portant sur l'admissibilité du pourvoi, comme en matière civile. La chambre criminelle de la Cour de cassation statue directement, rejette le pourvoi, ou prononce la cassation; article 426 et suivants du Code d'Instruction criminelle.

On voit, par la comparaison rapide à laquelle nous venons de nous livrer, combien intéressants sont ces rapprochements, entre les matières civiles, d'une part et d'autre part, les matières correctionnelles et de simple police.

SECTION X

Statistique

Quelques chiffres empruntés au dernier « compte général de l'Administration de la justice criminelle, en France » se référant à l'année 1894 donneront une idée exacte de l'importance pratique de l'appel en matière correctionnelle.

Il ressort de ce document officiel qu'en l'année 1894 le nombre des affaires jugées en appel devant les chambres correctionnelles des Cours a été de 13,625 avec 15,910 prévenus, que sur ces 15,910 prévenus 12,966 étaient appelants, 1,155 intimés et 1789 appelants et intimés tout à la fois.

Sur ces 13,625 arrêts rendus, 9,911 ont été confirmatifs et 3,714 infirmatifs en tout ou en partie.

Les 9,911 arrêts confirmatifs on atteint 11,478 prévenus et se décomposent à leur égard ainsi qu'il suit :

- 1° Confirmatifs d'acquiescement pour 386 prévenus.
- 2° Confirmatifs de condamnation pour 11,032 prévenus.
- 3° Confirmatifs d'incompétence pour 59 prévenus.

Les 3,714 arrêts infirmatifs concernent 4,433 prévenus et à leur égard se répartissent ainsi :

1° Les arrêts condamnant des individus acquittés ont atteint 278 prévenus.

2° Les arrêts acquittant des condamnés ont atteint 719 prévenus.

3° Les arrêts aggravant la peine ont atteint 1,374 prévenus.

4° Les arrêts la diminuant ont atteint 1,984 prévenus.

5° Ceux résolvant la question de compétence de la juridiction correctionnelle ont atteint 78 prévenus.

De ces chiffres apparaît avec la plus grande évidence l'utilité de l'appel, puisqu'un quart environ des prévenus et des jugements qui les frappent correctionnellement sont réformés en tout ou en partie par les Cours : cette constatation seule suffit à démontrer sa nécessité.

Le nombre des prévenus acquittés qui étaient détenus lorsque l'appel a été jugé est de 238.

Pour 102 d'entre eux la prévention a été de moins d'un mois.

Pour 108 d'entre eux la prévention a été de un à deux mois.

Pour 23 d'entre eux la prévention a été de deux à trois mois.

Pour 5 d'entre eux la prévention a été de plus de trois mois.

Total : 238

Le rapport infime de ce chiffre avec celui des prévenus 15,910 met en pleine lumière la rapidité avec laquelle les affaires sont jugées devant les Cours et l'inanité de l'argument produit contre l'institution de l'appel consistant à dire qu'il entraîne ce mauvais résultat de prolonger la détention préventive : c'est là une erreur.

En appliquant à chaque nature d'affaires les chiffres ci-dessus, on constate que les vols simples occupent le premier rang. Il y a eu en 1894 de ce seul chef 4,523 appels avec 3,787 prévenus sur lesquels 2,866 jugements ont été confirmés et 921 infirmés en tout ou partie. Le vagabondage occupe le second rang 1,623 appel et 1,567 prévenus dont 413 infirmations ; puis les coups et blessures volontaires avec 1,520 appels et 1,244 prévenus dont 405 infirmations et la mendicité avec 1,132 appels, 1,033 prévenus et 274 arrêts infirmatifs.

Ces quatre chefs sont de beaucoup les plus importants.

Dans ces chiffres totaux il nous semble intéressant de remarquer que la Cour de Caen prend le cinquième rang, après Paris, Douai, Rouen et Aix.

Elle a jugé 594 appels correctionnels, avec 684 prévenus en 1894.

566 de ces derniers étaient appelants, 26 intimés, 92 appelants et intimés tout à la fois.

Il y a eu 452 arrêts confirmatifs et 142 arrêts infirmatifs en tout ou partie.

En ce qui concerne les arrêts confirmatifs, ils se répartissent ainsi à l'égard des prévenus :

Pour 4 d'entre eux, ont été rendus des arrêts confirmatifs d'acquittement ;

Pour 514 d'entre eux, ont été rendus des arrêts confirmatifs de condamnations.

Pour 1 d'entre eux a été rendu un arrêt d'incompétence.

Voici la proportion des arrêts infirmatifs :

Pour 5 prévenus ont été rendus des arrêts condamnant des individus acquittés ;

Pour 28 prévenus ont été rendus des arrêts acquittant des individus condamnés ;

Pour 100 prévenus ont été rendus des arrêts aggravant la peine prononcée ;

Pour 28 prévenus ont été rendus des arrêts diminuant la peine prononcée ;

Pour 4 prévenus ont été rendus des arrêts de compétence ou d'incompétence.

Dans aucune affaire la Cour n'a ordonné une nouvelle comparution de témoins.

Deux prévenus seulement ont été acquittés, qui étaient retenus lorsque l'appel a été jugé.

Aucune affaire n'a été jugée correctionnellement par la Cour en vertu des articles 479 et 483 du Code d'instruction criminelle et de l'article 10 de la loi du 20 avril 1810.

Un dernier chiffre nous montre toutes les garanties que présente l'appel pour l'administration d'une bonne justice, en ce qui concerne l'application juridique des lois pénales :

Les 13,625 arrêts rendus par les Cours en matière correctionnelle n'ont donné lieu qu'à 1,482 pourvois en cassation et à 71 cassations seulement.

La Cour de Caen entre dans ces chiffres pour un total de 90 pourvois en cassation, dont 13 en matière criminelle et 73 en matière correctionnelle, tous formés par les parties privées ; aucun par le Ministère public.

La Cour suprême a sur ces 90 pourvois rendu 64 arrêts, dont un seul de cassation, tous les autres étant des arrêts de rejet.

Ce sont là des constatations réconfortantes pour les justiciables, puisque l'on peut affirmer que les lois pénales, garanties de l'ordre public et de la liberté de chaque citoyen, sont appliquées juridiquement par les tribunaux français avec une science et une sagesse, on peut le dire, véritables.

SECTION XI

Aperçu du droit d'appel dans les législations étrangères

Il n'est pas sans intérêt, avant de clore cette étude, de jeter un coup d'œil rapide sur les législations qui nous entourent. Toutes sont unanimes à reconnaître la juridiction d'appel ; nous verrons, cependant, que ce droit est plus ou moins étendu chez certains peuples ; les uns, comme les Bays-Bas, admettent l'appel aussi bien contre les jugements statuant sur des délits que contre les jugements émanant des juges de canton ; les autres, comme l'Allemagne, ne reconnaissent l'appel qu'à l'égard des jugements des tribunaux d'échevins, et nous verrons qu'en Autriche-Hongrie l'appel, en général, n'est pas admis contre les jugements des tribunaux correctionnels (1).

(1) En ce qui concerne cette partie de notre thèse, nous nous sommes appuyés presque exclusivement sur les données et les documents du *Recueil des Pandectes françaises*, concernant les législations étrangères.

I. — Allemagne

D'après le Code de procédure pénale allemand, la juridiction criminelle est exercée à l'égard des délits de droit commun, en premier lieu, par les tribunaux d'échevins, par les tribunaux régionaux, les cours d'assises, les tribunaux régionaux supérieurs et, enfin, le tribunal de l'Empire.

Une grave discussion s'est ouverte au sein du Reichstag, lors des délibérations sur le projet du Code ; fallait-il, comme en matière civile, admettre en matière répressive, l'institution de l'appel ? Le Gouvernement proposait de supprimer le droit d'appel ; la commission du Reichstag commença par repousser cette proposition du pouvoir exécutif, puis elle l'accepta en partie ; elle distingua selon que le jugement à attaquer émanait du tribunal des échevins ou de toute autre juridiction ; elle n'admit le recours d'appel que contre les décisions de la première catégorie.

Pour arriver à un tel résultat, on s'est appuyé sur des motifs que M. Fernand Daguin, traducteur du Code de procédure allemand a résumés de la façon suivante : « On a fait observer, pour justifier cette
« distinction, que la procédure en usage devant les
« tribunaux d'échevins présentait moins de garantie
« pour l'inculpé que la procédure devant les autres
« juridictions ; que les débats, notamment, n'étaient

« jamais précédés d'une instruction préalable ; que
« certaines restrictions pouvaient être imposées à la
« production des preuves à décharge ; qu'enfin, ces
« tribunaux étant composés de trois juges, dont un
« seul possédant des connaissances juridiques, il
« était équitable de permettre aux intéressés de sou-
« mettre l'affaire à un second examen, devant des
« juges plus éclairés » (1).

Peut-être eût-il été préférable d'admettre une règle uniforme, et en faveur de la suppression complète du droit d'appel en matière répressive au regard de la question de culpabilité, tout au moins on eût pu faire remarquer qu'en première instance la procédure est toujours orale.

Malgré ces considérations, qui, en théorie pure, peuvent avoir une certaine valeur, il y a lieu de signaler en Allemagne un mouvement très marqué en vue de rétablir la faculté d'appel à l'égard des jugements qui, d'après le nouveau Code de procédure pénale, sont à l'abri de ce recours et ne peuvent tomber que pour inobservation de la loi, à la suite d'une demande en révision. A la séance du Reichstag du 10 décembre 1884, la proposition de M. Nunckel fut l'objet d'une discussion très complète ; elle avait pour but de demander le rétablissement du droit d'appel à l'égard des décisions rendues par les chambres criminelles des tribunaux régionaux ; le projet fut renvoyé à une commission qui l'approuva ;

(1) FERNAND DAGUIN, introduction, traduction du Code de procédure allemand du 1^{er} février 1877, p. 110.

puis, aux séances qui suivirent, on s'inspira de la nécessité de donner au justiciable de meilleures garanties pour la décision de la question de fait. Mais, malgré tant de promesses, la réforme n'a pas encore abouti, et le projet a été repris en 1887.

Quoiqu'il en soit des mouvements de l'opinion en Allemagne, l'appel n'est admis qu'à l'égard des tribunaux d'échevins. Il est possible non-seulement contre les décisions rendus par le juge de bailliage assisté de deux assesseurs, mais encore contre celles émanant du juge de bailliage siégeant seul dans l'hypothèse réglée par l'article 211 § 2. L'appel peut être formé par les parties ou par le Ministère public; il est porté devant la Chambre criminelle du tribunal régional. Les intéressés, pour interjeter appel, jouissent d'un délai d'une semaine et ils doivent le former devant le tribunal qui a rendu la décision attaquée.

Pour calculer le délai, il faut faire une distinction : si le jugement a été prononcé en présence du prévenu, le laps de temps a pour point de départ le jour du jugement, s'il a été prononcé en son absence, il ne commence à courir que du jour de la signification.

Comment l'appel est-il interjeté ? D'après le Code de procédure pénale allemand, il faut une déclaration faite devant le greffier, qui en dresse procès-verbal; il peut encore être interjeté par un acte écrit. Dans la semaine qui suit l'expiration du délai d'appel, ou, si le jugement n'a point encore été signifié à cette époque, dans la semaine qui suit

cette signification, l'appelant peut produire les motifs justifiant la requête en déposant à cet effet un mémoire écrit ou en faisant une déclaration dans ce but au greffier du tribunal qui a statué en première instance. Cette formalité n'est point toutefois prescrite à peine de nullité ; l'appelant peut attendre, pour exposer ses motifs, le moment de la comparution devant la juridiction d'appel ; celle-ci est en effet saisie par le fait seul du dépôt du recours. Si, d'après le tribunal d'appel, les prescriptions relatives aux formes de l'appel ont été violées, l'appel doit être déclaré non recevable ; alors, le tribunal saisi rend un décret qui est susceptible d'être attaqué au moyen d'un pourvoi immédiat porté devant le tribunal régional supérieur.

Avant les débats, il existe des préliminaires ; le prévenu est expressément averti, dans la citation, des conséquences qu'entraînerait sa non-comparution. Les témoins et les experts entendus devant le Tribunal des échevins doivent être, en règle générale, cités à nouveau devant le Tribunal régional ; toutefois, ils peuvent être dispensés de cette nouvelle comparution dans le cas où elle n'est pas jugée nécessaire. Des moyens de preuve nouveaux sont admissibles ; enfin, un rapporteur doit toujours être désigné pour exposer l'état de la question ; et à moins d'impossibilité pour les témoins et experts de se représenter, les procès-verbaux des enquêtes et expertises ne peuvent être lus sans l'agrément du Ministère public et du prévenu, dans le cas où leur comparution a été

réclamée en temps utile par ce dernier, et dans le cas où ils ont été cités à nouveau.

Si l'appel est reconnu fondé, le Tribunal d'appel statue sur le fond de l'affaire, après avoir infirmé le premier jugement, il peut aussi renvoyer l'affaire devant le Tribunal de première instance si les circonstances l'exigent, lorsque le jugement renferme un vice susceptible de motiver la révision pour cause de violation d'une règle relative à la procédure.

Enfin, comme tous les recours, l'appel peut être interjeté dans l'intérêt du prévenu par le représentant légal de celui-ci, et s'il s'agit d'une femme, par son mari; à cet effet, ces personnes jouissent des délais impartis aux intéressés eux-mêmes. Lorsque le jugement n'a été attaqué que par le prévenu, ou, dans son intérêt, par le Ministère public, où enfin par une des personnes dont il est question ci-dessus, le jugement dont est appel ne peut-être modifié au préjudice du prévenu.

II. — Autriche-Hongrie

1° Autriche

En général, l'appel n'est pas admis contre les jugements des Tribunaux correctionnels; il n'est possible que sur l'application de la peine et sur les intérêts civils, il est complètement exclu quant à la question de culpabilité, de telle sorte que, d'une part, l'inculpé condamné en première instance, ne

peut demander son acquittement en appel, et que, d'autre part, le Ministère public ne peut obtenir en appel une condamnation qui lui a été refusée en première instance.

Le Code autrichien n'accorde donc l'appel que contre l'application de la peine, et, même dans ce cas, les parties intéressées ne peuvent jamais exercer simultanément ce droit. Le condamné a le droit de faire appel, lorsque le Tribunal de première instance ne lui a pas accordé de circonstances atténuantes ; dans ce cas, le Ministère public ne peut attaquer le jugement rendu ; si au contraire, le Tribunal a admis des circonstances atténuantes, il peut seul user de cette faculté.

Remarquons que ces restrictions au principe de de l'appel, n'existent pas à l'égard des contraventions qui sont en première instance soumises à un seul juge, le tribunal de district ; aussi le législateur autrichien a-t-il cru devoir, en pareille circonstance, accorder à l'intéressé le recours de l'appel. Donc, nous voyons qu'en cas de contravention seulement, l'appel est admis avec l'ampleur que nous lui connaissons en France. C'est ainsi que l'appel, dans l'intérêt de l'accusé, peut être interjeté par lui-même ou par certaines personnes qui lui sont unies d'une façon particulière, c'est-à-dire par son conjoint, ses ascendants ou descendants ; s'il est mineur, l'inculpé ne peut s'opposer à ce que, dans son intérêt, ses père, mère ou tuteur forment un appel. Tant qu'à la partie civile, elle ne peut faire appel que pour la sauvegarde de ses intérêts personnels.

Dans les trois jours où l'accusé a acquis la connaissance du jugement, soit en entendant la lecture, soit de toute autre façon, la voie de l'appel lui est ouverte ; il doit à cet effet dénoncer ses intentions au tribunal de district (art. 466).

Dans les huit jours de la dénonciation de l'appel, l'intéressé peut transmettre un mémoire contenant ses griefs d'appel et l'énoncé des moyens de preuve dont il entend se prévaloir. Il doit, soit lors de la dénonciation de l'appel, soit dans l'acte d'appel, déclarer expressément contre quelles parties du jugement l'appel est dirigé ; à défaut de cette formalité, la Cour de première instance ne doit tenir compte ni de l'appel, ni, s'il y a lieu, des causes de nullité indiquées. Si la dénonciation a eu lieu oralement, le juge doit demander à l'appelant les motifs exacts de l'appel et lui signaler les conséquences que pourrait avoir son silence (art. 467).

La Cour de première instance doit, en premier lieu, rechercher à huis-clos si l'appel est recevable ou non, si le recours n'attaque la décision du Tribunal de district que relativement à la peine ou aux intérêts privés ; la Cour juge ensuite au fond. La déposition de nouveaux témoins ne doit être admise que si elle paraît de nature à prouver la fausseté de faits importants que le Tribunal de district avait cependant considérés comme fondés ; une nouvelle audition des premiers témoins et experts n'est admise que dans des circonstances analogues (Art. 470). Si l'on ne se trouve dans aucun des cas mentionnés ci-dessus, il y a lieu à des

débats publics sur l'appel ; et l'appelant doit, dans un délai qui varie selon les distances, mais qui ne peut être de moins de trois jours, préparer sa défense. Les débats commencent par un rapport fait par l'un des membres de la Cour ; il ne doit contenir aucun avis, aucune proposition, il n'y doit être fait mention que des faits de la cause, des parties essentielles de l'appel (art. 471).

La Cour doit borner son examen aux points du jugement dont est appel ; toutefois, quand, à l'occasion d'un appel interjeté par qui que ce soit, la Cour pense qu'une loi pénale a été inexactement appliquée au détriment de l'accusé, ou que les motifs d'une décision favorable à l'accusé s'appliquent à un coaccusé qui s'est abstenu d'attaquer le jugement sur ce point, la Cour doit procéder comme s'il y avait eu appel. Si l'appel a été interjeté dans l'intérêt de l'accusé, la peine prononcée contre lui ne peut être aggravée (art. 477).

2° Hongrie

La Hongrie ne possède pas encore de Code d'Instruction criminelle ; les règles suivies sont donc en principe celles qui résultent de la pratique ; il y a lieu, toutefois, de signaler certaines dispositions actuellement en vigueur qui résultent de textes législatifs. D'après les articles 39 et 40 de la loi XXXVI de 1880, la juridiction pénale est exercée, pour certains délits, par les Cours de justice, sans l'assistance du jury pour la grande majorité des

délits, et pour quelques contraventions par les Tribunaux royaux de district ; enfin, pour la plupart des contraventions, par les Tribunaux administratifs.

La loi VI de 1883 a eu pour but de remédier à cet état de choses. Elle décide que, dans un grand nombre de contraventions et dans les cas de délits d'injures punis d'une simple amende ou de lésion corporelle légère, l'appel des jugements des tribunaux de district sera porté aux Cours de justice ; et l'appel des décisions de ces dernières aux Cours royales ; mais ce dernier recours n'est donné que très exceptionnellement ; l'intéressé ne peut s'en prévaloir que si le jugement d'acquittement a été réformé en appel, ou que si la peine prononcée est privative de liberté, ou que, dans le cas où elle est pécuniaire, l'amende s'élève à plus de 200 florins. Le Ministère public ou la partie civile ne peuvent saisir la Cour royale que si la première condamnation a été effacée en appel, ou s'ils prétendent que le juge saisi était incompétent.

Dans les cas où les jugements des tribunaux de district sont encore directement déférés aux Cours royales, les arrêts de ces Cours ne peuvent plus être attaqués par le pourvoi en cassation que pour certains motifs indiqués par la loi (1).

(1) V. *Annuaire législation étrangère*, 1884, n. 380.

III. — Espagne

Le Code d'Instruction criminelle du 14 septembre 1882, dans ses articles 212, 216 et suivants, mentionne que la juridiction supérieure est exercée par le tribunal suprême, par les chambres criminelles des cours territoriales, par des cours criminelles. Ces dernières, instituées par une loi du 14 octobre 1882, forment, en matière criminelle, la juridiction de droit commun ; les chambres criminelles des cours territoriales et le tribunal suprême connaissent des délits commis par les personnes revêtues de certains titres ou de certains honneurs ; contre les décisions des cours criminelles, la voie de l'appel n'est pas ouverte.

Il en est autrement des affaires soumises à la juridiction inférieure ; c'est-à-dire des contraventions ; celles-ci, jugées en premier lieu par les juges municipaux, peuvent être déférées à ce que les Espagnols appellent des juges d'instruction tels qu'on les connaît en France, mais qui constituent chez eux, le dernier degré de la hiérarchie judiciaire, étant donné que les juges municipaux sont en dehors de la magistrature proprement dite.

L'appel est formé par une déclaration faite au greffe municipal ; l'acte doit être signé de l'appelant, et s'il ne sait signer, à ses risques, par un témoin ; ce recours n'est possible que pendant un jour franc. L'appel admis, les pièces originales doivent être

remises par le juge municipal au juge d'instruction ; avis est donnée au Procureur municipal, s'il a été partie au procès, et aux autres intéressés pour que, dans le délai de 5 jours, ils usent de leur droit devant le juge d'instruction.

Les pièces reçues par le juge d'instruction et le délai de cinq jours expiré, si l'appelant se présente, on indique un jour pour l'audience, et il en est donné connaissance aux parties dans les quarante-huit heures, au greffe ; si l'appelant ne se présente pas dans le délai de la citation, le juge le déclare déchu du bénéfice de l'appel, et aux frais de l'appelant, les pièces sont renvoyées au juge municipal.

Lorsque le juge d'instruction statue sur l'appel, l'audience est publique, et elle doit commencer par la lecture des pièces envoyées. Le ministère public doit être entendu si la contravention dont il s'agit est de celles pour lesquelles il peut poursuivre d'office. Après que les parties ont exposé leurs moyens, la sentence est rendue ; elle doit être notifiée au Procureur et aux intéressés. En seconde instance, il n'est admis aucune preuve autre que celle qui, ayant été proposée en première instance, n'a pu être fournie par une circonstance indépendante de la volonté de celui qui l'a proposée. Pour fournir cette preuve, il peut être accordé un délai qui ne peut être supérieur à dix jours.

Contre la sentence rendue en seconde instance, il ne peut y avoir d'autre recours que celui en cassation pour violation de la loi ; le délai pour se prévaloir de cette voie de recours extraordinaire est d'un jour

franc ; faute d'intenter le pourvoi en cassation dans ce bref délai, le juge d'instruction envoie au juge municipal les pièces originale accompagnées de la sentence rendue, pour que celui-ci procède à son exécution.

IV. — États-Unis

La république des États-Unis est une république fédérative : aussi ne doit-on pas s'étonner de rencontrer un système double de législation, et un système double de juridiction ; une législation et une juridiction fédérales s'étendant à toute la république ; des législations et des juridictions locales se restreignant à tel ou tel Etat particulier. En présence d'un pareil fait, il y aurait lieu d'indiquer quelle réglementation a reçue la matière de l'appel, selon que le jugement émane d'un tribunal fédéral ou d'un tribunal d'Etat ; et, dans ce dernier cas, selon que le jugement a été rendu par le tribunal de tel ou tel pays.

La dualité de juridiction serait une source de conflits sans nombre si le légistateur n'avait pris soin de déterminer quelles espèces rentreraient dans la compétence de tel ou tel Tribunal. A ce sujet, M. Magne nous donne des renseignements : (1) D'après la constitution, la juridiction du pouvoir judiciaire fédéral s'étend à tous les procès, en droit et en équité, qui peuvent résulter des dispositions

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1873, p. 55 et suiv.

de la constitution et des lois des Etats-Unis, et des traités faits ou à faire sous leur autorité ; à tous les litiges qui se déroulent entre un État et les citoyens d'un autre État. Jusque dans ces derniers temps, les Cours de circuit pouvaient aussi être saisies de litiges prenant leur source dans la législation fédérale ou introduits par le gouvernement, ou existant entre citoyens d'États différents.

La juridiction fédérale est exercée par la Cour suprême, par des Cours de circuit, et enfin par des Cours de district. C'est vers la Cour suprême que convergent tous les appels qui peuvent être portés contre les décisions des Tribunaux fédéraux, et même parfois contre celles des Tribunaux locaux ; aussi, a-t-on plusieurs fois tenté de la décharger d'une partie de sa tâche, notamment, en 1876, le Congrès fut saisi d'un projet qui aurait eu pour résultat, s'il avait été adopté, de créer un nouveau degré d'appel intermédiaire entre les Cours inférieures et la Cour suprême ; à cet effet, on aurait formé une Cour dite de révision, en réunissant, dans chaque circuit tous les juges de district, c'est-à-dire les membres mêmes de la juridiction inférieure. Au-delà de ce second degré, l'appel serait resté ouvert devant la Cour suprême, mais seulement pour les affaires d'une certaine importance. Enfin, il faut signaler une loi du 3 mars 1879 qui accorde, en matière répressive, une juridiction d'appel aux Cours de circuit, notamment dans le cas où la sentence de la Cour de district comporte une peine d'emprisonnement ou une amende supérieure de

300 dollars. La voie d'appel est ouverte pendant un an, et l'intéressé ne peut en profiter que s'il promet sous caution d'exécuter le jugement pour le cas où il serait maintenu.

V. — Angleterre

La division des juridictions criminelles n'est pas aussi nette en Angleterre qu'en France, et l'on n'y trouve pas trois ordres de tribunaux statuant chacun sur une catégorie spéciale d'infractions, contraventions, délits ou crimes. Mais malgré son apparente complication, le système de la justice criminelle peut se ramener à une division assez simple. Dans une première classe, on peut ranger les juridictions qui sont caractérisées par l'absence du jury et que l'on peut appeler juridictions sommaires. Au-dessus, on trouve les tribunaux qui jugent avec l'assistance du petit jury, les individus mis en accusation par le grand jury (courts of quater sessions). Enfin à côté des juridictions criminelles ordinaires, fonctionnent quelques tribunaux exceptionnels.

De toutes ces juridictions, l'appel n'est admis contre les décisions de la cour de juridiction sommaire que par exception et sous de nombreuses conditions : il faut supposer une condamnation à l'emprisonnement, sans faculté d'option pour une amende, contre une personne qui ne s'est pas reconnue coupable.

L'appel est alors porté aux « quater sessions ». En cas d'erreur, de droit ou d'excès de pouvoir, le jugement de la cour inférieure peut être déféré à la haute cour de justice. Le nombre des appels contre les décisions des juges de paix ou de police est, du reste insignifiant.

Les décisions des cours supérieures jugeant avec assistance du petit jury, ou jury de jugement, sont souveraines ; l'appel n'est point recevable contre elles. D'après un projet déposé en 1882, une Cour d'appel devait être instituée en matière criminelle ; ce projet n'a point abouti ; à l'heure actuelle, le condamné n'a donc de recours qu'au ministère de l'Intérieur « home office », qui statue d'une manière purement arbitraire.

VI. — Pays-Bas

La législation hollandaise a renoncé à l'antique division tripartite des infractions consacrée par le Code de 1810. Le Code de procédure pénale, mis en vigueur le 1^{er} septembre 1886, s'est contenté de la distinction en délits et contraventions ; les juges de canton jugent ces contraventions ; la connaissance des délits est attribuée aux tribunaux d'arrondissement ; l'appel contre les jugements des tribunaux de canton est porté devant les tribunaux d'arrondissement ; c'est aux Cours d'appels que sont déférées les sentences rendues en première instance par ces derniers.

L'officier de justice et le prévenu peuvent interjeter appel dès jugements rendus par les tribunaux d'arrondissement au cours de l'instruction ou après la clôture de l'instruction ; cette faculté appartient à l'officier de justice seul à l'égard des jugements par défaut. Cet appel est non avenu de droit, si dans les huit jours après la notification de l'appel faite au prévenu, aux termes de l'article 234, le condamné fait opposition au jugement rendu contre lui par défaut.

L'appel des jugements non définitifs n'est recevable que s'il est formé en même temps que l'appel contre le jugement définitif ; de même la partie lésée, qui n'est pas intervenue au procès en première instance, n'est pas recevable à se joindre à l'instance dans la procédure d'appel. Si cette intervention a eu lieu en première instance, elle continue de droit en appel, même si la partie lésée y fait défaut.

Tant qu'au délai, l'appel doit être interjeté dans les quinze jours après le prononcé du jugement. Néanmoins dans le cas où le prévenu n'a pas assisté au prononcé du jugement, soit par suite d'impossibilité, soit parcequ'il a été expulsé du Tribunal pour avoir troublé l'audience, ce délai ne commence à courir que du jour où le jugement lui a été lu (art. 229).

L'appel est formé par une déclaration faite au greffe du Tribunal, dont émane le jugement attaqué, soit par le prévenu, soit en son nom, par son conseil ou par un fondé de pouvoirs, dont la qualité est constatée par écrit. Si le prévenu est détenu, le

greffier doit se transporter près de lui pour recevoir sa déclaration. Dans les quinze jours de cette déclaration, la partie appelante peut présenter à la Cour d'appel un mémoire contenant les moyens et motifs d'appel. Si l'appel est interjeté par l'officier de justice, il doit être notifié à l'intéressé dans les trois jours si l'inculpé est arrêté, sinon dans les huit jours. A défaut de cette notification, si le prévenu le demande lors de sa comparution, l'affaire doit être remise pour un temps déterminé.

La formalité du rapport est semblable à celle qu'a lieu chez nous. Le rapport est fait, après l'interrogatoire, par un conseiller désigné par le président.

Le prévenu et le procureur général peuvent faire entendre d'autres témoins et experts que ceux déjà produits en première instance ; ils peuvent aussi invoquer de nouveaux titres. Si le prévenu seul a interjeté appel, il ne peut être prononcé contre lui de peines plus fortes qu'en première instance. Pour les frais d'appel, ils ne peuvent être mis à la charge du prévenu si, sur l'appel de l'officier de justice seul, le jugement est confirmé pour le tout ou est modifié en faveur de l'inculpé.

Pour résumer cette courte étude de législation comparée, nous devons noter dès maintenant que la juridiction criminelle des Pays-Bas présente de grands points de ressemblance avec la législation française ; la procédure est la même, le délai seul est différent. En Allemagne, avons-nous dit, malgré les projets fréquemment présentés dans ces derniers temps, la procédure de l'appel n'existe pas d'une

manière générale, car certains jugements seuls peuvent faire l'objet d'un appel. A diverses reprises, aux séances du Reichstag, on s'est fortement occupé du rétablissement de l'appel, mais aucun résultat n'a encore été obtenu.

En Autriche-Hongrie, l'appel n'est pas admis, en général, en matière correctionnelle. Pour qu'il puisse exister il faut, comme il a été expliqué précédemment, la réunion de certaines circonstances; c'est ainsi que l'appel est passible seulement sur l'application de la peine et sur les intérêts civils. De même, en Angleterre, l'individu condamné par les Cours supérieures ne possède point la ressource du droit d'appel. De récents projets ont été déposés pour demander la création d'une Cour d'appel mais, comme en Allemagne, ils n'ont pu aboutir.

Vu :

Le Professeur, président de la Thèse,

J. MARIE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Historique du droit d'appel. Son institution. Ses formes .	7-21
SECTION I. — Jugements dont on peut appeler.	23-29
I. — Jugements définitifs sur le fond. . . ,	26
II. — Jugements définitifs sur des exceptions ou des incidents: . .	27
III. — Jugements préparatoires . .	27
SECTION II. — Personnes qui peuvent appeler , . . , . .	30-46
CHAPITRE I. — Appel porté par les parties prévenues ou responsables	30
CHAPITRE II. — Appel porté par la partie civile	33
CHAPITRE III. — Appel porté par l'ad- ministration forestière	35

CHAPITRE IV. — Appel du Ministère public	40
SECTION III. — Délai de l'appel. . . .	47-60
I. — Délai accordé au cas où le jugement a été rendu contradictoirement ; — par défaut.	48
II. — Délai spécial au Procureur général.	56
III. — Délais exceptionnels en certaines matières spéciales.	59
SECTION IV. — Formes de l'appel. . . .	61-74
CHAPITRE I. — De la déclaration d'appel et des personnes qui doivent la faire.	61
CHAPITRE II. — Requête d'appel . . .	67
CHAPITRE III. — Règles spéciales à l'appel du Procureur général et en matière de contributions indirectes . . .	70
SECTION V. — Effets de l'appel.	75-93
CHAPITRE I. — Effets généraux. . . .	75
CHAPITRE II. — Effets particuliers. . .	83
I. — Appel du prévenu.	83
II. — Appel des personnes civilement responsables.	87

	Pages
III. — Appel de la partie civile. . .	87
IV. — Appel du Ministère public . .	90
SECTION VI. — Procédure et jugement.	94-115
CHAPITRE I. — Instruction à l'audience	94
CHAPITRE II. — Décision du juge d'appel.	107
I. — De l'arrêt	107
II. — De l'évocation.	109
SECTION VII. — Du désistement . . .	116-126
CHAPITRE I. — Désistement du pré- venu	116
CHAPITRE II. — Désistement de la partie civile	118
CHAPITRE III. — Désistement du ministère public	122
CHAPITRE IV. — Formes et effets du désistement	124
SECTION VIII. — Des frais et droits d'enregistrement.	127-132
SECTION IX. — Comparaison de l'appel civil, de l'appel correctionnel et de l'appel en matière de simple police. .	133-142

	Pages
SECTION X. — Statistique	143-147
SECTION XI. — Aperçu du droit d'appel dans les législations étrangères. . . .	148-166

FIN

